

LA PUBLICITÉ
ET LE
CONTROLE DES COMPTES
DANS LA LOI ANGLAISE
SUR LES SOCIÉTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 6 décembre 1935, à 13 heures 30

PAR

L.-E. LEMAIGRE

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants { MM. PERCEROU, *professeur.*
LÉVY-ULMANN, *professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PUBLICITÉ
ET LE
CONTROLE DES COMPTES
DANS LA LOI ANGLAISE
SUR LES SOCIÉTÉS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA PUBLICITÉ
ET LE
CONTROLE DES COMPTES
DANS LA LOI ANGLAISE
SUR LES SOCIÉTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 6 décembre 1935, à 13 heures 30

PAR

L.-E. LEMAIGRE

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants { MM. PERCEROU, professeur.
LÉVY-ULMANN, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



LA PUBLICITÉ

ET

LE CONTROLE DES COMPTES

DANS LA LOI ANGLAISE SUR LES SOCIÉTÉS

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. — Les signataires d'un contrat de société entendent, tout au moins dans le cas des sociétés commerciales, donner une affectation particulière aux biens qu'ils ont mis en commun dans le but de partager un bénéfice. Il les détachent ainsi de leur patrimoine propre. La reconnaissance de cette faculté exorbitante du droit commun est une condition indispensable du développement des sociétés et spécialement des sociétés par actions. Le contrat de société ne limite pas ses effets aux parties, il doit les étendre aux créanciers personnels des associés et aux créanciers sociaux, il doit être opposable aux tiers.

Une personne juridique nouvelle est créée par l'accord des volontés des associés, personne juridique distincte dont les conditions d'existence sont précisées par le contrat de société et qui jouit dans les limites fixées des mêmes droits qu'une personne physique. Pour éviter toute méprise de la part de ceux qui entreront en relation avec les représentants de cette « personne morale », il est indispensable de leur faire connaître l'objet qui lui est proposé, comment a été constitué le patrimoine qui lui est affecté, comment elle est

administrée, quels sont les pouvoirs respectifs des organes chargés de la représenter. Dès 1579, l'Édit de Blois a prévu l'enregistrement des sociétés. En mars 1673, une ordonnance prescrivit le dépôt et l'enregistrement d'un extrait de l'acte de société dans lequel devaient être mentionnées les clauses du contrat que les tiers avaient le plus d'intérêt à connaître. Ces dispositions furent reprises en 1807 par les rédacteurs du Code de commerce, complétées en 1814 par la publication d'un extrait des actes constitutifs dans les journaux et adoptées dans leur principe, quoiqu'elles aient reçu quelques modifications dans leur application, par la loi de 1867¹ et par le décret-loi du 30 octobre 1935.

2. — La publicité des actes constitutifs de la société et de leurs modifications est indispensable pour donner plein effet à l'égard des tiers au contrat conclu entre les associés ; elle ne risque pas de gêner le fonctionnement de l'entreprise et de lui causer un préjudice quelconque par la divulgation intempestive de renseignements qui pourraient intéresser des concurrents.

Beaucoup de chefs d'entreprise estiment encore que la loi doit se borner là. Le secret des affaires est, en effet, un élément de succès ; la bonne ou la mauvaise fortune, les projets d'expansion ou de modification, les liens qui unissent deux

1. La loi de 1807 prévoyait la transcription d'un extrait de l'acte de société sur les registres des greffes des tribunaux de commerce des arrondissements du siège social et des succursales et son affichage pendant trois mois dans les salles d'audience de ces tribunaux.

Le décret de l'impératrice régente du 12 février 1814 (confirmé par la loi du 31 mars 1833 qui le reproduisit) prescrivait l'insertion dans l'un des journaux chargés des annonces légales dans ces mêmes arrondissements. La loi de 1867 a conservé l'insertion, transformé la transcription d'un extrait en deux dépôts de l'acte entier, l'un au greffe du tribunal de commerce l'autre au greffe de la justice de paix et supprimé l'affichage. Le décret-loi du 30 octobre 1935 a remplacé le dépôt au greffe de la justice de paix par un dépôt à l'office national de la propriété industrielle.

affaires entre elles, ne doivent pas être connus. Certaines indications sur la gestion peuvent être données sans inconvénient, sinon avec avantage, si, par exemple, elles tendent à augmenter le crédit de l'entreprise, mais le chef responsable a seul qualité pour apprécier l'opportunité de ces révélations en fonction du plan qu'il s'est tracé. Les associés le connaissent, ils savent qu'il est engagé tout entier dans l'entreprise, ils doivent lui faire confiance. Il ne se refuse pas, bien entendu en fin de l'exercice à faire vérifier ses comptes par les commissaires aux comptes et à donner quelques indications sur la marche de l'affaire. Mais il est vraiment inutile de lui faire perdre son temps par des contrôles superflus et dangereux, de donner trop de renseignements à des associés toujours bien intentionnés, mais souvent maladroits et ignorants.

3. — Ces principes se justifiaient autrefois, il semble que maintenant ils ne puissent être acceptés. Par le fait du développement des sociétés anonymes, le crédit a perdu pour la plus grande part, son caractère personnel et humain. Il est devenu une opération purement abstraite dont la base est avant tout matérielle¹. Les administrateurs des sociétés

1. « Le Gouvernement n'ayant autorisé la société anonyme qu'en raison du capital qu'elle offrait pour garantie de ses opérations, lorsque ce capital est détruit, la garantie n'existe plus et le public serait induit à une confiance sans fondement si, dans cet état de choses, la société était maintenue. Il est vrai que le public court le même risque envers les sociétés ordinaires; mais elles présentent les garanties de la responsabilité individuelle, indéfinie et solidaire, des associés, ce qu'on ne trouve pas dans les sociétés anonymes. On ne saurait d'ailleurs demander à des particuliers, dont les opérations commerciales roulent sur l'opinion qu'on a de leur crédit, de rendre compte de la situation journalière de leur capital; mais le capital étant la seule sûreté que présente la société anonyme, tout ce qui concerne son existence doit être public: c'est sur la connaissance des choses et non sur l'opinion qu'en cette matière la confiance doit être réglée. »

Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 11 juillet 1818 relative aux Sociétés. *Bulletin du Ministère de l'Intérieur* du 11 juillet 1818, p. 197. Dalloz, v^o Sociétés, n^o 1459 en note.

anonymes n'engagent plus leur personne et leurs biens dans l'entreprise qu'ils ont mission de gérer, comme le faisait l'associé en nom collectif ou les gérants d'une société en commandite. L'importance des capitaux qui leur sont confiés est d'ailleurs très souvent hors de proportion avec la garantie qu'ils pourraient personnellement apporter et la rendrait illusoire.

Pour grouper ces masses considérables de capitaux, les fondateurs ou les administrateurs ne peuvent plus se contenter de solliciter quelques amis dont ils ont la confiance, ils doivent faire appel à la foule anonyme de petits capitalistes. Il ne s'agit plus d'une manifestation de confiance, de créer un lien moral autant que matériel, il s'agit pour obtenir les fonds dont on a besoin de faire appel à des gens que l'on ignore en leur faisant miroiter des gains élevés et une sécurité complète. Le placement des titres est organisé comme la vente d'un produit de grande consommation, avec cette différence cependant que le problème est plus aisé, tant la perspective illusoire d'un gain facile trouble l'homme le plus méfiant et lui fait perdre tout sens critique¹.

La tentation est grande pour les administrateurs de présenter dans un prospectus, sous le jour le plus flatteur, l'avenir merveilleux de leur société et d'omettre les détails qui pourraient éveiller l'attention des souscripteurs. Sans tomber dans la publication de faits faux passibles de con-

1. David Hume (*Histoire d'Angleterre*, Livre XIV) raconte le fait suivant : Un homme publia un matin qu'il mettait en actions l'exploitation d'une industrie qu'il se réservait de faire connaître ultérieurement, il partit le soir même pour le continent avec l'argent de 1.000 souscripteurs (Lescœur, *Essai historique et critique sur la législation commerciale en France et à l'étranger*, p. 271). « On vit en 1837, écrit J. Tchernoff, dans son livre sur les Syndicats Financiers, annoncer en lettres énormes, dans tous les journaux même les plus graves, la création d'une société dont les actions émises à 1.000 francs devaient valoir 6.000 francs au bout d'un mois et rapporter 3.000 francs dès la première année. »

damnations pénales, il leur est facile s'ils sont peu consciencieux par une rédaction habile, par des omissions calculées et des sous-entendus prometteurs, de travestir la vérité. La loi ne peut l'empêcher complètement, mais il lui est possible de renforcer les pouvoirs de répression du juge et de rappeler leur devoir aux administrateurs qui ne sont pas foncièrement malhonnêtes, en rendant obligatoire la publication de certains documents précis et chiffrés lors de l'émission de leurs titres, conformément à la pratique suivie par les sociétés sérieuses.

4. — Les actionnaires recrutés comme nous venons de l'indiquer ne sont plus animés par la volonté ferme de réaliser l'objet social et de participer à une œuvre commune. Leur adhésion est superficielle, elle a seulement en vue le partage des dividendes ou la réalisation d'un bénéfice par achat et vente en Bourse.

De cet oubli par l'actionnaire, des droits et des devoirs qu'il avait vis-à-vis de l'œuvre commune, les conseils d'administration ont profité et la société est devenue leur affaire, alors que souvent ils ne possèdent qu'une part infime du capital social. Un antagonisme est né entre l'intérêt des associés et celui des administrateurs qui évitent, autant qu'ils le peuvent, de renseigner ceux-ci sur la marche véritable de la société¹. Cette situation est inadmissible puisque les

1. Thaller écrivait en janvier 1903 dans un article de la *Revue Politique et Parlementaire* consacré à la critique d'un projet de réforme de la loi de 1867 :

« Un fait très visible ressort du spectacle qu'étale aux yeux des observateurs la société anonyme ; elle est confisquée par une poignée de financiers ou d'hommes d'affaires qui en agissent avec les actionnaires comme avec une masse corvéable placés sous leur coupe, faciles à aveugler avec des prospectus ou par des rapports optimistes et dénués de toute immixtion réelle dans l'entreprise qu'ils ont formée de leurs capitaux. » *Revue Politique et Parlementaire*, 1903, t. I, p. 82.)

administrateurs ne sont que les mandataires des actionnaires. Elle paraît d'ailleurs sans issue, si le législateur n'intervient pas.

En effet, les titres sont répartis en un grand nombre de mains et pour avoir une influence à l'Assemblée générale les actionnaires devraient se grouper. Groupement difficile à réaliser aussi bien matériellement si les noms et adresses des actionnaires ne sont pas connus, que moralement si les actionnaires n'ont pas les facilités voulues pour suivre et contrôler la gestion de la société.

Les actionnaires ne sont pas les seuls à pouvoir souffrir des combinaisons du conseil. Les obligataires et les porteurs de parts de fondateur courent des risques moindres puisque les uns sont des créanciers, souvent même privilégiés et que les autres n'ont qu'une créance sur un bénéfice éventuel : néanmoins, leurs intérêts peuvent se trouver en opposition avec ceux des administrateurs ou avec ceux de la société. Ils ont droit aussi à certains renseignements qui leur permettent de prendre les mesures nécessaires à la défense de leurs intérêts.

Les créanciers eux-mêmes, dont la seule garantie est constituée par le capital de la société, ont besoin pour déterminer le crédit qu'ils peuvent accorder, de posséder des données précises et exactes sur la marche de l'entreprise. La disparition de l'élément de confiance personnelle dans l'opération de crédit justifie ce droit du créancier à être renseigné sur la valeur matérielle de son gage.

Du fait de la cotation en Bourse de leurs titres, les Sociétés inscrites se trouvent pratiquement dans l'obligation de fournir au public les renseignements qui sont nécessaires pour apprécier sainement la valeur des titres et pour éviter les manœuvres artificielles à la hausse ou à la baisse.

Nous voyons donc s'étendre le cercle des personnes qui ont intérêt à recueillir facilement certaines informations précises et contrôlées sur la marche de l'entreprise. Mais nous devons aller plus loin et déclarer que du point de vue de l'économie générale, la publication plus large des événements sociaux est une nécessité. Sans avoir à prendre parti, nous sommes obligés de constater que le libéralisme économique subit actuellement une éclipse à peu près complète. Même ses partisans sont obligés de reconnaître que son règne ne reviendra pas avant de longues années. Quelle que soit la position adoptée, tous sont d'accord sur la nécessité d'une réorganisation. Cette réorganisation suppose la réunion de tous les renseignements nécessaires à la réadaptation du crédit et à sa distribution plus rationnelle. Elle comportera d'autre part, obligatoirement, la limitation de pratiques dangereuses dans le fonctionnement des sociétés anonymes, limitation qui ne pourra être sanctionnée que grâce à une publicité élargie.

5. — Pour déterminer l'étendue de ces informations, il faut cependant tenir compte des liens plus ou moins étroits qui lient les intéressés à la société et éviter de faire le jeu de concurrents qui pourraient tirer avantage de révélations inopportunes. Mêmes dans les communications aux actionnaires quelque réserve s'impose.

Nous avons opposé en effet des conseils d'administration omnipotents à des actionnaires dépourvus de tout pouvoir, des conseils d'administration qui font passer leur intérêt avant celui de leurs mandants à des actionnaires guidés par le seul seul souci d'une bonne gestion, mais il ne faut pas oublier que la répartition des titres en des mains très nombreuses permet à des concurrents de devenir facilement

actionnaires et que, souvent, l'intérêt de certains actionnaires ne coïncide pas avec celui de la société et même lui est contraire. Les renseignements fournis peuvent être utilisés contre la société et à bon droit le conseil peut craindre que des indiscretions ne soient commises. Une certaine prudence doit donc être observée dans les mesures législatives à prendre, il est vrai que bien souvent la voie est déjà toute tracée car il suffirait soit de rendre obligatoire et de préciser des usages déjà respectés par les sociétés les plus sérieuses, soit d'introduire dans la législation française des dispositions adoptées par les législations étrangères.

6. — La publication obligatoire des bilans est par exemple une des mesures que la pratique des sociétés et les précédents étrangers permettraient d'envisager. Pour que cette disposition soit utile et efficace et même pour qu'elle ne devienne pas néfaste, il est indispensable que le bilan publié soit correctement établi et clairement présenté. « Le bilan, en effet, est devenu un instrument de crédit, il sert aussi à rendre compte de la situation de la société aux actionnaires et aux tiers et à déterminer le bénéfice. Même s'il n'entraîne pas l'attribution de dividendes fictifs, un bilan non sincère cause de graves dommages à la société elle-même qui s'illusionne sur sa propre situation, incite les actionnaires à conserver leurs titres, détermine les tiers à acheter ou à souscrire des actions et souvent à se les procurer à un taux plus élevé que s'il avaient connu la réalité¹. »

Le conseil d'administration à la charge de préparer le bilan, mais puisqu'il s'agit, somme toute, d'une reddition

1. Réquisitoire définitif du Parquet, « affaire Banque industrielle de Chine, G. T. 1^{er} et 2 juin 1923 », cité par Henri Villard. *De la Fraude dans les Bilans étude juridique et comptable*.

des comptes de la gestion, il ne peut donner la garantie d'exactitude. C'est aux commissaires aux comptes à le faire; leur rôle d'ailleurs ne devrait pas s'arrêter là; par une collaboration féconde avec le conseil, s'ils étaient des hommes d'une conscience professionnelle et d'une aptitude technique éprouvées, ils devraient faire respecter par le conseil dans l'établissement des bilans, les règles de la meilleure pratique comptable et améliorer leur présentation. Il est sans doute possible de fixer dans la loi quelques règles qui devraient présider à la confection des bilans, mais les commissions qui, en France ou en Angleterre, ont cherché à résoudre le problème d'une façon plus complète et à régler strictement une matière aussi variée et aussi mouvante, ont dû y renoncer¹. Suivant l'opinion qu'exprimait M. A. E. Cutforth, président de l'Institute of Chartered Accountants, nous sommes persuadés que les réformes à accomplir en matière de contrôle des comptes se produiront spontanément par une amélioration de la pratique comptable, mieux que par des mesures législatives. Pour avoir des bilans exacts et clairs, il faut les faire contrôler par des comptables intelligents, compétents et honnêtes. « C'est la réforme des commissaires des comptes bien plus qu'une législation sur les bilans qui

1. Dans son rapport n° 69, le Comité Green (voir p. 28 note 2) déclare que « dans son opinion et d'après les informations qu'il a réunies, la matière des comptes est de celles où il faut laisser aux sociétés leur liberté d'allure dans des limites raisonnables ».

Neymarek dans le rapport sur les inventaires et les bilans présenté au nom de la commission de réforme de la législation des sociétés instituée en 1902 a indiqué les raisons pour lesquelles la commission après s'être d'abord ralliée au système de la réglementation, était ensuite revenue au système de la liberté absolue. Il convient de signaler cependant qu'en Allemagne, l'ordonnance du 19 septembre 1931 a fixé des règles précises pour l'établissement des bilans. Il est vrai que cette même ordonnance a été obligée de donner au Gouvernement du Reich des pouvoirs étendus qui lui permettent de modifier les règles posées car, explique l'exposé des motifs, l'évolution rapide de l'économie exige une grande souplesse d'adaptation dans les dispositions du droit applicables aux bilans.

donnera à la finance française la clarté et la loyauté que l'on réclame d'elle¹. »

7. — « La Société anonyme, qui a eu son âge de grandeur, penche vers la décadence, écrivait A. Vavasseur, en 1894²; elle s'est employée à tant de besognes souvent fort vilaines qu'elle est tombée dans le discrédit. Son défaut capital, c'est qu'il n'y a point de contrôle, ni intérieur, ni extérieur. Les commissaires de surveillance ne sont souvent que des amis ou des compères, et le public n'a sous les yeux que des bilans incomplets ou obscurs, où il est facile de dissimuler les « crapauds et les rossignols », c'est-à-dire des valeurs qui n'en sont pas ou n'en sont plus. »

La situation n'a guère changé depuis 1894, mais fort heureusement l'appel que M. le professeur J. Perceron lançait dans sa communication au V^e Congrès de l'Épargne française pour que l'on donnât aux épargnants les moyens de se renseigner aisément et sûrement vient d'être entendu. Le gouvernement a compris que l'organisation de la publicité de la vie sociale et du contrôle des comptes doit être à la base de toute réforme de la législation des sociétés par actions et de toute tentative de protection de l'épargne³. Par trois décrets-lois en date du 8 août et du 30 octobre 1935 il a modifié très utilement le régime de 1867.

Les pages qui vont suivre seront notre modeste contribution aux études critiques que ne manqueront pas de susciter

1. Exposé des Motifs de la Proposition Chastanet, Doc. Parl. Annexe n° 15² (Session ext. 1928). Chambre des députés.

2. *Revue des Sociétés*, 1894, p. 171.

3. « Tandis que la révélation sincère de la situation financière, le contrôle par des réviseurs, indépendants du bilan et des livres, le soin dévoué et irréprochable de l'intérêt des actionnaires ne feront qu'augmenter la réputation des entreprises sérieuses, et pourront même servir de moyens à une réclame habile, les prescriptions indiquées condamneront à mort les entreprises peu sérieuses ». Ed. Kuncz. *Annales de Droit commercial*, 1931, p. 322

l'initiative gouvernementale. Nous avons voulu par un exposé du régime de la publicité et du contrôle des comptes en Angleterre fournir les éléments d'une comparaison entre une organisation vivante et déjà éprouvée et une création toute récente.

8. — En adoptant la loi et pratique anglaises comme terme de comparaison, nous nous sommes laissés guider par une traduction historique. Nos juristes ont toujours eu un certain goût pour l'étude des institutions d'outre-Manche. Sans remonter à Jean Bodin, « l'avocat du pays des Plantagenets¹ », et pour nous limiter à notre objet, il nous suffit de rappeler que la loi du 23 mai 1863 fut une conséquence du traité de commerce du 15 mai 1862 en vertu duquel les « Limited » anglaises pouvaient fonctionner librement sur le territoire français alors que nos sociétés anonymes étaient encore soumises au régime de l'autorisation gouvernementale. Pour dénommer les sociétés nouvelles, le législateur se contenta de traduire le nom anglais et les baptisa « société à responsabilité limitée ». « Si vous adoptez, dit-il, dans l'exposé des motifs, le projet qui vous est présenté, les deux législations seront semblables autant que le permettent les différences qui existent entre les institutions, les mœurs, le caractère national et les conditions économiques des deux pays. » La commission du corps législatif précisait : « L'Angleterre est déjà en possession de la forme de société nouvelle dont il s'agit de doter la France, elle en obtient, nous nous en sommes assurés, les meilleurs résultats et aux termes d'une clause particulière du traité, elle est autorisée à faire fonctionner chez nous à son profit ces sociétés dont

1. Suivant l'expression de M. Jean Moreau-Reibel *Jean Bodin et le droit public comparé dans ses rapports avec la philosophie de l'histoire.*

elle nous a donné la première l'utile exemple, quoique nous lui en eussions fourni, par la commandite et l'anonymat, la première idée. »

Les contacts personnels que nous avons eus, à l'occasion de nos séjours en Angleterre pour recueillir les matériaux de ce travail, les ouvrages que nous avons lus, nous ont fait comprendre la saveur particulière que les juristes français trouvent à l'étude des institutions anglaises. Ils se meuvent dans un monde nouveau où règne un goût très vif de la liberté que tempère un sentiment non moins vif de la liberté des autres et des nécessités sociales — un respect naturel des lois qu'entretient leur rigoureuse et rapide application — la méfiance des normes trop précises que leur précision même rend plus faciles à tourner — un certain manque de logique et un certain mépris du formalisme souvent utiles pour traiter des problèmes concrets — un sens profond des réalités et de l'organisation spontanée¹.

9. — Le Companies Act, 1929, est le fruit d'une longue expérience et la codification de pratiques éprouvées. Ses dispositions formelles et plus encore leurs applications et leurs prolongements, méritent d'être étudiés et médités. C'est le dernier maillon d'une chaîne dont le premier fut le « Letters Patent Act » de 1834, qui reconnut à la Couronne le droit de conférer aux « Joint Stock Companies » une personnalité morale réduite, à condition qu'elles accomplissent certaines formalités de publicité, mais sans les astreindre à demander leur incorporation par Charte Royale. En nous plaçant au point de vue qui nous occupera spécia-

1. « Ce don de l'organisation spontanée qui doit être considéré comme 1, trait typique du peuple anglais en action » (Salvador de Madariaga *Anglaise Française, Espagnols*).

lement au cours de cette étude, la publicité de la vie sociale et le contrôle des comptes, les étapes de cette évolution¹ sont marquées par :

— L'Act de 1837 qui rendit obligatoire l'enregistrement à l' « enrolment office of the Chancery Court in England », de toute une série de renseignements sur la constitution de la Société, et d'informations périodiques.

— Le Companies Act 1844 qui précisa un système complet pour la tenue des comptes, la désignation des commissaires aux comptes, la publication et l'enregistrement des bilans et des rapports des commissaires aux comptes, et institua le Greffe des Sociétés.

— L'Act de 1862 qui obligea chaque « Limited Company » a tenir un registre des charges (privilèges et hypothèques) grevant ses biens, registre que tout créancier ou tout membre pouvait consulter.

— L'Act de 1867 qui règlementa pour la première fois le prospectus et prescrivit entre autres de citer dans le prospectus tout contrat conclu par la Société.

— L'Act de 1900 qui règlementa le contenu du prospectus d'une façon détaillée et rendit obligatoire pour toutes les sociétés la nomination de commissaires aux comptes.

— Le Companies (consolidation) Act, 1908, qui, pour la première fois définit la Private Company, institua la déclaration « in lieu of prospectus » et l'enregistrement des charges (privilèges et hypothèques) au Greffe des Sociétés.

— Le Companies (Particulars as to Directors) Act, 1917, qui prescrivit la déclaration au Greffe des Sociétés des

1. Voir à ce propos Formoy *The Historial foundations of English Company Law*, 1 vol. Sweet and Maxwell 1923; l'exposé historique de A. Percerou dans « Lois actuelles et projets récents en matière des Sociétés par actions (Allemagne, Angleterre, Italie), Rousseau et Cie 1933; Lescœur, *Essai sur la législation commerciale en France et à l'étranger*.

noms, prénoms, nationalités (et nationalités d'origine) résidence habituelle et fonctions des administrateurs de la société.

— Enfin le Companies Act, 1928, qui prépara la codification réalisée par le Companies Act, 1929, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1929.

Le Companies Act, 1929, apporta d'importantes innovations en ordonnant la tenue d'une comptabilité, en édictant des règles minutieuses pour l'établissement des bilans, en proscrivant certaines pratiques en matière de prospectus, et en complétant les dispositions anciennes sur les sociétés étrangères.

10. — Le Companies Act, 1929, règle la constitution, le fonctionnement et la liquidation non seulement des « Companies Limited by Shares », qui sont très voisines de nos Sociétés anonymes, mais encore des « Companies Limited by guarantee » et des « Unlimited Companies » dont il est assez difficile de donner un équivalent français. Toutes ces compagnies constituent des personnes morales parfaites par opposition aux Partnerships, associations sans personnalité. Le domaine géographique du Companies Act, 1929, est limité à la Grande-Bretagne, c'est-à-dire à l'Angleterre, dans laquelle sont compris le Pays de Galles et le Berwick, et à l'Écosse, pour laquelle de nombreuses dispositions spéciales sont prévues. Les Compagnies constituées dans les Iles de la Manche, l'Île de Man, l'Irlande du Nord, l'État libre d'Irlande, les Dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Terre-Neuve) et les colonies de la Couronne obéissent à des lois particulières et sont considérées comme constituées « Outside Great Britain ».

11. — Le système de publicité se réduit pour l'essentiel au dépôt dans des Greffes de documents et de déclarations. Chaque société possède un dossier mis à la disposition du public. Il nous suffira, par conséquent, de prendre un de ses dossiers, en le feuilletant nous verrons se dérouler devant nous les principaux événements qui peuvent marquer la vie d'une société et nous aurons ainsi l'occasion d'analyser les dispositions très détaillées qui fixent le contenu et la présentation des pièces déposées. Parmi celles-ci le bilan et ses annexes méritent une attention particulière, la loi leur a consacré des développements importants, mais nous verrons qu'au fond les règles prescrites sont assez lâches et ne sauraient à elles seules expliquer pourquoi en Angleterre les bilans sont en général correctement établis et présentés. L'étude des conditions juridiques et pratiques dans lesquelles s'effectue le contrôle des comptes nous en fournira la raison profonde.

Nous nous limiterons au cas des sociétés par actions dont l'objet est industriel ou commercial. Nous passerons donc volontairement sous silence tout ce qui concerne les Banques et les Compagnies d'Assurances qui, à notre avis, doivent faire l'objet d'une réglementation.

En matière de conclusion, nous ferons une critique de la nouvelle législation française, d'après les conditions anglaises.

PREMIÈRE PARTIE

LE DOSSIER D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

INTRODUCTION

12. Organisation matérielle des Greffes. — Les Greffes des Sociétés sont en Grande-Bretagne, au nombre de trois :

Le premier à Londres, où sont immatriculées les sociétés dont le siège social est en Angleterre.

Le second à Edimbourg où sont immatriculées les sociétés dont le siège social est en Écosse.

Le troisième à Truro, réservé aux sociétés minières dont le siège social est dans les comtés de Devon ou de Cornwall.

Toute « Company » constituée en Grande-Bretagne est obligatoirement immatriculée et possède un dossier dans l'un des Greffes indiqués ci-dessus.

Ces dossiers sont constitués en reliant dans une solide chemise, au fur et à mesure de leur dépôt, les documents mêmes qui sont envoyés par les sociétés, et qui sont écrits sur des feuilles de papier fort. Ils sont classés suivant les numéros d'immatriculation qu'un répertoire alphabétique permet de trouver facilement. Ce répertoire est partagé en plusieurs sections. Chaque section comprend les compagnies

constituées pendant une période déterminée, la première par exemple, toutes les compagnies enregistrées avant le 30 juin 1930. Au 31 décembre 1934, 135.589 Sociétés étaient enregistrées à Londres et 10.060 à Edimbourg.

Une vaste salle est mise à la disposition du public. La consultation des dossiers, ouverte à toute personne contre le paiement d'un shilling, est facile. Il est permis de prendre quelques notes au crayon et il est possible d'obtenir, contre le paiement d'une indemnité minime, des copies certifiées conformes par le greffier, qui font foi dans toute procédure judiciaire, au même titre que les documents originaux (art. 314.3 du *Companies Act*)¹. Tous les documents sont parfaitement en ordre et tenus à jour.

Les sociétés qui n'effectuent pas les dépôts imposés par la loi risquent comme nous le verrons, des amendes élevées et automatiquement le Greffe rappelle à l'ordre celles qui omettent d'envoyer les pièces dont le dépôt est obligatoire chaque année.

Si la mise en demeure qui a été faite par le greffier ou le cas échéant par un membre de la société ou un créancier, reste sans effet, la Cour peut être saisie quatorze jours, après la mise en demeure et ordonner à la société ou à ses « officers » (voir p. 24 en note) de réparer l'omission dans un certain délai (art. 315).

L'organisation des Greffes est confiée par la loi au Board of Trade (art. 312 et suivants). Il a reçu le pouvoir de créer de nouveaux Greffes, pouvoir dont jusqu'à présent il n'a pas usé; il nomme le personnel, fixe son statut et ses appointements qui sont payés sur des fonds accordés par le Parle-

1. Par la suite tout numéro d'article indiqué sans référence spéciale sera un numéro du *Companies Act*, 1929.

ment et détermine le montant des droits à payer pour les différents dépôts et enregistrements¹.

13. « Public Companies » et « Private Companies ». —

La pratique anglaise a conduit le législateur à donner l'existence juridique dans le cadre général qu'il a tracé pour les « Companies » à une catégorie particulière de sociétés dénommées Private Companies. Ces sociétés, qui sont caractérisées par des clauses particulières de leurs statuts, sont soumises à une publicité moins étendue. Elles correspon-

1. Ces droits sont les suivants ;

	£	sh.	d.
Pour l'enregistrement d'une société dont le capital actions nominal ne dépasse pas £ 2.000	2	0	0
Pour l'enregistrement d'une société dont le capital actions nominal dépasse £ 2 000, les droits indiqués ci-dessous, calculés d'après le montant du capital actions nominal, à savoir :			

	£	sh.	d.
Pour chaque tranche de £ 1.000 de capital nominal ou fraction de £ 1.000, jusqu'à £ 5.000	1	0	0
Pour chaque tranche de £ 1.000 de capital nominal ou fraction de £ 1.000 au-dessus des premières £ 5.000 jusqu'à £ 100.000.	0	5	0
Pour chaque tranche de £ 1.000 de capital nominal ou fraction de £ 1.000 au-dessus des premières £ 100.000	0	4	0
Pour l'enregistrement de toute augmentation du capital actions faite après le premier enregistrement de la société, les mêmes droits par £ 1.000 ou fraction qui eussent été exigibles si le capital actions augmenté avait fait partie du capital actions primitif au moment de l'enregistrement; toutefois, aucune société ne sera tenue de payer au titre de son capital actions nominal, lors de son enregistrement ou ultérieurement, un montant de droits supérieur à £ 50, compte tenu, dans le cas de droits exigibles à l'occasion d'une augmentation de capital faite après enregistrement, des droits payés lors de l'enregistrement.			
Pour l'enregistrement de tout document dont le présent Act requiert ou autorise l'enregistrement ou bien requiert la remise, l'envoi ou la transmission au Registrar et autre que le memorandum ou l'extrait qui doit être remis au Registrar par un « Receiver » ou un « Manager » ou le relevé qui doit être envoyé au « Registrar » par le liquidateur dans une liquidation en Angleterre	0	5	0
Pour l'enregistrement de tout fait dont le présent Act requiert ou autorise l'enregistrement par le « Registrar ».	0	5	0

daient à l'origine et correspondent encore maintenant, pour le plus grand nombre d'entre elles à un besoin économique analogue à celui qui a fait créer en France les sociétés à responsabilité limitée. Ce sont des sociétés en général aux ambitions relativement modestes, qui recrutent leurs membres dans un cadre restreint de parents ou d'amis, et pour lesquelles certaines des formalités prescrites par la loi paraissent inutiles. Elles se sont développées aux environs de 1862, après que la loi eut limité le risque des membres des sociétés par actions à leur mise et ait ainsi rendu avantageuse pour tout commerçant, même lorsqu'il n'avait pas besoin de faire appel au marché public des capitaux, la transformation de son entreprise en société anonyme (*one-man's Company*). Le *Companies Act*, 1900, a le premier donné une existence juridique à ces sociétés que le *Companies Act*, 1929, définit ainsi :

Lorsque les statuts d'une société à responsabilité limitée par actions contiennent les dispositions suivantes (art. 26) :

1° Restriction du droit de transfert des actions ;

2° Limitation du nombre des membres à cinquante (non compris les personnes qui sont employées au service de la compagnie et non compris les personnes qui, après avoir été membres et employées au service de la compagnie, continuent à être membres alors qu'elles ne sont plus employées) ;

3° Interdiction d'émettre dans le public des actions ou des obligations.

On dit que la société est une « *Private Company* » et le nombre de ses membres peut être réduit à deux¹.

Sur la base de cette définition, se sont créées des *Private*

1. Le nombre minimum de membres d'une *Public Company* est de 7 au lieu de 2.

Companies qui n'avaient plus qu'un lointain rapport avec les sociétés de famille ou les « one-man's companies » de 1862. La forme était en effet commode pour constituer des filiales de sociétés ou pour faire profiter les succursales de sociétés étrangères de la nationalité anglaise et d'avantages fiscaux importants.

Les Private Companies ont pris un développement considérable. Au 31 décembre 1934, sur 133.328 compagnies enregistrées à Londres et à Édimbourg, et non en instance de liquidation, il y en avait 115.609 de privées et 17.719 de publiques. Le tableau ci-dessous¹ montre comment, au cours des dernières années se répartissent les nouvelles sociétés.

ANNÉES.	PUBLIC COMPANIES		PRIVATE COMPANIES		TOTAL	
	Nombre.	Capital en £.	Nombre.	Capital en £.	Nombre.	Capital en £.
1934	467	70.073.238	12.599	77.956.279	13.066	148.029.517 ²
1933	330	39.857.295	11.054	54.688.261	11.384	94.545.556
1932	255	17.858.458	9.949	52.346.038	10.204	70.204.496
1931	276	12.726.321	8.109	45.493.435	8.385	58.219.756
1930	328	45.800.535	8.082	57.924.827	8.410	103 725.362

Dans les « Public Companies » sont comptées quelques « Companies limited by Guarantee » et quelques « Associations not for Profit » sans capital actions. En 1934, il y a 354 Public Companies par actions et 113 sans capital actions.

1. Tableau extrait de *The Incorporated Accountants' Journal* February 1934 et établi par Jordan et Sons Ltd. Company Registration Agents Chancery Lane Londres.

2. Les chiffres de 1934 s'appliquent aux sociétés enregistrées à Londres et à Édimbourg ; les chiffres de 1933, 1932, 1931, 1930 seulement aux sociétés enregistrées à Londres.

En 1933, il y eut 11.936 sociétés représentant un capital de £ 98.954 enregistrées à Londres, et à Édimbourg, soit 11.384 à Londres représentant £ 94.545.556 ; 552 à Édimbourg représentant £ 4.408.966.

Nous rappelons qu'il y a au total 135.589 sociétés enregistrées à Londres et 10.060 à Édimbourg, soit au total 145.649 dont 12.321 en instance de liquidation.

14. — Pour la commodité de notre étude, limitée aux « Companies Limited by Shares », nous classerons les documents que nous rencontrerons dans l'examen des dossiers sous cinq rubriques :

- 1° Constitution de la Société ;
- 2° Fonctionnement normal ;
- 3° Circonstances exceptionnelles ;
- 4° Liquidation et dissolution ;
- 5° Radiation du registre.

Et nous examinerons successivement :

- I. Le dossier d'une Public Company ;
- II. Le dossier d'une Private Company ;

III. Le dossier d'une Société étrangère ayant établi une succursale en Angleterre.

I

DOSSIER D'UNE « PUBLIC COMPANY »

1° CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

15. — Dans la constitution d'une société en droit anglais, on distingue deux séries principales d'opérations : l'incorporation d'une part, la souscription et le versement du capital d'autre part, comportant chacune des formalités assez nombreuses dont le Registrar¹ constate l'accomplissement en délivrant d'abord un certificat d'incorporation et ensuite un certificat prouvant que la société est capable de commencer ses opérations.

Il faut y ajouter, comme compléments voulus par la loi :

La remise au Registrar d'un document détaillant les souscriptions et versements opérés sur les actions émises.

La tenue d'une assemblée, dénommée Statutory meeting (assemblée légale).

A. — *L'incorporation.*

16. — La délivrance du certificat d'incorporation par le Registrar est déterminée par le dépôt à son Greffe de deux documents :

Le Memorandum of Association;

Et les Articles of Association.

Ce sont les deux premiers documents trouvés dans le dossier d'une Société. En quoi consistent-ils?

Leur ensemble est comparable aux statuts des sociétés

1. Registrar est la traduction anglaise du mot Greffier; nous emploierons ces deux expressions indistinctement.

françaises. Dans le mémorandum sont inscrites les clauses les plus solennelles, celles qui devront être quasi immuables. C'est dans cet acte que les fondateurs manifestent leur accord de volonté en vue de constituer une société ayant un objet déterminé. Les Articles of Association fixent les règles d'administration¹.

17. Le Mémorandum. — L'article 2 définit ainsi le contenu du mémorandum :

a) Le nom de la compagnie suivi du mot « limited » (lorsqu'il s'agit d'une société par actions ou par garantie à responsabilité limitée);

b) La partie du Royaume-Uni où doit être situé le siège social (Registered Office) : Angleterre ou Écosse.

1. Une compagnie doit adresser à n'importe lequel de ses membres sur sa demande, une copie du Mémorandum, des Articles of Association et de tout « Act of Parliament » qui modifie le Mémorandum contre le paiement d'un shilling au maximum pour le Mémorandum et les Articles et au maximum du prix officiel pour l'« Act of Parliament » (art. 23).

Les modifications au Mémorandum et aux Articles doivent être portées sur les exemplaires adressés aux membres et copie de toute résolution spéciale ou extraordinaire (voir note 2 p. 34) doit être jointe aux articles (art. 24 et 118).

La compagnie et tout « Officer who is in default » sont passibles pour chaque infraction aux prescriptions ci-dessus, d'une amende pour faute par omission d'une livre sterling au maximum.

L'expression « Officer who is in default » signifie tout administrateur, directeur, secrétaire général ou autre officier de la société qui sciemment et volontairement autorise ou permet le manquement, le refus ou la contre-vention mentionnés.

L'officier est ainsi défini au par. 566 du 5^e volume des « Halsbury's Laws of England » :

« Toute personne dont régulièrement une partie des occupations est de diriger les affaires de la compagnie, peut être considérée comme un officier de la compagnie. Le terme englobe tout administrateur, administrateur-délégué, directeur et secrétaire, tout auditor nommé en vertu des règlements de la compagnie, tout solicitor appointé mais non les banquiers, les trustees pour le compte de la compagnie ou des porteurs d'obligations, les comptables employés accidentellement à la préparation du bilan, les personnes chargées de procéder à une enquête sur les affaires de la compagnie, l'éditeur ou le rédacteur en chef d'un journal. »

L'officier serait donc un employé supérieur qui participe de quelque façon à la direction de la société et contrôle son actif ou qui aurait reçu le titre d'officier dans un contrat d'engagement établi en bonne et due forme et lui donnant la mission d'agir au nom de la compagnie.

c) L'objet de la compagnie.

d) La mention que la responsabilité des membres est limitée (lorsqu'il s'agit d'une société à responsabilité limitée par actions ou par garantie).

e) Le montant du capital actions avec lequel la société se propose d'être enregistrée, et la répartition de ce capital en actions d'un montant déterminé.

f) Le nom des souscripteurs du mémorandum suivi du nombre d'actions souscrites par chacun d'eux.

Le mémorandum est signé par chaque souscripteur en présence d'un témoin qui certifie les signatures (art. 3). La loi (art. 2) précise que « le memorandum doit être établi suivant le tableau B de l'annexe I, ou du moins s'en approcher autant que les circonstances le permettent¹. Ce modèle est d'ailleurs traditionnel².

1. Le Board of Trade a le pouvoir de modifier le tableau B (art. 379).

2. Modèle du « Memorandum of Association » d'une Société par actions :

1^o le nom de la Compagnie est « The Eastern Steam Packet Co Ltd »;

2^o le siège social de la Compagnie sera situé en Angleterre;

3^o l'objet pour lequel la Compagnie est établie est le « transport des passagers et des marchandises par navires ou bateaux entre tels lieux que la Compagnie peut, de temps à autre, déterminer, et l'accomplissement de toutes les opérations relatives à l'objet ci-dessus »;

4^o la responsabilité des membres est limitée;

5^o le capital actions de la Société est de 200.000 livres, divisé en 1.000 actions de 200 livres chacune.

Nous, soussignés, dont les noms et adresses suivent, désirons être constitués en société conformément au présent mémorandum d'association, et nous acceptons de prendre le nombre d'actions dans le capital de la société indiqué en regard de nos noms respectifs.

Noms, adresses et profession des souscripteurs.		Nombre des actions prises par chaque souscripteur.	
1. John Jones, de	, Comté de	, Négociant	200
2. John Smith, de	, —	, —	25
3. Thomas Green, de	, —	, —	30
4. John Thompson, de	, —	, —	40
5. Caleb White, de	, —	, —	15
6. André Brown, de	, —	, —	5
7. Caesar White, de	, —	, —	10
Total des actions prises.			325

Daté ce jour de 193 .

Certifié les signatures ci-dessus.

A. B. N° 13, Hute Street Clerkenwell, Londres.

Les différentes parties du mémorandum méritent quelques observations :

18. — Le nom social ¹ fait l'objet d'un long développement de la part du législateur qui lui consacre, dans la loi de 1929, les articles 17, 18 et 19. M. H. W. Camerlynck ² a étudié en détail cette question, nous renvoyons à son ouvrage et nous nous contentons de résumer les prescriptions légales :

1. Interdiction de donner à une compagnie le nom d'une compagnie déjà existante, ou un nom si voisin qu'il puisse en résulter une fraude, sauf autorisation de la société intéressée, et sauf le cas où elle serait en voie d'être dissoute.

2. Interdiction sauf autorisation du Board of Trade, de donner l'impression qu'une compagnie jouit d'un patronage officiel par l'emploi de certains mots dans la dénomination sociale.

3. Conditions dans lesquelles il est possible de supprimer le mot « Limited » de la dénomination sociale ³.

4. Conditions dans lesquelles il est possible de changer le nom d'une société une fois qu'elle a été incorporée, à savoir : une résolution spéciale votée par l'Assemblée générale ⁴ et l'approbation écrite du Board of Trade. Si la société a été enregistrée en violation de l'interdiction indiquée au par. 1

1. Dans son article 93, la loi prévoit l'obligation pour la société de peindre ou d'apposer d'une façon très visible à l'extérieur de tout endroit où les affaires sont exploitées, le nom social, et d'indiquer ce nom sur tous documents que la société peut émettre officiellement.

2. H. W. Camerlynck, Thèse Paris 1930, t. XLI. La loi anglaise de 1929 sur les sociétés par actions, p. 34 et suivantes.

3. Il n'existe pas en Angleterre, comme en France, une législation spéciale pour les associations dont le but n'implique pas la réalisation de bénéfices et dont les statuts interdisent le paiement de tout dividende à leurs membres. Ces associations se constituent sous forme de « companies » mais demandent au Board of Trade l'autorisation de supprimer le mot « Limited » de leur dénomination sociale. Par ex. « The Society of Incorporated Accountants and Auditors ».

4. Voir note p. 31.

ci-dessus, l'approbation écrite du Board of Trade pour rectifier le nom mal choisi, est inutile, il suffit de celle du Registrar.

19. — La situation du siège social, en Angleterre ou en Écosse, fixe le Greffe où la société doit être enregistrée à Londres, à Edimbourg, ou à Truro ¹.

20. — L'objet de la Société est défini pratiquement d'une façon beaucoup plus détaillée et beaucoup plus étendue que ne le laisse supposer le tableau B. Cette définition de l'objet prend une très grande importance en Angleterre, du fait de la doctrine de l'« Ultra Vires »² en vertu de laquelle il est possible de faire annuler les actes accomplis par une société en dehors des limites qui ont été fixées dans ses actes constitutifs (pour une registered company, le Memorandum et les Articles of Association). L'exemple classique est celui de l'annulation de contrats relatifs à l'exploitation de steamers, passés par une compagnie de chemins de fer.

Ce principe fut affirmé dès 1860 dans l'affaire Simpson v Westminster Palace (8 H. L. C. 712) : « Les fonds d'une Joint-stock-Company constituée en vue d'un objet ne peuvent être appliqués à un autre. Le fait ainsi accompli est *ultra vires*, et quoique sanctionné par tous les administrateurs et par une large majorité des actionnaires, un seul actionnaire peut s'y opposer et une cour d'Équité doit faire

1. Lorsque l'adresse du siège social est fixée, communication doit en être faite au Registrar dans les vingt-huit jours. Il en est de même de tout déplacement, sous peine d'une amende pour faute par omission à supporter par la société et par tout « Officer who is in default » (art. 92).

D'après l'article 365 lorsque le montant de l'amende pour omission n'est pas fixé, il est au maximum de 5 livres sterling par jour, tant que le manquement, le refus ou la contravention persiste.

2. Voir A. Percerou, *op. cit.* p. 163-191, une étude très complète sur la doctrine de l'*ultra vires* en droit anglais.

droit à sa demande, » Dans l'affaire *Cotman v. Brougham* (1918, A. C. 514)¹, Lord Wrenbury a exposé que le mémorandum doit permettre d'une part à celui qui veut devenir membre, de savoir dans quelle catégorie d'industrie il s'engage, d'autre part à ceux qui traitent avec la société, de voir si elle ne dépasse pas le cercle de son activité. Suivant l'esprit de la loi, le mémorandum devrait indiquer l'industrie exercée et non les diverses opérations auxquelles la société peut se livrer dans l'exercice de cette industrie. Lord Wrenbury estimait donc que le mémorandum tel qu'il était établi et tel qu'il continue à l'être d'ailleurs ne répond pas aux exigences du *Companies (Consolidation) Act, 1908*, et ne devrait pas être enregistré.

Pour éviter toute difficulté, les fondateurs prirent l'habitude de faire rédiger le texte établissant l'objet de la société par des spécialistes qui, aux objets sociaux proprement dits, ajoutèrent toutes les opérations possibles, achats, ventes, prises de participations, fondations d'autres sociétés, prêts, emprunts, émissions d'obligations, exploitation de brevets, etc., etc. L'objet social dans ces conditions est illimité et la doctrine « *Ultra Vires* » ne trouve plus son application.

Le Comité Green² ne s'est pas rallié à l'avis de Lord Wrenbury³, il se rangea au contraire à l'opinion des hommes

1. Cité dans la chronique « *Droit commercial et industriel en Angleterre* », des *Annales de droit commercial*, 1921, p. 209.

2. Le Comité Green, officiellement « *Company Law Amendment Committee* » fut constitué par le Board of Trade pour étudier les amendements à apporter aux *Companies Acts* de 1908 à 1917. Il siégea en 1925 et 1926 sous la présidence de Wilfred Green K. C. (d'où son nom). Sa compétence s'étendait à toutes les dispositions législatives concernant le droit des sociétés. Il consulta par voie écrite ou orale un grand nombre de personnalités, institutions ou associations. Le rapport qu'il publia servit de base pour rédiger le *Companies Act, 1929*, et les dispositions nouvelles qu'il contient.

3. Lord Wrenbury avait fait adopter cet avis par le Comité qui avait été nommé en 1918 pour étudier certains points particuliers de la législation des sociétés et qu'il présidait.

d'affaires et ne proposa aucune mesure législative qui puisse supprimer cet abus.

21. — Le montant du capital indiqué dans le mémorandum est le montant du capital autorisé, c'est-à-dire la limite que ne doit pas dépasser le capital émis. Le capital autorisé représente le capital nécessaire d'après les fondateurs, pour réaliser complètement l'objet social. Théoriquement, il peut être aussi élevé que l'on veut; pratiquement comme le fisc frappe la constitution de la société d'un droit qui lui est proportionnelle, les fondateurs limitent sa valeur à un chiffre raisonnable. L'émission du capital suit le développement des affaires de la société.

Les anglais connaissent différents types d'actions :

Actions ordinaires (ordinary shares);

Actions de fondateurs (founder's shares), jouissant de droits différents de ceux des actions ordinaires, soit qu'elles soient plus avantageuses ou moins;

Actions de direction : (management's shares), à droits de vote privilégiés;

Actions différées : (deferred shares), leur participation aux bénéfices est différée jusqu'à ce que les ordinary shares par exemple, aient touché un premier dividende;

Actions de préférence (preferred shares), elles jouissent, en général, d'un droit privilégié sur les bénéfices; un premier dividende de tant p. 100 doit leur être attribué avant les actions ordinaires, mais en contre-partie elles ne participent pas, ou d'une façon limitée, au superdividende. Elles peuvent être cumulatives ou non.

Il n'est pas nécessaire, dans le mémorandum, de détailler les droits attachés aux différentes catégories d'actions; il

est préférable de le faire dans les Articles of Association.

21 *bis*. — La loi précise que le nombre des souscripteurs doit être au moins de 7 pour les Public Companies.

22. — Il possible de porter dans le mémorandum d'autres stipulations que celles prescrites par la loi. Il en résultera, pour ces stipulations, un caractère plus solennel et plus définitif, que si elles étaient simplement inscrites dans les Articles of Association¹. Dans l'article 4, en effet, la loi pose en principe que le mémorandum ne peut pas être modifié, sauf dans certains cas prévus expressément et en respectant la procédure fixée.

Pour changer le nom de la société, nous avons vu qu'il était nécessaire de faire ratifier par le Board of Trade la résolution spéciale prise par l'Assemblée générale.

L'objet, tel qu'il est défini dans le mémorandum, ne peut être altéré qu'en vue de rendre possibles certaines opérations qui sont limitativement énumérés par la section V et qui ont pour but en définitive, de faciliter la marche de la société. Voici l'énoncé des cas prévus par la sect. V :

- a) Conduire ses affaires plus économiquement ou plus efficacement ;
- b) Atteindre son objet principal par des moyens nouveaux ou perfectionnés ;
- c) Étendre ou changer le champ de ses opérations ;
- d) Exploiter une affaire qui, dans les circonstances existantes, peut se combiner utilement ou avantageusement avec celles de la société ;

1. Notons cependant que la clause d'après laquelle ces dispositions pourraient être modifiées comme si elles étaient contenues dans les Articles of Association est valable — mais elle doit être explicitement exprimée.

e) Restreindre ou abandonner l'un quelconque des objets énoncés dans le mémorandum ;

f) Vendre ou aliéner tout ou partie de l'entreprise de la société ;

g) Fusionner avec une autre société ou avec un groupe quelconque de personnes.

La modification ne peut prendre effet qu'après avoir reçu approbation du Tribunal. Ce dernier a l'obligation de s'assurer que les porteurs d'obligations, les créanciers, les actionnaires, et toutes autres personnes qu'elle jugera intéressées, ont été avisés des modifications, et de tenir compte, dans sa décision, des objections soulevées par ces personnes. Le pouvoir du Tribunal est discrétionnaire.

Le capital peut être augmenté par simple décision de l'Assemblée générale ; les Articles of Association fixent la nature de la résolution nécessaire : ordinaire, spéciale, ou extraordinaire¹. Dans le silence des articles une résolution

1. Le Companies Act définit les différents types de résolutions qui peuvent être votées par les assemblées :

« Une résolution est une « extraordinary resolution » lorsqu'elle a été votée par une majorité des trois quarts au moins des membre qui, ayant le droit de le faire, ont voté personnellement ou par représentant (lorsque le vote par représentant est autorisé) dans une assemblée régulièrement convoquée par un avis mentionnant le dessein de proposer la dite résolution à l'assemblée comme une « extraordinary resolution » (art. 117, 1). »

Il semblerait résulter de l'expression « trois quarts des membres » (three fourthes of such members) que la loi a voulu imposer ici un vote par tête, il n'en est rien, la computation des voix et de la majorité des trois quarts se fait « en tenant compte du nombre des voix auquel chaque actionnaire a droit en vertu de la loi ou des statuts de la société » (art. 116, 5).

Une résolution est une « special resolution » lorsqu'elle a été votée par la même majorité des trois quarts qui est requise pour le vote d'une extraordinary resolution, et dans une assemblée générale convoquée vingt et un jours au moins avant la date de sa réunion, par un avis spécifiant le dessein de proposer ladite résolution à l'assemblée comme « special resolution » (art. 117. 2.)

Quant à la résolution ordinaire, elle n'est pas définie par la loi : on peut donc dire que toute résolution qui répond aux conditions définies par les Articles of Association pour la validité d'une résolution d'assemblée générale, et qui n'est ni « extraordinary » ni « special » est une « ordinary resolution » (André Percerou, *op. cit.*, p. 287-288).

Sauf pour les assemblées appelées à voter une « special resolution » la loi

spéciale serait nécessaire (Art. 50 et Palmer's Company Law, p. 82).

Les articles 50 et 51 prévoient, dans les mêmes conditions que ci-dessus, la possibilité de subdiviser ou de grouper les actions.

La réduction de capital est entourée de formalités plus complètes. Comme pour modifier l'objet de la société, la résolution prise doit être approuvée par le Tribunal (art. 55). Le consentement de tous les intéressés est nécessaire en principe.

La situation du siège social en Angleterre ou en Écosse, les énonciations relatives aux différentes catégories d'actions (sauf ce que nous avons dit plus haut) et en général toutes les énonciations autres que celles rappelées ci-dessus, ne peuvent être modifiées.

22 bis. Les Articles of Association¹. — Les Articles of Association contiennent des dispositions analogues à celles que nous trouvons dans les statuts des sociétés françaises.

La loi donne, au tableau A de la première annexe, un modèle d'Articles of Association, dont les dispositions, en vertu de l'article 8, doivent être appliquées à toute société enregistrée après la mise en vigueur du Companies Act, 1929, soit qu'elle n'ait pas déposé elle-même d'Articles of Asso-

n'impose pas de délai de convocation elle propose seulement, sous réserve de dispositions contraires des Articles of Association, un délai de huit jours à dater de celui où la lettre de convocation est mise à la poste.

L'article 115 fixe un quorum de trois membres pour la tenue des assemblées, quelles que soient les résolutions qu'elles soient appelées à voter, sous réserve de dispositions contraires des Articles of Association, qui peuvent écarter la nécessité d'un quorum quelconque ou fixer un quorum computed en capital, ce qu'ils font d'ailleurs rarement (Palmer's Company Law, p. 169).

M H. C. Gutteridge dans sa chronique de législation et de jurisprudence parue aux *Annales de Droit commercial* en 1930 (p. 73), estime que les « extraordinary resolutions » tomberont probablement en désuétude.

1. Voir ci-dessus page 24, note sur l'envoi à tout membre, qui en fait la demande, du Mémoire et des Articles of Association.

ciation spéciaux, soit que la disposition envisagée au tableau A ne soit pas en contradiction avec une disposition des Articles of Association déposés par la compagnie¹. La majorité des sociétés adopterait en totalité ou en partie le tableau A.

Les Articles of Association doivent être signés par les signataires du Mémorandum et les signatures certifiées par un témoin. Ils doivent être imprimés et divisés en paragraphes numérotés à la suite (art. 9).

Les Articles of Association peuvent être modifiés par une résolution spéciale sans autre formalité (art. 10).

23. — Si les Articles of Association contiennent la désignation d'une ou de plusieurs personnes comme premiers administrateurs, obligatoirement le dépôt du Mémorandum et des Articles doit être complété par le dépôt d'une déclaration écrite, émanant de chacune de ces personnes d'après laquelle elle consent à agir comme administrateur. Chacune d'elles doit, soit avoir signé le mémorandum pour un nombre d'actions au moins égal au nombre exigé par les Articles pour le cautionnement des administrateurs, soit remettre au Registrar la preuve qu'elle possède bien le nombre d'actions suffisant pour constituer son cautionnement (art. 140). Indépendamment de ce qui est dit ci-dessus, la liste des personnes qui ont consenti à être administrateurs de la société, devra être remise au Registrar par la personne qui demande l'enregistrement de la société. Si cette liste contient le nom d'une personne qui n'a pas donné son consentement, le requérant sera passible d'une amende de 50 livres sterling au maximum (art. 140. 3).

2. En vertu de l'article 379 le Board of Trade a le pouvoir de modifier le tableau A.

24. Le certificat d'incorporation. — L'article 15 exige enfin la production d'une dernière pièce pour que le Registrar puisse délivrer son certificat d'incorporation. Il s'agit d'une « Statutory declaration¹ », faite, soit par un « solicitor of the Supreme Court » (en Ecosse par un membre inscrit du corps judiciaire), soit par une personne désignée comme administrateur ou comme secrétaire général dans les Articles of Association, d'après laquelle les formalités prescrites par la loi ont été respectées. Le Registrar peut accepter une telle déclaration comme preuve suffisante de l'observation des prescriptions de la loi.

Le certificat d'incorporation signé de la main même du Registrar est « la preuve concluante qu'il a été satisfait à toutes les prescriptions de la loi en ce qui concerne l'enregistrement et les formalités qui le précèdent ou qui s'y rapportent et que la société dont il s'agit est une compagnie ayant le droit d'être enregistrée et dûment enregistrée conformément au présent acte ». (art. : 15-1)².

Que se passerait-il si le Registrar refusait de délivrer le certificat d'incorporation? Il semble que les principes généraux du droit anglais permettraient d'agir contre le Registrar devant les tribunaux et d'obtenir l'enregistrement ou même des dommages-intérêts³.

L'effet de l'enregistrement est ainsi défini par l'article 13 : « A partir de la date d'incorporation indiquée dans le cer-

1. Une Statutory declaration, est une déclaration qui si elle est fausse, entraîne comme sanction des poursuites pénales.

2. Si par exemple les signatures apposées sur le memorandum étaient toutes de la même main, ou étaient toutes contrefaites ou étaient celles d'enfants, le certificat d'incorporation délivré par le Registrar couvrirait ces irrégularités (Cité dans Palmer's Company Law). Mais le certificat d'incorporation n'est pas la preuve concluante de la légalité de l'objet de la société (Bowman v Secular Society [1917] A. C. 406).

3. A. Percerou, *op. cit.*, p. 202, note 2.

tificat d'incorporation, les signataires du Mémorandum et telles autres personnes, qui peuvent ultérieurement devenir membres de la société, forment un corps constitué du nom indiqué dans le Mémorandum, capables d'exercer immédiatement les fonctions d'une société incorporée, ayant une durée indéfinie et un sceau commun, mais avec l'obligation de verser leur part contributive à l'actif de la société, en cas de liquidation. »

Cependant, la société n'a pas acquis encore sa capacité complète et, avant de commencer ses opérations ou de faire des emprunts, elle doit se constituer un certain capital et procéder à de nouvelles formalités devant le Registrar. Elle peut toutefois émettre des obligations (art. 94 et 95).

B. — *La souscription du capital.*

24 bis. — Le capital peut être souscrit :

Par le public, à la suite d'un appel direct de la société ;

Par une banque, société quelconque, syndicat, etc. qui se proposent de mettre les titres en vente dans le public ultérieurement ;

— Par des particuliers ou des sociétés mais sans appel au public.

Dans les deux premiers cas, la société doit obligatoirement publier un prospectus, et au plus tard le jour de sa publication, préalablement à sa mise en circulation, en déposer pour enregistrement un exemplaire au Greffe des Sociétés.

Dans le troisième cas, il suffit de faire au Greffe une déclaration « in lieu of prospectus ».

L'appel au public n'est pas expressément défini, mais, dans Palmer's Company Law, la distribution de 3.000 prospectus parmi le personnel d'une Compagnie de gaz est citée comme

exemple d'une émission publique (*South of England National Gas*, etc. (1911) 1 ch. 573); au contraire, l'offre par un fondateur à quelques-uns de ses amis, relations ou clients, n'est pas considérée comme une offre publique (*Sleigh Glasgow and Transvaal options* (1904) 6 F. 420). La loi enfin indique à l'article 35 (3 et 5) :

Qu'une invitation *bona fide* adressée à une personne pour l'engager à souscrire aux actions ou obligations;

Qu'une formule de souscription adressée à des actionnaires ou obligataires de la Société;
n'ont pas besoin d'être accompagnées d'un prospectus et par conséquent ne constitueraient pas un appel au public.

25. Le prospectus. Définition. — L'habitude de rédiger un prospectus à l'occasion d'une émission d'actions ou d'obligations est très ancienne. C'est le moyen de faire connaître aux souscripteurs les titres qu'ils vont acheter. Le but de la loi n'est donc pas d'imposer cette publication, mais de la réglementer en fixant les renseignements qui doivent obligatoirement être révélés et d'édicter des sanctions sévères.

Le Companies Act, 1867, l'a fait pour la première fois dans son article 38. Dès 1860, la jurisprudence avait fixé la règle suivante¹ :

« Ceux qui émettent un prospectus, vantant au public les grands avantages que retireraient d'une entreprise les personnes qui souscrivent des actions et invitant à souscrire sur la foi de ces assertions, sont tenus d'observer une stricte et scrupuleuse exactitude; ils doivent non seulement

1. *New Brunswick Co v Muygeridge* [1860] 1 D. et S. 383; confirmé en 1877 dans *Central Railway of Venezuela v Kirch* 16 LT. 500, cités dans *Palmer's Company Law*.

s'abstenir de présenter comme vraie ce qui ne l'est pas, mais ils doivent aussi n'omettre aucun fait connu d'eux et susceptible d'affecter d'une manière quelconque l'étendue ou la qualité des privilèges ou avantages que le prospectus présente pour stimuler à souscrire. »

Cette « règle d'or » est toujours en vigueur ; elle pose le principe d'information complète du public que la loi a précisé sur certains points.

Les dispositions du Companies Act, 1929, relatives au prospectus ne font que reproduire ou à peu près celles des Companies Act, 1900, et, 1908. Ces derniers n'ont pas eu le caractère révolutionnaire que certains auteurs leur ont prêté à l'époque ; elles ont été beaucoup plutôt une mise au point de textes législatifs, conformément aux décisions de la jurisprudence et aux règles fixées par les textes antérieurs¹. Cependant, l'article 38 et l'article 380 sont nouveaux et ont permis d'interdire deux fraudes de pratique courante².

La première, visée par l'article 38, consistait à faire souscrire les actions ou les obligations par un syndicat, une banque ou une société, chargés de les placer ensuite dans le public au moyen d'un prospectus dont la rédaction était libre. Depuis 1929, les prescriptions relatives au prospectus s'appliquent non seulement à toute émission de titres dans le public, mais encore à toute émission faite en vue d'une mise en vente publique ultérieure. L'article 38 précise même deux cas dans lesquels, sauf preuve contraire, l'émission sera considérée comme faite en vue de la mise en vente publique ultérieure, à savoir :

1. Henri Segnitz, *Thèse Paris*, 1908. Le Prospectus dans les Sociétés anglaises par actions.

2. Voir *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 73. Chronique de législation et de jurisprudence. Angleterre, par H. C. Gutteridge.

1° Si cette dernière est faite dans les six mois qui suivent la répartition des titres ;

2° Si à la date de cette dernière, la compagnie n'a pas encore reçu toutes les sommes qu'elle devait recevoir en contre partie de l'émission des titres.

L'expression « prospectus » est définie par l'article 380 : « tout prospectus, avis, circulaire, annonce ou autre invitation offrant au public de souscrire ou d'acheter des actions ou des obligations ». Il semblerait donc que les dispositions relatives au prospectus devraient s'appliquer à tous les cas de ventes de titres même lorsqu'elles ne sont pas effectuées par ou pour le compte de la société émettrice. Il n'en est rien, car la loi dans l'article 356, a défini les documents qui doivent accompagner toutes offres de ventes de titres, et prévu certaines exceptions pour éviter d'entraver le fonctionnement des Bourses. Cette question ressort plutôt à l'organisation du marché des valeurs, nous ne l'étudierons donc pas ; nous avons signalé cependant les mesures prévues pour bien préciser la portée des articles 34 et suivants qui s'appliquent à l'émission publique de titres par une société et éventuellement à la mise en vente lorsque celle-ci n'est au fond qu'une émission publique réalisée en deux temps et au moyen d'un organisme intermédiaire. Si le contrat entre la société émettrice et l'organisme acheteur ne prévoit pas la mise en vente ultérieure, il pourrait être difficile de faire jouer la loi, c'est pourquoi celle-ci a prévu expressément les deux cas que nous avons indiqués ci-dessus.

La rédaction de l'article 380 reproduite ci-dessus, a eu pour but d'empêcher la publication dans les journaux sous le nom de « prospectus abrégés » de notices qui, prétendait-on, n'étaient pas du type envisagé par la loi de 1908 et par

suite échappaient aux sanctions de cette loi. Cette prétention était mal fondée, mais aucune mesure n'avait été prise pour mettre un terme à cette pratique qui est maintenant interdite d'après la définition même donnée par l'article 380.

Le prospectus doit être daté et signé par toute personne qui y est nommé comme administrateur ou futur administrateur, ou par son mandataire muni d'un pouvoir écrit (art. 34).

Pour que l'enregistrement puisse avoir lieu, il est nécessaire en vertu de l'article 140 que « les administrateurs ou les futurs administrateurs nommés dans le prospectus aient accepté leurs fonctions d'administrateurs, et aient souscrit ou possèdent le nombre d'actions nécessaires pour constituer leur cautionnement et que leur acceptation et leur souscription résultent des pièces déjà contenues au dossier de la société ou versées en même temps que le prospectus. L'article 140 ne s'applique pas aux sociétés fonctionnant depuis plus d'un an.

« Tout prospectus devra indiquer au recto, qu'un exemplaire a été déposé aux fins d'enregistrement. »

« Si un prospectus est émis sans qu'un exemplaire en ait été déposé, la société et toute personne qui participent sciemment à l'émission du prospectus, seront passibles d'une amende ne dépassant pas 5 livres sterling par jour à compter de la date de la mise en circulation du prospectus jusqu'à ce qu'un exemplaire en ait été déposé » (art. 34).

Le prospectus doit accompagner (art. 35) toute formule de souscription et toute personne qui mettrait en circulation une formule de souscription d'actions ou d'obligations sans qu'elle soit accompagnée d'un prospectus serait passible d'une amende de 500 livres sterling au maximum (art. 35.3).

26. Contenu du prospectus. — Dans l'annexe IV, la loi a énoncé les renseignements que doit contenir obligatoirement le prospectus, nous en donnons la traduction intégrale en appendice, et ci-après une présentation abrégée qui nous a paru plus rationnelle.

a. — *Situation actuelle de la Société.*

1° Mémoire qui donne l'objet de la société, le montant du capital autorisé (par. 1), les noms, qualités et adresses des signataires et le nombre d'actions qu'ils ont souscrites, sauf lorsque le prospectus est publié sous forme d'annonce de journal.

2° a) Nombre d'actions privilégiées ou différées, nature et étendue des intérêts de leurs possesseurs dans l'actif et dans les bénéfices de la société (par. 2).

b) Droits de vote de chacune des catégories d'actions et droits attachés à chacune de ces catégories relativement au capital et au dividende (par. 16) (en cas de mise en souscription d'actions).

3° a) Cautionnement des administrateurs et dispositions de l'acte de société relatives à la rémunération des administrateurs (par. 3)

b) Noms, qualités et adresses des administrateurs (par. 4).

c) Intérêts des administrateurs à la fondation de la société (par. 15).

Les renseignements sous 3° ne sont pas nécessaires lorsqu'au moment de l'émission du prospectus la société fonctionne depuis plus de deux ans (par. 1, 3° partie).

4° Noms et adresses des commissaires aux comptes s'ils sont déjà nommés (par. 14).

b. — *Retour sur le passé récent de la Société.*

1° Nombre et montant des actions offertes en souscription pendant les deux ans qui précèdent la publication du prospectus, montant des actions effectivement réparties et des versements opérés (par. 6).

Nombre et montant des actions d'apport¹ ou des obligations d'apport émises ou dont l'émission a été autorisée pendant les deux années qui précèdent la publication du prospectus, montant dont elles ont été libérées — causes pour lesquelles lesdites actions et obligations ont été émises ou pour lesquelles on se propose de les émettre (par. 7).

2° Le montant ou l'évaluation des dépenses préalables (par. 11). Ce renseignement n'est pas nécessaire lorsqu'au moment de l'émission du prospectus la société fonctionne depuis plus de deux ans.

3° Le montant ou le taux des commissions versées à l'occasion de l'émission d'actions ou d'obligations pendant les deux années précédant la publication du prospectus (par. 10).

4° Le montant des sommes payées pendant les deux années précédentes, ou que l'on se propose de payer aux fondateurs, et la contre-partie de ces paiements (par. 12).

5° Dates de tous les contrats essentiels passés pendant les deux années précédentes et noms des parties à ces contrats (par. 13), temps et lieux où ces contrats ou leurs copies peuvent être consultés.

6° Rapport des commissaires des comptes sur les bénéfices de la société et les dividendes distribués pendant les trois années précédentes (par. 1, 2^e partie).

1, Nous rappelons qu'en droit anglais les actions d'apport peuvent être libérées, partie en nature, partie en espèces, alors que la loi française de 1867 exige la libération complète en nature.

c. — Détails sur l'émission même visée par le prospectus.

1° Montant minimum que doit fournir l'émission des actions¹, avec indication de l'usage qui doit en être fait (achat d'un bien, dépenses préalables, commissions à payer à l'occasion de l'émission², fonds de roulement), des sommes qui devront, si nécessaire, compléter le produit de l'émission et de la source de ces dernières (par. 5).

2° Montant à verser à la souscription et à la répartition des actions (par. 6).

3° *a*) Noms et adresses des vendeurs de tout bien acquis (ou que l'on se propose d'acquérir) dont le prix doit être payé en partie ou en totalité sur le produit de l'émission — et de tout bien dont l'acquisition n'est pas achevée — montant des paiements en espèces, en actions, en obligations, à effectuer aux vendeurs (par. 8).

b) Montant payé ou payable en espèces, en actions ou en obligations sur les biens définis ci-dessus, en distinguant, s'il y a lieu, le montant correspondant à l'achalandage (par. 9).

c) Intérêts des administrateurs dans les biens que la société se propose d'acquérir (par. 15).

d) S'il s'agit de l'acquisition d'une affaire, durée pendant

1. Cette mention est particulièrement importante : l'attribution des actions ne peut avoir lieu que si ce montant minimum de souscription est atteint (art. 39). Nous rappelons qu'en France la loi de 1867 exige la souscription totale du capital et le versement du quart au moins du montant des actions (orsqu'il est supérieur à 100 francs). Ce versement minimum est fixé par la loi anglaise à 5 p. 100 et, dans le cas seulement où la société a émis un prospectus ; dans le cas contraire, aucun versement minimum n'est exigé.

2. (Art. 43.5). Si cette déclaration particulière est omise, la société et tout « officer who is in default » encourrent une amende de 25 livres sterling au maximum. L'émission d'actions avec paiement d'une commission est en effet strictement réglée.

laquelle elle a fonctionné si cette durée est inférieure à trois ans (par. 17).

e) Rapport d'un expert-comptable sur les bénéfices de l'affaire à acquérir pendant les trois années précédentes (par. 2, 2^e partie).

27. — Si le prospectus est émis à l'occasion de la mise en vente des actions ou des obligations par un tiers, dans les conditions prévues à l'article 38¹, le prospectus doit contenir en outre les renseignements suivants (art. 83. 3) :

a) Le montant net de la contre-partie reçue ou à recevoir par la société relativement aux actions ou obligations auxquelles l'offre se réfère ;

b) Les temps et lieu où il peut être pris connaissance du contrat en vertu duquel lesdites actions ou obligations ont été ou doivent être réparties.

28. — L'obligation de révéler les noms des parties et les dates des contrats essentiels souscrits par la société, ses promoteurs, administrateurs ou trustees avant l'émission du prospectus ou de la notice était prévue dès 1867 (par. 13), mais la rédaction trop générale de l'article 38 du Companies, Act 1867, entraînait des difficultés que la jurisprudence avait ainsi résolues, *Gover's Case* (1867), 20 Eq. 144².

« J'arrive à la conclusion qu'il (le texte) s'applique à tout contrat passé avant l'émission du prospectus et dont la connaissance peut influencer sur l'esprit d'un souscripteur raisonnable et le déterminer à accorder ou refuser sa confiance au promoteur, administrateur ou trustee qui émet le prospectus. »

1. Voir page 37, ci-dessus.

2. Cité par Henry Segnitz, *Thèse Paris*, 1908, t. CXV. Le Prospectus dans les sociétés anglaises par actions.

La rédaction de la loi de 1929 analogue d'ailleurs à la rédaction de la loi de 1900 tient compte de cette interprétation. De plus en donnant au public la possibilité de prendre connaissance des contrats cités dans le prospectus, elle a rendu l'obligation vraiment efficace.

29. — Le paragraphe 8 précise que, si la société est sous-acquéreur d'un bien quelconque et qu'il y ait plus d'un vendeur, le montant des paiements à faire à chaque vendeur doit être indiqué. Cette prescription a pour but d'empêcher la fraude classique suivante : A vend à B ; B constitue une société et lui revend, en réalisant un bénéfice substantiel qu'il partage avec A.

Toutes les prescriptions relatives à l'achat ou à l'acquisition de biens, aux contrats et aux avantages particuliers ont une grande importance, car les apports et les avantages particuliers ne sont pas soumis en Angleterre, au contrôle de l'assemblée des actionnaires. Pour assurer leur régularité la loi anglaise se repose entièrement sur le prospectus (ou la déclaration en tenant lieu comme nous l'indiquerons un peu plus loin) et ultérieurement, à titre de vérification sur les déclarations de souscriptions et de versements, et sur le Statutory report. Il convient aussi de souligner que cette publicité ne s'applique pas seulement aux apports dans le sens français du terme, mais aussi aux achats qui ont lieu au moyen des produits de l'émission. Il y a donc un contrôle du premier emploi des fonds de la société.

30. — En plus des « Statutory Informations » que nous venons d'analyser, les prospectus contiennent habituellement d'autres renseignements : conditions de l'émission — capital

émis de la société — exposé des circonstances dans lesquelles la compagnie a été constituée et de ses perspectives d'avenir, etc.

31. Responsabilité. — La responsabilité des signataires du prospectus, peut être engagée :

Soit parce que l'une des prescriptions de l'annexe IV n'a pas été suivie ;

Soit parce qu'une circonstance, non visée par l'annexe IV mais importante et susceptible d'influencer la décision des souscripteurs, n'a pas été révélée ;

Soit parce qu'une fausse déclaration a été faite.

Dans le premier cas, pour que les signataires soient condamnés à verser des dommages et intérêts, il suffit au plaignant de prouver que le détail omis avait son importance, qu'il a influencé la décision prise, et que, de ce fait, un préjudice a été subi. Le signataire peut se dégager en prouvant sa bonne foi (article 33.4).

Dans le second cas, la preuve de la mauvaise foi reste à la charge du plaignant qui agit par l' « Action of Deceit » du droit commun, il a donc peu de chance d'aboutir.

Dans le troisième cas (art. 37), la preuve de la déclaration inexacte suffit pour entraîner la condamnation non seulement des signataires, mais encore des personnes ayant accepté d'être nommées administrateurs, des fondateurs et des personnes qui ont donné leur agrément à l'émission du prospectus. Ils ne peuvent se dégager qu'en invoquant des excuses en nombre limité, précisées strictement par la loi (art. 37).

Tout ceci indépendamment des amendes prévues par les articles 34 et 35 que nous avons signalées précédemment.

Il est enfin possible aux souscripteurs d'obtenir, en vertu

de droit commun, l'annulation de leur souscription, si, agissant dans un délai très bref, ils prouvent que leur souscription a été déterminée par une inexactitude ou une omission de nature à créer dans leur esprit une erreur substantielle.

Dans le *Palmer's Company Law*, ces questions de responsabilité civile et d'annulation des souscriptions, sont étudiées en détail ; nous avons tenu à les signaler, bien qu'elles sortent un peu de notre sujet, pour bien préciser la portée pratique des dispositions du *Companies Act, 1929*.

A propos de la responsabilité pénale des auditors, nous examinerons les dispositions pénales du *Companies Act, 1929*, et du *Lacerny Act, 1861* (art. 84). Ces dispositions trouvent leur application à la matière du prospectus et nous aurons alors l'occasion de citer un procès qui eut, en 1931, un grand retentissement en Angleterre : celui de Lord Kysant, président de la *Royal Mail Steam Packet Company (R. M. S. P. C.)*, condamné pour avoir émis un prospectus contenant des énonciations inexactes.

32. La Déclaration « in lieu of prospectus ». — Une déclaration « in lieu of prospectus » doit être déposée au Greffe lorsqu'une société émet ses actions sans faire appel au public, elle contient les renseignements énoncés à l'annexe V. Elle est signée par toute personne qui y est nommée comme administrateur ou comme futur administrateur, ou par son mandataire.

Les renseignements de l'annexe V sont à peu près les mêmes que ceux énumérés par l'annexe IV, relative au prospectus ; il existe cependant quelques différences.

Ne sont pas portés dans l'annexe V et le sont dans l'annexe IV :

1° Le mémorandum déjà déposé au dossier que l'on est obligé de consulter pour lire la déclaration ;

2° Les renseignements du paragraphe 3 de l'annexe IV, relatifs aux actions de fondateurs, de direction et aux actions différées, qui peuvent facilement être trouvés dans le Mémorandum, ou les Articles of Association, ou les rapports annuels, contenus dans le dossier ;

3° a) Le montant minimum des souscriptions qui devront être recueillies avant que la société ne procède à l'attribution des actions ;

b) Le montant minimum à verser sur chaque action à la souscription et à la répartition ;

Ces minima, en effet, ne sont pas exigés par la loi avant la répartition dans le cas d'une émission d'actions ou d'obligations sans prospectus ;

4° b) Les renseignements sur les actions émises au cours des deux années précédentes, visées au paragraphe 6, qui se trouvent au dossier sur « les états des souscriptions et des versements » des émissions précédentes ;

4° Le rapport des commissaires aux comptes sur les bénéfices de la compagnie au cours des trois années précédentes ; car il suffit de se reporter au bilan et aux pièces jointes qui sont déposées chaque année dans le dossier.

Sont portés dans l'annexe V et ne le sont pas dans l'annexe IV :

1° Le montant nominal du capital et sa répartition entre les différentes catégories d'actions ; cette mention nous paraît inutile car elle figure au Mémorandum ;

2° Le montant des actions de préférence remboursables

(redeemable preference shares) et la date à laquelle — ou avant laquelle — ces actions doivent être remboursées. Ce renseignement devrait être mentionné aussi dans le prospectus. Nous verrons qu'il figure au bilan, mais, au moment de l'émission du prospectus ou de la déclaration, il n'y a pas toujours eu de bilan établi.

La déclaration tenant lieu de prospectus doit être déposée au Greffe trois jours au moins avant la répartition des actions. En cas d'infraction, la société et tout administrateur qui sciemment l'autoriserait, sont passibles d'une amende de 100 livres sterling au maximum (art. 40).

Ce dépôt est exigé, même dans le cas où la société a émis un prospectus, si cette émission n'a pas été suivie de la répartition des actions offertes en souscription au public (art. 40).

33. Certificat autorisant la Société à commencer ses opérations. — Après l'enregistrement du prospectus, ou de la déclaration en tenant lieu le Registrar remet à la société un certificat l'autorisant à commencer ses opérations et verse au dossier une copie de ce certificat.

Il exige cependant (art. 94) avant de le délivrer, une « Statutory declaration »¹, émanant du secrétaire général ou d'un des administrateurs, établie dans la forme prescrite, et attestant :

a) Que les actions dont le montant est payable intégralement en espèces, ont été réparties jusqu'à concurrence d'un

1. Art. 94-6. Au cas où une société commencerait ses opérations ou exercerait ses pouvoirs d'emprunter en violation de l'article 94, toute personne responsable de cette violation de la loi sera passible d'une amende de 50 livres sterling au maximum par jour tant que ladite violation persistera, sans préjudice de tout autre responsabilité qu'elle pourrait encourir.

montant global égal au moins à celui du minimum de souscription¹;

b) Que chaque administrateur a versé à la société sur chacune des actions qu'il a prises ou s'est engagé à prendre, et qu'il est tenu de libérer en espèces, une fraction égale à celle qui doit être versée à la souscription et à la répartition sur les actions.

Le certificat délivré par le Registrar, comme le certificat d'incorporation cité plus haut, constitue la preuve concluante (conclusive evidence) que la société est en mesure de commencer ses affaires, et en particulier d'emprunter. A partir de ce moment elle est définitivement constituée.

C. — *État des souscriptions et versements.*

Statutory Report.

34. — La loi exige le dépôt au Registrar d'un état des souscriptions et des versements dans le mois de l'attribution des actions, et d'une copie du Statutory Report, sept jours au moins avant la réunion du Statutory Meeting².

L'état des souscriptions et des versements défini par l'article 42, comprend non seulement la liste des souscripteurs en espèces avec le détail de leurs souscriptions et de leurs

1. Nous rappelons que le minimum de souscription est seulement exigé dans le cas d'une émission publique. S'il n'y a pas eu de prospectus, cette attestation n'aura donc pas à être fournie.

2. Ce Statutory Report est adressé à tous les actionnaires immédiatement avant le dépôt au Greffe.

Art. 413 (i) Toute société doit, un mois au moins, et trois mois au plus après la délivrance du certificat qui l'habilite, à commencer son exploitation, tenir une assemblée générale de ses actionnaires. Cette assemblée est désignée comme « Statutory Meeting » (assemblée légale).

(j) Les membres de la société présents à l'assemblée seront libres de discuter toute question relative à la constitution de la société, ou soulevée par le Statutory report, qu'il en ait été donné ou non avis préalable, mais aucune résolution ne pourra être adoptée sans qu'il en ait été donné avis conformément aux statuts.

versements, mais encore la liste des apporteurs et des titres qui leur sont attribués. Les contrats écrits constituant les titres des attributaires doivent être joints, accompagnés des contrats de vente, de fournitures, de services, etc., qui sont les éléments constitutifs des apports. S'il n'existe pas de contrat d'apport écrit, la société doit remettre une note énonçant les clauses du contrat.

Au cas où le dépôt prévu ci-dessus ne serait pas accompli, tout administrateur, directeur, secrétaire général ou autre agent de la société, ayant sciemment concouru à l'émission est passible d'une amende de 50 livres sterling au maximum par jour écoulé tant que l'omission persistera (art. 42-3).

L'état des souscriptions et des versements est déposé dans le mois de la répartition des actions et le Statutory Meeting est tenu, un mois au moins et trois mois au plus après cette répartition; les actionnaires, avant le Statutory Meeting, ont donc connaissance des contrats d'apport.

Le Statutory Report indique (art. 113.3) :

a) le nombre total des actions réparties, en distinguant celles qui sont libérées pour le tout ou pour partie autrement qu'en espèces; le montant dont les actions, libérées pour partie autrement qu'en espèces, sont libérées; le motif pour lequel les actions d'apport ont été attribuées.

b) Le montant total des espèces reçues en faisant les mêmes distinctions que ci-dessus ;

c) Un tableau résumé et détaillé des recettes et des paiements effectués, jusqu'à une date antérieure de sept jours à celle du rapport; le solde en caisse; le compte ou l'évaluation des dépenses préliminaires à la constitution ;

d) Les noms, adresses et qualités des administrateurs, des commissaires des comptes, des directeurs et du secrétaire général ;

e) Les détails de tout contrat dont la modification doit être soumise à l'approbation de l'Assemblée ainsi que les détails de la modification faite ou proposée.

« Le Statutory Report devra être certifié exact par les commissaires des comptes, s'il y en a de nommés, pour autant qu'il concerne les actions réparties et les fonds encaissés au titre de ces actions, ainsi que les recettes et les paiements effectués sur le compte capital » (art. 113. 4).

Tout administrateur qui omet de faire le dépôt prévu ci-dessus ou qui sciemment et volontairement autorise ou tolère cette omission sera passible d'une amende de 50 livres sterling au maximum.

Tout actionnaire a le pouvoir de présenter au Tribunal une requête à fin de liquidation de la société, lorsque le rapport statutaire n'est pas remis au Registrar. Cette requête ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de quatorze jours à compter de la date extrême à laquelle l'Assemblée statutaire aurait dû avoir lieu (art. 168-2 et 170-1b). Le Tribunal a la faculté d'ordonner le dépôt du Statutory Report au lieu de décider la mise en liquidation de la société s'il le juge convenable (art. 171-2a).

2° FONCTIONNEMENT NORMAL DE LA SOCIÉTÉ.

RAPPORT ANNUEL.

35. — L'article 123 du Companies, Act 1929, oblige les administrateurs de toute compagnie ayant pour objet de réaliser un bénéfice, de réunir une assemblée générale des actionnaires chaque année, et au plus tard dix huit mois après l'enregistrement de la compagnie ou la dernière Assemblée générale. Les administrateurs doivent présenter à cette Assemblée :

1° Le compte de profits et pertes ;

2° Le bilan établi suivant certaines règles fixées par la loi, auquel sont obligatoirement joints (art. 129 et 134) :

a) Le rapport des commissaires aux comptes ;

b) Le rapport du Conseil d'administration sur la situation de la compagnie et sur le montant des sommes que le Conseil propose à l'Assemblée, d'une part de distribuer comme dividendes, d'autre part de porter en réserve ;

c) La déclaration sur la situation des sociétés filiales.

Cette prescription de la loi est sanctionnée par une peine d'emprisonnement de six mois au maximum, ou par une amende de 200 livres sterling au maximum par infraction (art. 123-3).

Le compte de profits et pertes et le bilan doivent être présentés dans les neuf mois qui suivent la clôture des comptes ; cette période de neuf mois est portée à douze mois pour les sociétés ayant des affaires ou des intérêts à l'étranger. Le Board of Trade a d'ailleurs la faculté d'étendre dans des cas spéciaux les délais de dix-huit, neuf et douze mois prévus.

Une copie du bilan et de ses documents annexes est envoyée sept jours au moins avant la date de l'assemblée, aux personnes qui ont le droit d'être convoquées aux assemblées générales, sous peine d'une amende de 20 livres sterling à la charge de la société ou de tout « officer who is in default ». Un membre quelconque de la société ou un porteur quelconque d'obligations qui en fait la demande reçoit gratuitement la copie du dernier bilan et de ses documents annexes, sous peine d'une amende de cinq livres sterling à la charge de la société ou de tout « officer who is in default ».

Dans les vingt-huit jours qui suivent l'assemblée générale,

la société établit un rapport annuel. Copies de ce rapport, du bilan et de ses annexes, signées par un administrateur, un directeur ou le secrétaire général, sont immédiatement déposées au Greffe des Sociétés (art. 110). Réservant au bilan et à ses annexes la deuxième partie, nous limiterons notre étude, pour le moment, au rapport annuel, après avoir défini le registre des membres qui est conservé au siège social et dont le rapport annuel n'est qu'une annexe.

36. Le Registre des Membres. — Les membres de la société sont les actionnaires inscrits sur le registre des membres. Pratiquement, en Angleterre, la plupart des titres sont des titres nominatifs, leurs propriétaires sont donc connus et inscrit sur le registre des membres¹.

Cependant, il existe quelquefois des titres au porteur ; dans ce cas, le propriétaire ne peut être inscrit sur le registre et par conséquent n'est pas membre de la société. En principe tout propriétaire de titres au porteur qui désire être considéré comme membre pour pouvoir par exemple assister à une assemblée générale, doit préalablement rendre son certificat au porteur à la société qui l'annule, et se faire

1. « Les associés sont désignés par le terme « share holders » : actionnaires, et plus souvent membres ; ce dernier terme marquant une qualité personnelle (quoique transmissible) plutôt que la simple propriété d'un droit. Cette terminologie mérite d'être notée ici comme indiquant une certaine différence entre la conception anglaise et la conception française de la société par actions. Dans la notion française, l'impersonnalité est poussée au degré le plus extrême ; on tend à envisager les « actions » bien plutôt que les actionnaires : dans la notion anglaise, liée d'ailleurs à l'emploi presque exclusif des actions nominatives, la personnalité des associés, connus de la société, garde plus d'importance. On envisage la company comme le groupement des membres et non pas seulement comme une accumulation d'actions. Sans exagérer l'importance de cette nuance, car ce n'est qu'une nuance, on peut y voir l'indice que l'indifférence de l'actionnaire anglais à l'égard des affaires de la société est moindre que celle de l'actionnaire français ou allemand par exemple, et cela expliquerait dans une mesure au moins le fonctionnement plus satisfaisant des sociétés anglaises » (A. Percerou, *op. cit.*, p. 195).

inscrire sur le registre. Pratiquement, les statuts, conformément à la latitude laissée par la loi, n'obligent pas à annuler le certificat et à faire l'inscription sur le registre. La propriété pure et simple d'un certificat au porteur donne la qualité de membre, sous réserve, dans le cas où le propriétaire désire assister à une assemblée générale, de déposer son certificat au siège social un certain nombre de jours avant l'assemblée.

Le registre des membres doit contenir les indications suivantes (art. 95) :

Noms, adresses et professions, actions détenues, définies par leur numéro et montant libéré sur chaque action ;

Date d'inscription sur le registre ;

Date de radiation ;

Dans le cas où les actions sont converties en stocks¹, au lieu du numéro des actions, il suffit de porter la valeur du stock.

Depuis la loi de 1929, les sociétés ayant plus de 50 membres, doivent compléter le registre établi par ordre des inscriptions, par un registre alphabétique permettant de retrouver plus facilement les membres (art. 96).

Lorsqu'un membre demande la mise au porteur de ses titres ou d'une partie d'entre eux, les titres mis au porteur sont rayés du registre et l'émission du certificat au porteur est mentionnée sur le registre. Cette mention comprend la date de l'émission, et le numéro des actions qui sont mises au porteur.

La mauvaise tenue du registre fait encourir à la compagnie une responsabilité, et toute personne (tiers lésé ou

1. La loi anglaise autorise le regroupement des actions suivant un mode analogue à celui que nous connaissons en France pour les titres de rente ; chaque actionnaire possède alors une part du capital qui n'est pas divisé en fractions élémentaires égales mais constitue un bloc (stock).

membre de la société) peut demander à la cour de faire rectifier le registre et obtenir des dommages et intérêts, si elle a subi un dommage (art. 97-3 et 100-2). La compagnie elle-même peut obtenir du Tribunal une régularisation du registre. Enfin la société et tout « officer who is in default » sont passibles d'une amende pour faute par omission si les prescriptions des articles 95 et 96 ne sont pas respectées.

37. Le registre des membres fut créé à l'origine comme un moyen de défense mis à la disposition des créanciers. Au XVIII^e siècle, de nombreuses partnerships comprenant un nombre considérable d'associés, Joint Stock Companies, se sont formées, ainsi qu'en témoigne le « Bubble Act » (1720) voté pour lutter contre les spéculations, conséquence du développement de ces sociétés. Des difficultés de procédure se manifestèrent du fait que les partnerships ne possédaient pas la personnalité morale et qu'elles ne pouvaient ni agir ni être assignées en justice sans que tous leurs membres fussent mis en cause. Divers procédés furent utilisés pour résoudre ces difficultés dont l'un était d'obtenir un Act du Parlement autorisant la société à ester en justice sous le nom de l'un de ses directeurs. Assez rapidement, vers 1815, les Acts of Parliament continrent les dispositions suivantes :

1^o Que chacun des membres aussi bien que les directeurs de la société seraient responsables personnellement des dettes sociales.

2^o Qu'il devrait être tenu un registre des noms des membres de la société, que ceux-ci deviendraient responsables des dettes sociales par leur adhésion et le demeureraient après la cession de leurs parts.

Le registre des membres est donc une arme donnée par le Parlement aux créanciers de la société. Cependant l'Act

de 1844 ne donnait pas à ces derniers le droit de le consulter et ce n'est qu'en 1862 que tout le monde put en prendre connaissance et même en obtenir copie.

Dans le cas particulier des sociétés à responsabilité limitée par actions, le registre donne une garantie aux créanciers tant que les actions ne sont pas entièrement libérées : après leur libération complète, en effet, aucun recours contre les membres n'est possible, sauf dans le cas de fraude. Rappelons à ce sujet qu'en vertu de l'article 157 une personne qui a cessé d'être membre parce qu'elle a transféré ses titres ou qu'elle les a vendus, reste responsable en deuxième rang, dans le cas d'une liquidation commençant dans l'année où elle a cessé d'être membre.

Comme les actions non entièrement libérées ne peuvent être mises au porteur pendant toute la période où les noms des actionnaires intéressent les créanciers, c'est-à-dire tant qu'elles ne sont pas entièrement libérées, ceux-ci sont certains, sauf erreurs ou fraudes, de trouver les noms des actionnaires sur le registre. Lorsque tous les titres ont été libérés, pratiquement on trouve sur le registre les noms de la plupart des membres puisque la coutume en Angleterre est de laisser les titres au nominatif. Il est certain cependant, que si les membres de la société ne veulent pas faire connaître leur nom, ils le peuvent, en mettant tous leurs titres au porteur.

Signalons enfin qu'une institution très répandue en Angleterre vient enlever beaucoup d'efficacité à la liste des membres, même si les titres ne sont pas au porteur. C'est l'institution des Sociétés Nominees. Ces sociétés, en général, constituées par les grandes banques — par exemple *Middland Bank Nominee Ltd* — ont pour objet de recevoir en dépôt les titres des particuliers et de faire le service de ces titres. La

société et le véritable propriétaire des titres ne sont pas liés par un contrat de dépôt mais par un contrat de trust. La Society Nominee devient trustee et les titres sont transférés à son nom. A partir de ce moment, seule la Nominee apparaît en nom, c'est sous la signature de ses représentants et non sous celle du propriétaire que les transferts sont effectués. Initialement même la Society Nominee peut acheter les titres pour le compte d'un tiers qui n'apparaîtra par conséquent jamais sur le registre de la société.

38. Dominion Register. — Les compagnies dont l'activité s'étend en dehors du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, des Iles Anglo-normandes et de l'Ile de Man, à divers Dominions, peuvent avoir intérêt à posséder un registre des membres dans chacun de ces Dominions. La loi les y autorise (art. 103-1).

Les « Dominion Registers » sont considérés comme des parties du registre déposé au siège social. Leur ouverture, leurs lieux de dépôt et leur clôture doivent être signalés au Greffe des Sociétés (art. 103-2).

Toute entrée sur l'un d'eux est communiquée au siège social où elle doit être reportée sur le duplicata du registre intéressé qui y est conservé (art. 104-3). Les prescriptions des articles 103-2 et 104-3 sont sanctionnées par une amende pour faute par omission à la charge de la société et de tout « officer who is in default ».

Les actions une fois inscrites sur un Dominion Register ne peuvent être transcrites sur un autre registre à moins que le Dominion Register ne soit supprimé ; dans ce cas les actions inscrites sont transférées soit à un autre Dominion Register, soit au registre du siège social.

39. — Les actionnaires, gratuitement, n'importe quelle personne, contre le versement d'une indemnité inférieure ou au plus égale à un shilling, peuvent avoir communication au siège social du registre des membres et du rapport annuel et en obtenir copie contre paiement d'une indemnité inférieure ou au plus égale à 6 pences par cent mots. La copie doit être achevée dans les dix jours qui suivent le jour de réception de la demande (art. 98-2).

« Si la société refuse la communication prescrite ou si une copie demandée n'est pas envoyée dans les délais voulus, la société et tout « officer who is in default » seront passibles d'une amende de 2 livres sterling au maximum pour chaque infraction et d'une seconde amende de 2 livres sterling pour faute par omission (art. 98-3). »

39 bis. Le Rapport annuel. — Le Rapport annuel comprend (art. 108) :

1° la liste des membres de la compagnie, établie le quatorzième jour qui suit l'assemblée générale annuelle, et la liste des personnes qui ont cessé d'être membres depuis la date du dernier rapport, ou, s'il s'agit du premier rapport depuis la date d'incorporation de la compagnie.

Sur ces deux listes doivent figurer :

— Les noms, prénoms, adresses et professions des membres ou des anciens membres;

— Le nombre d'actions détenues par chacun des membres, en spécifiant les actions qui ont été transférées depuis la date du dernier rapport ou de l'incorporation et la date des transferts.

Les noms doivent être rangés par ordre alphabétique, dans le cas contraire, un index doit être joint, permettant de

retrouver facilement les renseignements que l'on désire. Si les actions ont été converties en stock, la liste doit porter la valeur du stock détenu au lieu du nombre des actions.

2° L'adresse du siège social ;

3° Un état sommaire distinguant les actions entièrement libérées en espèces et les actions entièrement ou partiellement libérées par apport en nature, et donnant les renseignements suivants :

a) Montant du capital et nombre des actions de chaque catégorie qui le constituent (il s'agit du capital autorisé) ;

b) Nombre des actions de chaque catégorie émises depuis la constitution de la société jusqu'à la date du rapport ;

c) Montant appelé sur chaque action ;

a) Montant total des appels reçus ;

e) Montant total des appels payés ;

f) Montant total des sommes payées comme commission sur toutes actions ou obligations ;

g) Escomptes accordés à l'émission de toutes actions émises avec un escompte, ou la partie de ces escomptes qui n'a pas encore été amortie à la date du rapport ;

h) Montant total des escomptes, s'il y en a, accordés à l'émission de toutes les obligations, depuis la date du dernier rapport ;

i) Nombre total des actions frappées de déchéance ;

j) Montant des actions pour lesquelles des certificats au porteur sont en circulation à la date du rapport ;

k) Montant total des certificats au porteur, émis et annulés respectivement depuis la date du dernier rapport ;

l) Nombre des actions comprises dans chaque certificat au porteur.

4° Les mêmes renseignements sur les administrateurs de

la compagnie que ceux indiqués sur le registre des administrateurs ;

5° Le montant total des dettes de la Compagnie couvertes par des hypothèques ou des garanties qui doivent être déclarées au Greffe des Sociétés.

Dans le cas où une société possède un Dominion Register, les renseignements contenus dans ce registre et se rapportant aux matières indiquées ci-dessus, devront être inscrits sur le premier rapport établi après réception au siège social des copies du Dominion Register.

La sixième annexe de la loi de 1929 donne un modèle de rapport annuel préconisé par le législateur. Ce modèle doit être respecté dans la mesure du possible¹.

Si une société omet de se conformer aux prescriptions des articles 110 et 108 que nous venons d'exposer, la société et tout « officer who is in default » sont passibles d'une amende pour faute par omission.

40. — Le rapport annuel permet de se faire une idée assez exacte :

1° De la façon dont le capital est réparti, puisqu'en Angleterre, comme nous l'avons dit, presque tous les titres sont nominatifs, sous réserve bien entendu des remarques, faites à propos du Registre des membres ;

2° Des différentes catégories d'actions, de quel montant elles sont libérées, et à quelles conditions elles ont été émises ;

3° Du montant des garanties accordées par la compagnie qui grèvent l'actif social ;

4° De la composition du conseil d'administration.

1. En vertu de l'article 379, le Board of Trade a le pouvoir de modifier la 6^e annexe.

41. Publication du nom des administrateurs. — La loi anglaise a cherché de plusieurs façons à rendre public le nom des administrateurs. D'une part elle prescrit (art. 145)¹ de porter sur tous catalogues, circulaires, lettres et affaires, les noms, prénoms, et nationalité des administrateurs ou son nom social si l'administrateur est une personne morale et prévoit une amende de 5 livres sterling au maximum par infraction. D'autre part, elle exige (art. 144)² la tenue au siège social d'un registre des administrateurs qui reçoit les indications suivantes :

Dans le cas d'une personne physique :

Les nom, prénoms, résidence, nationalité (et même la nationalité d'origine, si la personne est naturalisée), profession ou, si elle n'a pas de profession commerciale, mais est administrateur d'autres sociétés, quelques indications sur l'un au moins de ses postes d'administrateur ;

Dans le cas d'une personne morale, société par exemple, sa raison sociale ou commerciale, son siège social ou son siège principal.

Les renseignements ci-dessus doivent être notifiés, dans un délai de quatorze jours, au Greffe des Sociétés à l'occasion de la nomination d'un nouvel administrateur, ainsi que les avis de démission ou de destitution et les changements qui peuvent se produire (art. 144-2). Le dossier de la société contient, ainsi, constamment à jour la liste des administrateurs et des directeurs.

Le registre des administrateurs doit pouvoir être consulté

1. Ces mesures, comme le dépôt au Greffe des Sociétés de renseignements sur les administrateurs, ont été instituées par le *Companies (Particulars as to directors) Act. 1917.*

2. Pour l'application des articles 144 et 145, doit être considéré comme administrateur toute personne conformément aux ordres ou instructions de laquelle les administrateurs ont coutume d'agir.

gratuitement par les membres et contre paiement d'un shilling au plus par les tiers.

Le refus de communication du registre ou l'omission de la notification au Registrar des renseignements prévus par l'article 144-2 est passible d'une amende pour faute par omission à supporter par la société et par « tout officer who is in default ».

3° CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES DE LA VIE D'UNE SOCIÉTÉ

A. — *Augmentation de Capital*

42. — Nous avons vu à propos du Mémorandum que la loi anglaise distingue le capital autorisé et le capital émis. Dans le Mémorandum, les Articles of Association, et dans la loi, l'expression « Shares Capital of the Company » désigne le capital autorisé et lorsque l'on parle de l'augmentation du capital, c'est augmentation du capital autorisé qu'il faut comprendre. Cette augmentation est distincte de l'émission effective des nouvelles actions créées, qui est l'augmentation du capital émis. La décision est prise le plus souvent par une résolution ordinaire. La loi a seulement prévu que cette décision était de la compétence de l'assemblée générale, sans préciser la forme de la résolution (art. 50) et le modèle d'Articles of Association annexé à la loi (art. 34) indique qu'il suffit d'une résolution ordinaire. Avis de la résolution doit, dans les quinze jours qui suivent son adoption, être donné au Greffe qui l'enregistre. Cet avis contient le détail des différentes catégories d'actions et des conditions dans lesquelles les nouvelles actions ont été ou devront être émises, il est accompagné d'un exemplaire imprimé de la résolution. Si la société omet de se conformer aux prescriptions de l'article 52 que nous avons résumé ci-dessus, la société et

tout « officer who is in default » seront passibles d'une amende par omission.

Les actions créées à la constitution ou par la résolution de l'assemblée générale qui décide une augmentation du capital ne sont pas immédiatement émises, le conseil reçoit en général les pouvoirs nécessaires pour procéder ultérieurement aux émissions. Un prospectus doit naturellement être enregistré ou une déclaration en tenant lieu faite, à l'occasion de chacune d'elles. Ce prospectus et cette déclaration sont identiques, à ceux de la constitution. Cependant, un montant minimum de souscription n'est pas exigé avant la répartition des actions (art. 39-6), il n'a donc pas à être indiqué.

43. — Notons en passant les grandes facilités que la loi et la pratique ont donné au conseil pour financer l'entreprise. Nous venons de voir que dans les limites du capital autorisé, il peut émettre les actions créées sans même avoir besoin de fixer un minimum de souscription¹. Il possède de plus, en général, le pouvoir d'emprunter et d'émettre des obligations. Les seules formalités sont pour les actions et les obligations, le dépôt d'un prospectus ou d'une déclaration en tenant lieu, et pour les actions seulement, le dépôt au Greffe des Sociétés d'un état des souscriptions et des versements, dans le mois de la répartition, conformément aux dispositions de l'article 42 que nous avons précédemment étudiées.

44. — L'émission d'actions avec paiement d'une commission est autorisée (art. 43). Nous avons vu que le montant

1. M. Ed. Kunz a insisté sur cet aspect très particulier du financement des entreprises anglo-américaines comparées aux entreprises continentales. « Les principes généraux des réformes législatives concernant les sociétés anonymes et la réglementation du financement dans le projet allemand de 1930. » *Annales de Droit commercial*, 1931, p. 322.

ou le pourcentage de la commission doit être indiqué dans le prospectus, dans la déclaration en tenant lieu, ou dans une déclaration spéciale enregistrée au Greffe. L'émission d'actions au-dessous du pair (at a discount) est aussi autorisée, mais sous réserve de l'approbation du Tribunal. Les prospectus et les bilans publiés postérieurement à l'émission au-dessous du pair doivent contenir des indications sur la réduction accordée lors de l'émission ou la portion de cette réduction qui n'a pas encore été amortie à la date de publication du prospectus ou du bilan (art. 47). La société ou tout « officer who is in default » est passible d'une amende pour faute par omission si cette disposition n'est pas respectée.

B. — *Résolutions spéciales ou extraordinaires*¹.

45. — Toute décision qui doit être prise ou ratifiée en vertu de la loi ou des Articles of Association par une résolution spéciale ou extraordinaire de l'assemblée générale, est trouvée au dossier de la société; car l'article 118 prescrit d'enregistrer au Greffe une copie imprimée de toute résolution spéciale ou extraordinaire dans les quinze jours de l'Assemblée, sous peine d'une amende pour faute par omission de 2 livres sterling au maximum, encourue par la société ou par tout « officer who is in default ».

1. Un registre des procès-verbaux des assemblées générales est conservé au siège social où tout membre gratuitement peut en avoir communication.

Dans les sept jours de sa demande il doit obtenir une copie de n'importe lequel de ces procès-verbaux contre le paiement d'une indemnité de six pences par 100 mots (art. 121).

La société et tout « officer who is in default » sont passibles d'une amende de deux livres au maximum par infraction, et d'une amende pour faute par omission de deux livres, si les dispositions ci-dessus ne sont pas respectées.

Par ailleurs, la loi a édicté certaines dispositions particulières relatives aux décisions les plus graves.

46. Modification à l'objet de la société. — L'arrêt du Tribunal approuvant la résolution qui a décidé la modification de l'objet de la société et un exemplaire imprimé du *Mémoire* rectifié doivent être enregistrés dans les quinze jours (art. 5. 6). Ce délai peut être prolongé par le Tribunal. Cette obligation est sanctionnée par une amende de 10 livres sterling au maximum par jour tant que dure l'infraction, qui est payée par la société (art. 5. 7).

47. Réduction de capital. — La réduction du capital est décidée par une résolution spéciale ratifiée par un arrêt du Tribunal.

Cet arrêt, ainsi qu'un procès-verbal homologué par le Tribunal indiquant le montant, du nouveau capital, le nombre d'actions en lesquelles il doit être divisé et le montant de ces actions, ainsi que le montant, s'il y en a un, considéré comme versé sur chaque action doivent être enregistrés¹ (art. 58-1).

« Le Registrar certifiera par sa signature, l'enregistrement de l'ordonnance et du procès-verbal, son attestation constituera la preuve concluante que toutes les prescriptions du présent Act, en ce qui concerne la réduction du capital actions, ont été dûment observées et que le capital actions de la société est tel qu'il est indiqué dans le procès-verbal ». (art. 58-4.)

48. Modification dans la constitution du capital social. — Si une société ayant un capital actions a :

a) Consolidé et divisé son capital social en actions d'un montant supérieur à celui de ses actions existantes ;

¹ Avis de cet enregistrement doit être publié dans la forme prescrite par le Tribunal.

b) Converti des actions en « stock », ou procédé à l'opération inverse ;

c) Subdivisé tout ou partie de ses actions ;

d) Racheté des actions de préférence amortissables ou annulé des actions, autrement qu'à l'occasion d'une réduction de son capital social en vertu de l'art. 53 du présent Act ; elle devra, dans le délai d'un mois à compter de cette opération, en aviser le Registrar des Sociétés en indiquant, suivant le cas, les actions consolidées, divisées, converties, subdivisées, rachetées ou annulées, ou le stock reconverti.

2° Si les prescriptions du présent article ne sont pas observées, la société et tout « officer who is in default » seront passibles d'une amende pour omission (art. 54.4).

49. Modification aux droits des porteurs de certaines catégories d'actions. — Les porteurs de 15 p. 100 des actions d'une certaine catégorie ont le pouvoir d'adresser une requête au Tribunal pour obtenir l'annulation de toute décision de l'Assemblée générale particulière qu'ils n'ont pas votée et qui modifient leurs droits spéciaux.

Le Tribunal rejette ou ratifie la modification qui lui est ainsi soumise ; et la société devra, dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle le Tribunal aura rendu son ordonnance, envoyer une copie de l'ordonnance au Registrar des Sociétés. A défaut de se conformer à cette prescription, la société ainsi que tout « officer who is in default » encouront une amende pour omission (art. 61.5).

C. — *Aménagements et Réorganisations.*

50. En matière de réorganisation de Société par fusion (amalgamation) ou par tout autre moyen, le Companies Act, 1929, a donné au juge les pouvoirs les plus

étendus pour résoudre toutes les difficultés que peuvent soulever des minorités d'actionnaires ou de créanciers (art. 153 et 154).

Si le Tribunal, à la demande de la société, d'un créancier, d'un membre ou du liquidateur, réunit une Assemblée générale de tous les membres, d'une catégorie de membres ou des créanciers et homologue la transaction ou l'arrangement approuvé par l'Assemblée générale, la décision rendue n'aura d'effet qu'après remise au Registrar d'une copie officielle aux fins d'enregistrement — [copie de cette décision devra être jointe à toute copie du Mémoire de la société délivrée après que la décision aura été rendue (art. 153)].

Lorsqu'il s'agit d'une fusion ou de l'absorption d'une société par une autre, le Tribunal peut régler discrétionnairement toute une série de questions comme :

Le transfert à la société cessionnaire de la totalité ou d'une partie de l'entreprise et des biens ou engagements de la société cédante (art. 154).

Toute société devra délivrer au Registrar, aux fins d'enregistrement, dans un délai de sept jours à compter de la date, une copie officielle de la décision ainsi rendue par le Tribunal. Si cette prescription n'est pas observée, la société et tout « officer who is in default » seront passibles d'une amende pour faute par omission.

D. — *Privilèges et hypothèques accordés par la société.*

51. La valeur de l'actif d'une Société peut être profondément modifiée, si certains de ses postes sont grevés de privilèges ou d'hypothèques accordés pour consolider un crédit défaillant. Toutes les mesures prises pour faire connaître aussi exactement que possible la situation financière seraient

donc illusoires, si elles n'étaient complétées par la publication de ces privilèges ou hypothèques accordés aux créanciers par la société.

Cette publication et l'enregistrement au Greffe qu'elle comporte étaient déjà prévus par la loi de 1908; le Companies Act, 1929, en a sensiblement étendu la portée. Son innovation la plus heureuse a été de prescrire l'enregistrement des privilèges et hypothèques sur les biens acquis par la société, lors de l'acquisition de ces biens.

Le mot « charge » sert à définir en anglais toutes sortes de privilèges et d'hypothèques; nous l'emploierons par la suite pour abrégé.

52. Le Registrar doit, pour chaque société, tenir dans le forme prescrite un registre de toutes les charges dont l'enregistrement est exigé par l'article 89-1.

Les charges à inscrire sont énumérées par l'article 79-2 :

a) Charges créées en vue de garantir une émission d'obligations¹.

b) Charges sur la partie non appelée du capital de la société;

c) Charges créées ou constatées par un titre qui, s'il émanait d'un individu, devrait être enregistré comme Bill of Sale²;

a) Charges sur un immeuble quelle que soit sa situation ou sur tout droit réel immobilier;

1. En vertu de l'article 73 (3) une copie de tout acte de trust (trust deed) passé en vue de garantir une émission d'obligations doit être, sur sa demande, envoyée à tout porteur des dites obligations moyennant indemnité.

2. Acte de vente de biens généralement mobiliers, non suivi de livraison; le débiteur reste nanti des effets mobiliers, la transmission s'opère si le débiteur ne peut rembourser sa dette à l'échéance fixée. Pour être opposable aux tiers, les bills of sale doivent avoir été enregistrés dans les sept jours de leur date.

- e) Charges sur des créances de la société ;
- f) Charges générales (floating charges) sur l'entreprise ou le patrimoine de la société ;
- g) Charges sur les appels de fonds faits mais non versés ;
- h) Charges sur un navire ou sur une part de copropriété dans un navire ;
- i) Charges sur l'achalandage (goodwill), sur un brevet ou une licence d'exploitation d'un brevet, sur une marque de commerce ou sur un droit de reproduction (copyright) ou sur une licence de reproduction.

Cette énonciation concerne tous les privilèges et hypothèques, mais seulement certaines catégories des nantisements qu'une société peut accorder sur ses biens. La loi a fixé en effet expressément que « la remise par la société, en garantie d'une avance qui lui est consentie, de titres négociables qui lui ont été fournis pour assurer le paiement des créances nées à son profit de son activité normale » n'est pas soumise à l'enregistrement (Act 79. 6).

D'autre part nous avons relevé dans Palmer's Company Law, p. 297, que la mise en gage de marchandises, les transmissions d'un warrant ou d'une lettre de change, n'auraient pas à être enregistrées¹.

53. — Dans les vingt et un jours de la création de la charge la déclaration doit être faite au Greffe et l'acte lui-

1. André Percerou, *op. cit.*, p. 239, indique comme exemple d'application de l'article 79.6 la remise en garantie d'une traite fournie par un tiers débiteur de la société et propose une formule générale qui engloberait les cas cités dans Palmer's Company Law : Ne seraient pas soumis à l'enregistrement d'après lui les charges qui se constituent par la dépossession matérielle de la société qui les crée; par exemple, la remise en garantie de valeurs mobilières.

même créant le privilège, remis au Registrar¹. Sur le registre sont inscrits :

1° Si la charge est une charge créée par la société, la date de sa création et, si la charge est une charge existant sur des biens acquis par la société, la date de l'acquisition des biens acquis ;

2° Le montant garanti par la charge ;

3° Une description sommaire des biens grevés ;

4° Les personnes investies de la charge.

S'il s'agit d'une charge au profit des porteurs d'une série d'obligations, sont inscrits :

1° Le montant total garanti par la série entière ;

2° Les dates des résolutions qui autorisent l'émission de la série et la date de l'acte d'autorisation (covering deed) s'il en existe un par lequel la garantie est créée ou définie ;

3° Une description générale des biens grevés ;

4° Les noms des trustees, s'il en existe, chargés d'agir pour le compte des porteurs d'obligations ;

5° La date et le montant de chacune des émissions, si l'émission d'une même série d'obligations se fait en plusieurs fois².

L'article 79-1 prévoit expressément qu'une charge non

1. Dans certains cas, privilège créé en dehors du Royaume-Uni, grevant exclusivement des biens situés en dehors du Royaume-Uni par exemple, (art. 79.3 et 5) il suffit d'une copie.

2. *Art. 79.9.* Quand une commission, une allocation, ou un escompte a été directement ou indirectement payé ou accordé par la société à quelque personne que ce soit, en raison du fait que cette personne a souscrit ou s'est engagée à souscrire, ferme ou conditionnellement, à des obligations de la société, ou que cette personne a procuré ou s'est engagée à procurer des souscriptions fermes ou conditionnelles à de telles obligations, les renseignements, qui doivent être envoyés aux fins d'enregistrement en vertu du présent article, devront comporter l'indication du montant ou du pourcentage de la commission, de la remise ou de l'escompte ainsi payés ou accordés.

enregistrée dans le délai de vingt et un jours, est nulle à l'égard du liquidateur ou de tout créanciers de la société, et la somme garantie devient immédiatement exigible. De plus si la société omet les formalités, et si quelque autre personne n'y procède pas, la société ainsi que tout administrateur, directeur, secrétaire général, ou autre personne ayant sciemment concouru à cette omission, sont passibles d'une amende de 50 livres sterling, au maximum, par jour, aussi longtemps que l'omission persistera.

Une amende de 50 livres sterling sanctionne le cas où la société doit faire enregistrer une charge sur un bien acquis et déjà grevé et que cet enregistrement est omis.

L'article 82-2 prescrit au Registrar de délivrer, sous sa signature, un certificat d'enregistrement des charges inscrites par application du présent Act. Ce certificat indiquera le montant des sommes garanties, et il constituera la preuve qu'il a été satisfait aux obligations de la loi en matière d'enregistrement. Mention de ce certificat devra être portée au dos de chaque titre lorsqu'il s'agit d'une charge constituée pour garantir une émission d'obligations.

Si la preuve que la dette en garantie de laquelle la charge enregistrée avait été créée, a été payée ou acquittée, est fournie au Registrar, ce dernier peut en vertu de l'article 86 en porter mention au registre.

L'article 85 assouplit ce que pourraient avoir de trop rigide les dispositions légales, en donnant au Tribunal un certain pouvoir discrétionnaire qui lui permet, lorsqu'il juge juste et équitable de se montrer indulgent, d'ordonner que le délai d'inscription soit prolongé ou que l'omission ou l'erreur soit rectifiée.

Enfin (art. 86) toute personne qui nomme en vertu des pouvoirs contenus dans un acte quelconque, ou qui obtient

du tribunal la nomination d'un « receiver » ou d'un « manager » des biens de la société, doit dans les sept jours en donner avis au Registrar qui inscrit le fait sur le registre des charges. Ce cas se produit lorsque des créanciers possèdent un privilège ou une hypothèque sur certains biens appartenant à leurs débiteurs, par exemple les obligataires, et que la société est mise en liquidation ou n'exécute pas régulièrement ses paiements. Le « receiver » ou le « manager » nommés ont le pouvoir de prendre possession des biens, de les gérer et de les vendre s'il y a lieu.

Avis de la cessation des fonctions du receiver ou du manager doit être donné au Registrar qui en fait mention sur le registre¹.

55. — La publicité des charges par le Greffe des Sociétés est complétée par la tenue au siège social d'un registre qui contient les indications suivantes (art. 88. 1) :

Courte description du bien grevé;

Montant couvert;

Et sauf le cas de certificat au porteur, nom des personnes qui détiennent le gage ou l'hypothèque.

Tout directeur ou administrateur ou autre officier de la société qui, sciemment et volontairement, autorise ou tolère l'omission de toute inscription requise par l'article 88. 1, est passible d'une amende de 50 livres sterling au maximum (art. 88. 2).

1. Chaque facture, commande de marchandises ou lettres d'affaires délivrées par ou au nom de la société, du receiver, manager ou du liquidateur de la société, si le nom de celle-ci figure sur le document en question, devra porter une mention indiquant qu'un receiver ou un manager a été nommé.

La sanction est une amende de 20 livres au maximum à la charge de la société, de tout administrateur, directeur, secrétaire général, officier, liquidateur, receiver ou manager qui sciemment ou volontairement autorisent ou tolèrent le manquement.

79. — Le registre des charges peut être consulté contre le paiement d'un shilling au plus par toute personne et gratuitement par les actionnaires ou les créanciers qui ont de plus le droit de prendre communication des copies des actes déposés au Greffe des Sociétés (art. 89).

« Si la communication des dites copies ou dudit registre est refusée, tout officer de la société qui refuse cette communication ainsi que tout directeur ou administrateur de la société qui autorise ou qui sciemment et volontairement tolère ce refus, seront passibles d'une amende ne dépassant pas 5 livres sterling et d'une seconde amende de 2 livres sterling au maximum par jour écoulé tant que le refus persistera. » (Art. 89-2.)

4° LIQUIDATION ET DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ.

56. — Le Companies Act, 1929, complété par un arrêté du Board of Trade, Companies (Windingup) Rules, 1929, définit les conditions de liquidation et de dissolution des Sociétés suivant deux modes principaux :

La liquidation sur injonction du tribunal et la liquidation volontaire¹⁻².

1. En 1934 il y eut :

En Angleterre	2.570 liquidations volontaires; en Ecosse. . . .	172
—	337 liquidations sur injonction; en Ecosse . . .	16
—	2 liquidations volontaires sous la surveillance du tribunal; en Ecosse	1

2. Quand une société est en liquidation, soit judiciaire, soit sous la surveillance du tribunal, soit volontaire, toute facture, commande de marchandises ou lettre d'affaires expédiée par la société ou en son nom, ou bien par un liquidateur de la société, un juge-commissaire ou un administrateur des biens de la société, doit porter une mention indiquant que la société est en voie de liquidation si le nom de celle-ci figure sur le document en question. Cette obligation est sanctionnée par une amende de 20 livres sterling au maximum à la charge de la société, de tout administrateur, directeur, secrétaire général ou tout autre officer ainsi que tout liquidateur de la société, juge-commissaire ou administrateur, qui sciemment et volontairement autorisent ou tolèrent le manquement.

57. La liquidation sur injonction du tribunal (Winding up by the Court). Ce mode de liquidation correspond à notre procédure de faillite¹.

Le Greffe reçoit copie de l'ordonnance de liquidation et la nomination du liquidateur désigné lui est notifiée s'il s'agit d'une personne autre que l'Official Receiver².

58. La liquidation volontaire (Voluntary winding up), conséquence de l'expiration de la durée de la société ou d'une décision de l'Assemblée générale, peut prendre trois formes :

a) Liquidation volontaire par les membres (member's voluntary winding up). Elle suppose que la majorité des administrateurs a signé une « statutory déclaration » dans laquelle ils affirment :

« Qu'ils ont examiné à fond la situation de la société, et que, ce faisant, ils ont acquis la conviction que la société est capable de payer complètement ses dettes dans un délai de douze mois au plus, à compter du début de la liquidation » (art. 230-1).

Cette « declaration of solvency » déposée au Registrar

1. Signalons à propos de liquidation des sociétés sur l'injonction du Tribunal que le Board of Trade exerce un contrôle des opérations du liquidateur, tant au cours des opérations de la liquidation qu'à la fin, au moment d'accorder le quitus au liquidateur.

Au moins deux fois par an un compte des recettes et des dépenses doit être établi et remis au Board of Trade qui le contrôle. Un exemplaire de ce compte est conservé au Board of Trade, un second au Greffe du tribunal. Tout créancier et toute personne intéressée peut en prendre connaissance. Chacun des créanciers et des actionnaires dont les actions ne sont pas entièrement libérées et qui, de ce fait, sont dans la situation d'avoir à verser le montant non appelé doivent recevoir un exemplaire imprimé de ce compte ou d'un résumé de ce compte.

Le Board of Trade doit suivre la gestion du liquidateur, peut procéder à des enquêtes, faire interroger le liquidateur par le tribunal. C'est lui qui délivre le quitus après avoir pris connaissance du rapport final du liquidateur.

2. L'Official Receiver est un fonctionnaire qui dépend du tribunal mais qui est désigné par le Board of Trade, c'est le syndic officiel des faillites.

avant l'expédition des convocations à l'assemblée appelée à délibérer sur la mise en liquidation (art. 230-2) crée une présomption de solvabilité suffisante pour que la direction de la liquidation soit laissée aux membres de la société¹.

b) Liquidation volontaire sous le contrôle des créanciers, (creditor's voluntary winding up), si la « declaration of solvency » n'a pu être signée.

c) Liquidation volontaire sous le contrôle du tribunal (winding up under supervision of the court). Elle se produit lorsque le tribunal décide sur la demande d'un intéressé, que la liquidation volontaire se continuera sous son contrôle.

59. — En cas de liquidation volontaire, les pièces suivantes sont trouvées au dossier, en plus de la « declaration of solvency » s'il y en a eu une d'établie :

1° Le texte de la résolution de mise en liquidation s'il s'agit d'une résolution spéciale ou extraordinaire, ce qui est le cas lorsque la cause de mise en liquidation n'est pas prévue dans les statuts².

2° L'avis de sa nomination envoyé par le liquidateur sous peine d'une amende de 5 livres sterling au maximum par jour tant que dure l'infraction (art. 250).

3° La copie du compte de liquidation, et le compte rendu de l'assemblée de dissolution, indiquant la date à laquelle l'assemblée a été tenue ; ils sont envoyés, dans la semaine qui suit l'assemblée, par le liquidateur sous peine d'une amende de 5 livres sterling au maximum par jour tant que dure l'infraction (art. 236 et 245).

1. Les administrateurs ont abusé de la « declaration of solvency » et de tous côtés, on en demande la suppression.

2. La résolution de mise en liquidation, quelle que soit sa forme, doit être publiée dans la *Gazette* dans les sept jours qui suivent la tenue de l'assemblée générale (art. 225).

Lorsque la liquidation volontaire a lieu sous le contrôle des créanciers, au compte rendu de l'assemblée générale de dissolution doit être joint un compte rendu de l'assemblée des créanciers. Le délai d'une semaine prévu part de la date de la dernière des deux assemblées.

Le compte rendu de l'assemblée générale ou le compte rendu de l'assemblée générale et de l'assemblée des créanciers, sont remplacés par un rapport exposant que l'assemblée a été dûment convoquée et que le quorum requis n'a pas été atteint, si tel est le cas.

L'enregistrement du compte rendu de liquidation et du compte rendu des assemblées de dissolution font courir le délai de trois mois à l'expiration duquel la société est considérée comme dissoute (art. 236 et 245), sauf ordonnance du tribunal prolongeant, à la requête de tout intéressé, pour la durée jugée utile ce délai de trois mois. Copie de cette ordonnance doit être remise au Greffe pour enregistrement dans les sept jours par les soins de la personne qui a présenté la requête, sous peine d'une amende de 5 livres sterling au maximum par jour.

Lorsque la liquidation, qu'elle que soit sa forme, n'est pas terminée dans le délai d'une année, le liquidateur doit envoyer au Registrar à des dates qu'il fixe lui-même, des états établis suivant une forme prescrite et contenant des renseignements sur la procédure et l'état de liquidation. Ces états ne sont pas enregistrés mais moyennant paiement d'un droit toute personne qui se déclare par écrit créancière ou contributory ¹ peut consulter les états et en obtenir copie (art. 284).

1. Un contributory est toute personne qui peut être appelée à effectuer un versement à l'actif de la société (art. 138), par exemple un membre dont les actions ne sont pas entièrement libérées.

Pendant les deux ans qui suivent la date de la dissolution, il est possible à tout intéressé d'obtenir un jugement déclarant que la dissolution est nulle. Une copie officielle de ce jugement est déposée au Greffe dans les sept jours pour enregistrement par les soins de la personne qui a présente la requête sous peine d'une amende de 5 livres sterling au maximum par jour (art. 294).

60. Receiver et Manager. — Nous avons vu à propos de l'enregistrement des charges qu'un receiver ou un manager de certains biens de la société pouvait être nommé, en cas de liquidation de cette dernière ou si elle n'exécute pas régulièrement les paiements qu'elle doit faire à ses créanciers. Le receiver ou manager doit tous les six mois adresser au Greffe pour enregistrement un résumé, suivant un modèle prescrit, des recettes et dépenses qu'il a effectuées, sous peine d'une amende de 5 livres par jour. Le Greffier des Sociétés a capacité pour exiger de lui l'exécution du dépôt (art 306 et 311).

5° RADIATION DE LA SOCIÉTÉ

61 — L'article 295 règle d'une façon minutieuse les conditions dans lesquelles le Registrar procède à la radiation de la société. Il engage cette procédure lorsqu'il a lieu de croire soit qu'elle ne fonctionne pas, soit qu'il n'y a pas de liquidateur en fonction, soit que les affaires sont entièrement liquidées. Il interroge la société par lettre ; si elle ne répond pas, après avoir confirmé sa première lettre et publié deux avis, à trois mois d'intervalle dans la *Gazette*, il procède à la radiation. Avis en est donné par par voie d'insertion dans la *Gazette*, et la société est considérée comme dissoute.

La radiation ainsi effectuée laisse subsister entière la responsabilité de tout administrateur, directeur, membre de la société et le tribunal a toujours le pouvoir de liquider la société ainsi radiée. Bien plus, dans les vingt ans qui suivent la radiation, il est possible à la société ou à l'un de ses créanciers, d'obtenir du tribunal que la société soit rétablie sur le registre. Copie de l'ordonnance est remise au Greffe et la société sera réputée avoir continué d'exister comme si son nom n'avait pas été rayé.

II

LE DOSSIER D'UNE PRIVATE COMPANY

62 — L'article 94 (voir p. 48), qui fixe les conditions que doit remplir une société avant de commencer ses opérations, ne s'applique pas aux Private Companies. Le Registrar n'a pas à certifier qu'une Private Company a le droit de commencer ses opérations; dès qu'elle est incorporée, elle peut le faire. Les administrateurs n'ont même pas à réunir le Statutory Meeting prévu par l'article 113-10 et par conséquent à déposer au Registrar le « Statutory Report ».

63 — Le bilan, les pièces qui lui sont jointes et le rapport des commissaires aux comptes ne sont pas annexés au rapport annuel et ne sont pas publiés (art. 110-3). Ils ne sont envoyés aux membres que sur leur demande (et non pas obligatoirement) sept jours au moins avant la date de l'Assemblée (art. 130-2), contre le paiement d'une indemnité au plus égal à six pence par 100 mots. Si satisfaction n'est pas donnée aux membres, la société et tout « officer who is in default » sont passibles d'une amende pour faute par omission.

Toute société privée devra envoyer, en même temps que le rapport annuel, un certificat signé par un administrateur ou par le secrétaire général attestant qu'elle n'a pas, depuis la date du dernier rapport, ou, si le rapport

en question est le premier, depuis la date de son incorporation, invité le public à souscrire à des actions ou à des obligations; lorsqu'il résulte du rapport annuel que le nombre des membres dépasse 50, il sera joint également à ce rapport un certificat, signé comme il est dit ci-dessus, attestant que l'excédent est constitué entièrement par des personnes qui, ne doivent pas entrer en compte pour le calcul du nombre de 50 (art. 111).

64 — Les Administrateurs des Private Companies n'ont à faire au Registrar, avant leur nomination, aucune des déclarations ou à prendre aucun des engagements prévus à l'article 140-4b (voir p. 39).

65 — L'article 40 relatif à la « déclaration tenant lieu de prospectus » ne s'applique pas aux Private Companies.

66 — Une Private Company peut se transformer en Public Company, il lui suffit de supprimer, dans ses statuts, les clauses prévues par l'article 26. A partir de ce moment, elle est une Public Company et « doit dans un délai de quinze jours remettre au Registrar des Sociétés, aux fins d'enregistrement, un prospectus ou une déclaration en tenant lieu, établi dans la forme et contenant les renseignements indiqués dans la troisième annexe du présent Act. (art. 27-1) ». L'obligation de ce dépôt dans un délai de quinze jours est sanctionnée par une amende de 50 livres sterling pour faute par omission qui est encourue par la société et par tout « officer who is in default ».

La troisième annexe est à peu près identique à la cinquième qui définit la déclaration tenant lieu de prospectus et dont

nous avons donné une analyse. Elle en diffère cependant en ce sens qu'elle ne prépare pas une émission nouvelle mais qu'elle a seulement en vue de renseigner sur le passé et sur la situation actuelle de la société. Tout ce qui, dans l'annexe V est relatif à l'émission nouvelle, est donc supprimé et remplacé dans des termes analogues, par des questions relatives aux émissions qui ont eu lieu antérieurement, à savoir :

Nombre d'actions émises ;

Montant des commissions payées ou des remises accordées ;

Biens acquis dans les deux années précédentes, noms des vendeurs, avantages accordés à ces vendeurs.

L'indication du taux des dividendes payés pendant les trois années précédentes est rendue obligatoire. La rédaction du par. 4 de la deuxième partie de l'annexe IV est reprise exactement dans l'annexe III, sauf qu'il s'agit de renseignements à fournir et non d'un rapport des commissaires aux comptes à présenter. Ces mentions, qui ne figurent pas à l'annexe V, sont indispensables dans le cas qui nous occupe, car il n'est pas possible de se reporter aux bilans des années précédentes,

III

LE DOSSIER D'UNE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

67. — Les sociétés étrangères, c'est-à-dire constituées hors de la Grande-Bretagne, qui établissent une succursale en Grande-Bretagne, sont enregistrées au Greffe des Sociétés¹ et elles sont astreintes à y déposer, à l'ouverture de leur succursale² (art. 344-1) :

a) Une copie certifiée de la charte, des statuts ou du memorandum de la Société, ou de tout autre instrument constituant ou constatant la constitution de la société et, si cet instrument n'est pas rédigé en anglais, une traduction certifiée dudit document ;

b) Une liste des administrateurs de la société, contenant relativement auxdits administrateurs, les renseignements que le Companies Act, 1929, requiert de faire figurer dans le registre des administrateurs d'une société ;

c) Les noms et adresses d'une ou de plusieurs personnes domiciliées en Grande-Bretagne, autorisées à accepter, au nom de la société, la signification de tous actes judiciaires et de toutes pièces devant être signifiées à la société.

1. Le Greffe choisi doit être celui d'Angleterre ou d'Écosse, ou les deux suivant que l'activité de la succursale se développe en Angleterre, en Écosse, ou dans les deux pays (art. 350).

2. Elles doivent indiquer bien en vue dans tout endroit où elles exercent leur activité, et porter sur tous documents qu'elles émettent, leur nom, le nom du pays où elles ont été constituées et la mention que la responsabilité de leurs membres est limitée s'il y a lieu (art. 348, 2.3.4).

Toutes modifications apportées aux renseignements ci-dessus, doivent être, dans le délai prescrit, notifiées au Registrar (art 346).

68. — Chaque année, le bilan de la société (et non de la succursale) établi dans les mêmes termes, contenant les mêmes renseignements et auquel sont joints les mêmes documents que s'il s'agissait d'une société constituée en Grande-Bretagne, accompagné s'il y a lieu d'une traduction certifiée conforme est déposé au Greffe (art. 347)

69. — Les dispositions de la troisième partie du Companies Act relatives à l'enregistrement des charges s'appliquent aux sociétés étrangères ayant une succursale en Angleterre pour tous les biens qu'elles acquièrent en Angleterre (art. 90).

70. — Enfin, les sociétés étrangères qu'elles aient ou non une succursale en Grande-Bretagne, sont soumises au même régime que les sociétés anglaises pour leurs émissions publiques. Il leur est interdit d'émettre ou de distribuer un prospectus quelconque offrant en souscription des actions ou des obligations, avant qu'un exemplaire dudit prospectus, certifié par le président et par deux autres administrateurs de la société comme ayant été approuvé par résolution du conseil d'administration, n'ait été remis aux fins d'enregistrement au Greffe des Sociétés (art. 354).

Le prospectus doit énoncer les renseignements spécifiés dans l'annexe IV, sous les mêmes réserves que pour les sociétés anglaises, et en remplaçant les renseignements, demandés au paragraphe 1 de la première partie, par les suivants (art. 355, 1-a) :

Objet de la société ;

Instrument constituant ou constatant la constitution de la société ;

Dispositions législatives ou autres dispositions ayant force de loi pour lesquelles, ou en vertu desquelles, la constitution de la société a été effectuée ;

L'adresse en Grande-Bretagne où peuvent être consultés ces instruments, dispositions législatives ou autres, ou leurs copies, et, si ces instruments ou dispositions sont en langue étrangère, leur traduction certifiée ;

La date à laquelle et le pays dans lequel la société a été constituée ;

Si la société a établi un centre d'affaires en Grande-Bretagne, et dans ce cas, l'adresse de son siège principal en Grande-Bretagne.

Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas, dans le cas d'un prospectus émis plus de deux ans après la date à laquelle la société est autorisée à commencer ses opérations.

Si le prospectus est publié sous la forme d'annonce de journal, il pourra seulement indiquer le principal de l'objet sans en donner tous les détails (art. 355 1-6).

Les dispositions ci-dessus relatives au bilan, à l'enregistrement des charges et au prospectus sont des innovations introduites par le Companies Act, 1929.

71. — A la fermeture de sa succursale, la Société étrangère doit aviser le Registrar immédiatement, ce qui la libère de toute obligation à son égard (art. 350-2).

APPENDICE A LA PREMIERE PARTIE

Traduction de l'annexe IV au Companies Act 1929¹.

PARTIE I

Contenu du Prospectus.

1. Sauf lorsque le prospectus est publié sous forme d'annonce de journal, le contenu du memorandum, avec les noms, qualités et adresses des signataires, et le nombre d'actions souscrites respectivement par chacun d'eux.

2. Le nombre des actions de fondateur, des « actions de direction » « des actions différées (Management, or deferred shares) » s'il en existe, et la nature ainsi que l'étendue des intérêts de leurs possesseurs dans l'actif et dans les bénéfices de la société.

3. Le nombre d'actions, si les statuts en ont fixé un, dont la possession est exigé des administrateurs, ainsi que toute disposition de l'acte de société relative à la rémunération des administrateurs.

4. Les noms, qualités et adresses des administrateurs en fonctions ou des administrateurs proposés.

5. Lorsque des actions sont offertes en souscription au public des renseignements sur :

(i) le montant minimum qui, de l'avis des administrateurs doit être procuré par l'émission des dites actions afin de fournir les sommes ou, si une partie de celles-ci doit être couverte d'une autre manière, le solde des sommes requises pour chacun des objets suivants :

(a) Le prix d'achat de tout bien acheté ou à acheter par la société lorsque ce prix doit être payé en totalité ou en partie sur le produit de l'émission;

(b) Toutes dépenses préalables (preliminary expenses) à payer par la société et toute commission à payer à une personne quelconque pour avoir souscrit, procuré des souscriptions ou promis de procurer des souscriptions à des actions de la société;

1. D'après le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, n^{os} 8, 9, 10 et 11 de 1930.

(c) Le remboursement de tous fonds empruntés par la société pour l'une des raisons ci-dessus indiquées ;

(d) Le capital d'exploitation ;

(ii) Les montants qui doivent être fournis, pour les objets ci-dessus indiqués, autrement que par prélèvement sur le produit de l'émission et les sources qui doivent fournir ces fonds.

6. Les sommes à verser sur chaque action à la souscription et à la répartition et, dans le cas d'une seconde émission d'actions ou de toute émission subséquente, le montant des actions offertes en souscription lors de chaque émission antérieure effectuée dans les deux années précédentes, ainsi que le montant des actions effectivement réparties et le cas échéant les versements opérés sur les dites actions.

7. Le nombre et le montant des actions et des obligations émises et dont l'émission a été autorisée dans les années précédentes, qui seraient libérées pour le tout ou en partie autrement qu'en espèces et, dans ce dernier cas, le montant dont elles sont libérées ; dans tous les cas, les causes pour lesquelles les dites actions et obligations ont été émises ou pour lesquelles on se propose de les émettre.

8. Les noms et adresses des vendeurs de tous bien achetés ou acquis par la société ou dont l'acquisition ou l'achat est projeté, et qui doit être payé pour le tout ou pour partie, sur le produit des titres offerts en souscription par le prospectus, ou dont l'acquisition ou l'achat n'a pas été entièrement réalisé à la date de la publication du prospectus ; le montant des paiements à effectuer au vendeur, en espèces, en actions ou en obligations et, dans le cas où il y aurait plus d'un vendeur ou dans celui où la société serait sous-acquéreur, le montant des paiements à faire à chaque vendeur.

9. Le montant, le cas échéant, des paiements faits ou à faire en espèces, en actions ou en obligations pour acquitter le prix d'achat de tout bien acquis comme dit ci-dessus ; mention spéciale sera faite, s'il y a lieu, du montant versé ou à verser pour l'achalandage (goodwill).[§]

10. Le montant, le cas échéant, des paiements faits pendant les deux années précédentes ou à faire à titre de commission (à l'exclusion des commissions accordées à des sub-underwriters) pour avoir souscrit, accepté de souscrire, procuré des souscriptions ou accepté de procurer des souscriptions à des actions ou à des obligations de la société, ou bien le taux de la dite commission.

11. Le montant ou l'évaluation du montant des dépenses préalables (preliminary expenses).

12. Le montant des sommes payées pendant les deux années précédentes ou que l'on se propose de payer à un fondateur quelconque et la contre-partie de chacun de ces paiements.

13. Les dates de et les parties à tous contrats essentiels, autres que les contrats passés dans le cours ordinaire des opérations qui sont ou doivent être entreprises par la société, et que les contrats passés plus de deux ans avant la date de l'émission du prospectus, ainsi que le temps et le lieu choisis d'une façon raisonnable, où les dits contrats ou leurs copies pourront être consultés.

14. Les noms et adresses des commissaires des comptes de la société, s'il y en a.

15. Des détails complets, le cas échéant, sur la nature et l'étendue des intérêts de tout administrateur dans la fondation de la société ou dans les biens que la société se propose d'acquérir; ou si les intérêts de l'administrateur dont s'agit consistent dans sa qualité de membre d'une « firm », la nature et les intérêts de la « firm » avec l'indication de toutes les sommes qui ont été ou qui doivent être payées à l'administrateur ou à la « firm », en espèces, en actions ou autrement, par une personne quelconque, soit pour la décider à devenir administrateur, soit pour constituer son cautionnement d'administrateur, soit à tout autre titre, en raison des services rendus par lui ou par la « firm », à l'occasion de la fondation ou de la constitution de la société.

16. Si le prospectus invite le public à souscrire à des actions de la société et si le capital actions de la société est divisé en différentes catégories d'actions, les droits de vote aux assemblées de la société qui sont respectivement conférés par chacune de ces catégories d'actions et les droits qui y sont attachés relativement au capital et aux dividendes.

17. Dans le cas d'une société qui fonctionne ou d'une affaire qui a été exploitée pendant moins de trois ans, la période durant laquelle la société ou l'affaire dont l'acquisition est envisagée, suivant le cas, a fonctionné.

PARTIE II

Rapports qui doivent être cités dans le prospectus.

1. Le rapport des commissaires des comptes de la société indiquant les bénéfices de la société pour chacun des trois derniers exercices précédant immédiatement l'émission du prospectus, et les taux des dividendes, s'il y en a eu, payés par la société à chacune des catégories d'actions sur lesquelles ces dividendes ont été payés ainsi que le détail des cas dans lesquels il n'a été payé de dividendes sur aucune catégorie d'actions au titre de l'une quelconque des trois années considérées — s'il n'a pas été établi de comptes pour une partie quelconque de la période triennale expirant trois mois avant l'émission du prospectus, le fait devra être mentionné.

2. Si le produit de l'émission des actions ou obligations doit être appliqué en totalité ou en partie, directement ou indirectement, à l'achat d'une entreprise quelconque (business) un rapport établi par des experts-comptables qui seront désignés nommément dans le prospectus sur les bénéfices de l'affaire pour chacun des trois exercices précédant immédiatement l'émission du prospectus.

PARTIE III

Dispositions applicables à la 1^e et à la 2^e parties de l'annexe.

1. Les dispositions de la présente annexe relatives au mémorandum, à la garantie, à la rémunération et aux intérêts des administrateurs, aux noms, professions et adresses des administrateurs en fonction ou proposés et au montant ou à l'estimation du montant des dépenses préalables ne seront pas applicables dans le cas d'un prospectus émis plus de deux ans après la date à laquelle la société est autorisée à commencer ses opérations.

2. Sera considérée comme vendeur en vue de l'application de la présente annexe, toute personne qui a passé un contrat, ferme ou conditionnel, pour la vente ou l'achat, ou pour toute option d'achat d'un bien quelconque qui doit être acquis par la société dans tous les cas où

a) le prix d'achat n'est pas entièrement payé à la date de l'émission du prospectus.

b) le prix d'achat doit être payé ou acquitté en totalité ou en partie sur le produit de l'émission offerte en souscription par le prospectus.

c) La validité ou l'exécution du contrat dépend du résultat de cette émission.

3. Lorsqu'un bien qui doit être acquis par la société doit être pris à bail, la présente annexe sera appliquée comme si l'expression « vendeur » s'entendait du « bailleur », comme si l'expression « prix d'achat » s'entendait également de la contre-partie du bail, et comme si l'expression « sous-acquéreur » s'appliquait également à un sous-locataire.

4. Pour l'interprétation du paragraphe 8 de la première partie de la présente annexe, lorsque les vendeurs ou l'un d'entre eux sont une « firm », les membres de la « firm » ne seront pas considérés comme vendeurs distincts.

5. Dans le cas d'une société qui fonctionne depuis moins de trois ans ou dans le cas d'une entreprise qui a été exploitée depuis moins de trois ans, si les comptes de la société ou de l'affaire ont été établis pour deux années ou pour une année seulement, la deuxième partie de la présente annexe sera appliquée comme si, toutes les fois que le texte porte « trois années » il était dit « deux ans » ou « un an » suivant le cas.

6. L'expression « exercice » dans la deuxième partie de la présente annexe, signifie l'année pour laquelle les comptes de la société ou de l'affaire, suivant le cas sont établis; lorsque, par suite d'une modification de la date de clôture de l'exercice de la société ou de l'affaire, les comptes ont été établis pour une période de plus ou de moins d'un an, cette période supérieure ou inférieure sera considérée comme « exercice » en vue de l'application de ladite partie de la présente annexe.

DEUXIÈME PARTIE

LE BILAN ET SES ANNEXES

72. — Nous venons d'examiner le dossier d'une société et de définir la forme et le contenu des différents documents que nous avons rencontrés. Il est cependant une série de pièces que nous avons seulement mentionnées. Ce sont le Bilan et ses annexes (compte de profits et pertes, déclaration sur les filiales, rapport du conseil d'administration, rapport des commissaires aux comptes). Ils méritent de plus longs développements car ils sont l'objet de nombreux articles du Companies Act, 1929, et fournissent d'importants renseignements, sinon les plus importants, à qui veut porter un jugement sur le fonctionnement d'une société. Cette partie leur est donc entièrement réservée. Nous avons cependant jugé préférable de reporter l'étude du rapport des commissaires au chapitre suivant qui leur est consacré et nous avons pensé qu'il était utile de compléter cette deuxième partie par de sommaires indications sur les règles édictées pour la tenue d'une comptabilité régulière par les sociétés.

1° LE BILAN

72 *bis*. — Le Comité Grenn a estimé que la matière des comptes est de celles où il faut laisser aux sociétés leur liberté d'action dans des limites raisonnables. Cet avis

autorisé a été suivi par le législateur qui n'a pas cherché à réglementer en détails la présentation et les modes d'évaluation des postes du bilan, mais a précisé un certain nombre de points qui lui paraissaient particulièrement importants et sur lesquels il a voulu attirer l'attention. Les dispositions que nous allons étudier peuvent apparaître comme des mailles beaucoup trop lâches, en réalité elles sont les supports d'un réseau plus serré et assez efficace. Elles fournissent aux commissaires aux comptes des arguments pour faire triompher la meilleure pratique dans la présentation des bilans.

Adoptant le plan suivi par Russel Kettle, F.C.A., dans l'opuscule « *The Companies Act, 1929, as affecting accounts* », nous examinerons les principaux postes du passif et de l'actif d'un bilan type et à propos de chacun d'eux, nous indiquerons les règles prescrites.

A. — *Passif.*

73. Capital (art. 124. 46 et 54). — La loi exige qu'au bilan apparaissent le capital autorisé et le capital émis.

Il n'est pas indispensable de distinguer les différentes catégories d'actions. Le rapport annuel permet en effet de les connaître. En pratique presque toutes les sociétés les font apparaître. La loi cependant a prévu l'obligation de mettre en évidence certaines actions préférentielles :

1° Celles qui peuvent ou doivent être remboursées (redeemable shares) (art. 46)¹.

2° Celles qui ont le droit de recevoir un intérêt prélevé sur le capital (art. 54)².

1 et 2. La société et tout « officer who is in default » sont passibles d'une amende de 100 livres sterling au maximum si la société ne se conforme pas à la prescription de l'article 46 et de 50 livres sterling au maximum à la prescription de l'article 54.

74. — En vertu de l'article 46, il est possible de prévoir dans les statuts des actions de préférence remboursables à la volonté de la société ou obligatoirement remboursables. Le remboursement doit avoir lieu par prélèvement sur les bénéfices avec constitution de la réserve correspondante (the capital redemption reserve fund) ou par émission de nouvelles actions.

Au bilan seront indiquées : la valeur des actions remboursables et la date à laquelle ou avant laquelle ces actions seront ou devront être remboursées. The capital redemption reserve fund sera mis en évidence dans le cas où il serait constitué.

L'article 46 permet de rembourser les redeemable shares par l'émission de nouvelles actions, sans avoir à accomplir les formalités d'une augmentation de capital, ce qui était obligatoire avant la loi de 1929. L'article 46 est applicable seulement aux actions émises depuis que la loi est en vigueur.

75. — L'article 54 est relatif aux sociétés de grands travaux ou de constructions qui ne peuvent produire de bénéfices avant l'exécution des ouvrages qui leur sont confiés ; il autorise de telles sociétés à payer à leurs actionnaires un intérêt prélevé sur le capital lui-même, sous les conditions suivantes :

Autorisation par les statuts ou par une résolution spéciale ;

Sanction du Board of Trade qui a la possibilité de faire faire une enquête avant de donner son accord ;

Durée limitée fixée par le Board of Trade et ne s'étendant pas au delà de la fin du semestre qui suit le semestre de la fin des travaux ;

Taux des intérêts inférieur à 4 p. 100 ou à tout autre taux fixé par décret.

Les intérêts ne pourront pas venir en diminution des sommes restant à verser pour libérer le capital.

76. — Lorsque des obligations ont été amorties, mais que la compagnie a la possibilité de les émettre à nouveau, une indication doit rappeler cette possibilité (art. 75. 3). D'après l'art. 75. 1, sauf disposition contraire expresse ou tacite, contenue dans les statuts ou dans un contrat, sauf une résolution adoptée par la compagnie ou tout autre acte en vertu desquels les obligations doivent être annulées, la compagnie a et doit être considérée comme ayant toujours eu le pouvoir d'émettre à nouveau les obligations qui ont été amorties.

77. **Réserves.** — Les sommes mises en réserve par prélèvement sur les bénéfices doivent être portées à un compte qui apparaisse de telle façon que la simple lecture du Bilan permette de vérifier leur existence. Cette inscription à un compte de réserve peut être faite, soit sur le bilan présenté à l'Assemblée générale qui approuvera l'affectation, soit sur le bilan de l'exercice suivant (art. 123. 2).

78. — Il s'agit là des réserves visibles que les Sociétés constituent pour une raison bien déterminée, par exemple bénéfice exceptionnel ou situation générale motivant de sérieuses craintes pour les années à venir. La loi n'aurait-elle pu aller plus loin et exiger la révélation des réserves occultes. Quoique ces dernières puissent faciliter au Conseil la réalisation de certaines opérations incorrectes (achat de titres dans de bonnes conditions en faisant croire que la situation de la compagnie est mauvaise, ou au contraire présentation

d'un bénéfice, alors que l'exploitation a été déficitaire, etc.), il semble cependant difficile de fixer légalement l'obligation de les révéler. En ces matières si délicates à définir d'une façon précise, une loi risque de donner une arme aux fraudeurs plutôt qu'une défense aux actionnaires. Les réserves secrètes sont bonnes en elles-mêmes pourvu qu'elles ne soient pas trop élevées, et on ne peut que louer un Conseil prudent qui en constitue sans excès, ce qui lui permet de faire face aux événements imprévus et accidentels, et de donner plus de régularité au fonctionnement de la société.

Le Conseil dispose d'éléments d'appréciation que des actionnaires, aussi avertis qu'ils soient, ne peuvent avoir parce qu'ils ne vivent pas la vie de la société; il serait regrettable qu'une déclaration obligatoire mette le Conseil en conflit avec ses actionnaires, souvent plus préoccupés de toucher un dividende immédiat que d'assurer l'avenir de la société.

Il est préférable de laisser sur ce point toute liberté aux commissaires aux comptes. Comme nous le verrons, ceux-ci ont toujours la possibilité d'avertir les actionnaires s'ils jugent que la politique du Conseil n'est pas saine et il vaut mieux que ce dernier agisse suivant les règles d'une bonne gestion financière que les commissaires sont chargés de lui rappeler, plutôt que dans le seul but de respecter une prescription légale.

79. — Cette question a fait l'objet de discussions très passionnées à propos de l'affaire de la Royal Mail Steam Packet Company (R. M. S. P. C.) qui eut un grand retentissement en 1931, car elle aboutit à la condamnation à douze mois de cellule du plus important armateur d'Angleterre,

Lord Kysant et mit en cause l'associé d'une des plus importantes firmes d'accountants de Londres, M. Morland.

Devait-on ou non, reviser le Companies Act, 1929, sur ce point ?

Le Conseil de l'Institut of Chartered Accountants n'a même pas voulu déterminer d'une façon générale la meilleure pratique à suivre par les membres de l'Institut. Au contraire, le Comité nommé par le Conseil de la Society of Incorporated Accountants a préconisé d'introduire dans la loi l'obligation de faire apparaître aux bilans les réserves secrètes; il exclut cependant les réserves constituées en vue de couvrir des pertes ou des dépenses qu'il est impossible de déterminer d'une façon précise à la fin de l'exercice mais qui, cependant, sont prévues et normalement doivent se produire.

Cette formule paraît acceptable. Elle donne en effet au Conseil la possibilité de constituer les provisions nécessaires pour couvrir les dépréciations éventuelles de certains postes de l'actif : marchandises, portefeuille titres, débiteurs divers ; les provisions ayant une affectation déterminée doivent rester fonction des postes correspondants de l'actif, et le Conseil ne peut les gonfler sans mesure. Au contraire, les réserves constituées sans applications spéciales ou qui sont devenues sans objet, doivent être révélées aux actionnaires.

80. — Dans le cas de la R. M. S. P. C., nous voyons par exemple le Conseil de cette société constituer pendant la guerre et jusqu'en 1921 un fonds de réserve destiné à couvrir « the excess profits duty ». En 1921, les sommes mises en réserve avaient atteint 2.260.000 livres sur lesquelles 1.100.000 livres avaient été payées. Lorsque les droits furent liquidés exactement, ils se montèrent

à 1.769.122 livres; mais à ce moment, le Gouvernement avait déterminé les sommes qu'il avait décidé d'attribuer aux compagnies de navigation pour compenser l'effort particulier que leur matériel avait dû supporter pendant la guerre et les risques courus. La somme due à la R. M. S. P. C. s'élevait à 1.428.705 livres. Cette Société devenait donc créditrice du Trésor britannique de la différence entre la somme qu'elle avait payée 1.100.000 et 1.769.122 — 1.428.705 livres soit environ 760.000 livres.

Du compte de provision pour « excess profits duty » dont les mouvements furent ignorés des actionnaires, le Conseil put transférer :

En 1921	aux amortissements	300.000 £
En 1922	au compte de profits et pertes	100.000 £
En 1923	— —	100.000 £
En 1924	— —	330.000 £
En 1926	— —	550.000 £

Ces opérations et quelques autres permirent au Conseil de maintenir un dividende substantiel et de faire croire que la société réalisait des bénéfices d'exploitation. Il s'agissait en l'espèce d'une réserve constituée pour un but défini et qui, par la suite, était devenue sans objet. D'après le Conseil des Incorporated Accountants, elle aurait dû être révélée aux actionnaires. A première vue la solution qu'il préconise paraît donc excellente; mais pratiquement l'examen plus détaillé des circonstances mettrait en évidence certaines difficultés d'application provenant de ce que les comptes avec le Trésor n'ont été définitivement établis qu'en 1926 et que de 1921 à 1926, date à laquelle le compte fut définitivement clos, la société reçut certaines sommes, mais aussi eût à en payer. Dans ces conditions, il devenait difficile de déterminer quelle partie était définitivement disponible et quelle

partie correspondait à une réserve de prévoyance effective.

La formule du Conseil des Incorporated Accountants, quoique séduisante en principe, risque donc, dans l'application, de se heurter à des difficultés pratiques dont les administrateurs malhonnêtes pourraient d'autant plus profiter que les actionnaires croiraient être davantage protégés. En cette matière, il vaut mieux laisser les commissaires aux comptes libres juges de ce qu'ils ont à faire et ne pas faire intervenir la loi.

81. Dettes. — Il est obligatoire de libeller les rubriques sous lesquelles s'inscrivent les dettes au bilan, de telle façon que la nature générale de ces dettes apparaisse, sans qu'il soit nécessaire cependant de les séparer en différents postes suivant leur catégorie (art. 124. 1).

Les créiteurs, les effets à payer, les emprunts et les réserves, peuvent être groupés, pourvu que le libellé soit suffisamment explicite, par exemple :

- Créiteurs et provisions ;
- Créiteurs divers, emprunts et réserves pour éventualités diverses ;
- Créiteurs divers et réserves pour impôts ;
- Réserves diverses, comprenant une provision pour créances douteuses.

Il est possible ainsi au Conseil de cacher l'existence de réserves secrètes dont il lui sera aisé de jouer en cas de périodes difficiles ; il est vrai qu'un moyen plus simple et plus efficace de constituer des réserves occultes est de dévaloriser volontairement les actifs.

La loi prescrit de séparer des autres dettes les dettes qui jouissent contractuellement, et non du fait de la loi, d'une garantie sur l'actif, par exemple les dettes hypothécaires

des dettes chirographaires ; elle n'oblige pas cependant à séparer les dettes jouissant de garanties spéciales suivant la nature particulière de chacune des garanties (art. 124. 3). L'existence de la garantie devra être indiquée dans le libellé, sans qu'il soit obligatoire d'indiquer sur quel poste de l'actif elle porte. Pour les obligations, le rappel du contrat de trust et de sa date n'est pas exigé. Il est vrai que cet utile renseignement peut facilement être retrouvé au dossier de la société déposé au Greffe.

En plus de ces dispositions générales, la loi envisage certaines catégories de dettes qui lui paraissent particulièrement aptes à favoriser la fraude, ce sont : les emprunts aux filiales et les garanties données à des tiers sur des prêts consentis aux administrateurs, officiers et employés, dont nous nous réservons de parler un peu plus loin.

B) *Actif.*

82. — La nature générale des différents postes de l'Actif doit être mise en évidence par un libellé suffisamment explicite en distinguant la partie de l'Actif constituant le capital fixe et la partie de l'Actif constituant le capital circulant, ou fonds de roulement, et en précisant le mode d'évaluation du capital fixe (art. 123. 1).

Voici, par exemple, une présentation conforme à la loi ; d'après M. Russel Kettle.

— Terrains et bâtiments, matériel et outillage, navires et participations dans des sociétés associées.

Nota :

Terrains et bâtiments ont été évalués en 1924, et depuis portés au prix de revient.

Matériel et outillage : au prix de revient moins les dépréciations.

Navires : au prix de revient moins les amortissements.

Participations dans les sociétés associées : au prix de revient moins une réserve contre les risques éventuels.

— Marchandises en stock, débiteurs, portefeuille titres, caisse et banques.

Pratiquement, les sociétés présentent, en général, des bilans plus détaillés, et la meilleure pratique des « Accoun-tants » interdit une présentation aussi groupée.

Il est permis d'ailleurs de se demander si M. Russel Kettle ne va pas un peu loin, car la loi prescrit de faire apparaître la nature générale du passif et de l'actif. Le juge estimerait-il qu'une telle présentation est strictement conforme à la loi et fait ressortir la nature générale de l'actif? On peut espérer que non. C'est une question qui n'a pas encore été tranchée et qui a peu de chance de l'être puisque, pratiquement, jamais un auditor ne signerait un bilan ainsi présenté.

Pour autant qu'ils ne sont pas amortis :

- Les dépenses de constitution de la compagnie ;
- Les frais d'émission d'actions ou d'obligations ;
- La valeur des brevets, marques de fabrique et fonds de commerce, telle qu'elle ressort des livres ou des contrats ; doivent être présentés sous des rubriques différentes (art. 124. 2).

Les commissions ou les escomptes consentis à l'occasion de l'émission d'actions ou d'obligations (art. 44 et 47) doivent être mis en évidence au bilan, tant qu'ils ne sont pas amortis. La société et tout « Officer who is in default » sont passibles d'une amende pour faute par omission si cette prescription n'est pas respectée.

Examinons maintenant les postes de l'actif, du passif ou

du compte de profits et pertes, qui expriment certaines des relations de la compagnie avec ses filiales, et avec ses administrateurs et employés.

C) *Comptes spéciaux.*

83. Filiales. — Pour qu'une société B soit la société filiale (subsidiary company) d'une société A (holding company) en vertu de la loi de 1929 (art. 127), il faut qu'une partie de l'actif de la société A soit constituée par des actions de la société B détenues directement ou par l'intermédiaire d'un *nominee*, et que l'une des conditions suivantes soit réalisée :

1° et 2° Les actions de la société B détenues par la société A, au moment où sont établis les comptes de cette dernière, représentent plus de 50 p. 100 du capital actions de B ou plus de 50 p. 100 des droits de vote à l'Assemblée générale de B.

3° La société A a le pouvoir directement ou indirectement de nommer la majorité des administrateurs de la société B sans que ce pouvoir résulte des dispositions d'un « debenture trust deed »¹ soit directement, soit indirectement par la possession d'actions émises en application du « debenture trust deed ».

Cette définition ne s'applique pas aux sociétés dont l'objet ordinaire est de prêter de l'argent et qui détient les actions d'une société à titre de garantie.

L'article 125 de la loi prescrit de faire ressortir au bilan

1. Suivant une pratique de plus en plus répandue, lors de l'émission d'obligations, des trustees sont constitués qui ont pour mission de défendre les droits et les intérêts des obligataires et qui, juridiquement, sont personnellement titulaires de la garantie créée et peuvent par conséquent l'exécuter rapidement. Le « debenture trust deed » est l'acte constituant ces trustees et leur conférant droits et pouvoirs.

de la société holding les actions des sociétés filiales, les prêts consentis à ces sociétés et les créances que ces sociétés ont sur la société holding. Il n'est pas nécessaire de mettre en évidence les actions, les prêts et les créances de chacune des sociétés filiales, s'il en existe plusieurs ; les libellés suivants sont suffisants :

- Actions des sociétés filiales ;
- Montant dû par les sociétés filiales ;
- Montant dû aux sociétés filiales ¹.

84. Rémunération des Administrateurs. — Le montant total payé aux administrateurs en rémunération de leurs services, y compris tous jetons, pourcentages ou autres émoluments, qui leur sont payés ou qu'ils peuvent recevoir de la compagnie ou de ses filiales, doit être fourni à l'appui du bilan (art. 128).

Cette obligation ne s'applique pas à la rémunération de l'administrateur-délégué et dans le cas d'un administrateur qui remplit un emploi salarié à la compagnie, les sommes qui lui sont payées en plus de sa rémunération d'administrateur ne doivent pas être comprises dans le montant total.

Dans le cas où ce renseignement n'apparaîtrait pas au bilan, les auditors ont l'obligation, dans la mesure de leurs moyens, de l'indiquer dans leur rapport.

Pour bien mettre en évidence quelle est la portée de cette disposition, nous allons reproduire un exemple type cité par M. Russel Kettle.

Nous supposons qu'une compagnie a un directeur et quatre

¹. La loi ne précise pas si le terme filiale tel qu'il est défini par l'article 125, comprend les filiales constituées à l'étranger. Il semble cependant qu'elles soient soumises aux mêmes règles que les filiales anglaises.

administrateurs. L'un est administrateur-délégué et un autre directeur. La filiale unique de cette société a aussi un directeur qui est administrateur de la société mère, quatre administrateurs, dont l'un est administrateur-délégué et l'autre directeur. Dressons le tableau des rémunérations réelles de ces différentes personnes et des rémunérations qui doivent être déclarées.

NOMS des adminis- trateurs et du directeur.	SOCIÉTÉ MÈRE			FILIALE		
	Fonctions.	Rémuné- ration réelle.	Rémuné- ration à déclarer.	Fonctions.	Rémuné- ration réelle.	Rémuné- ration à déclarer.
A	Administr.	200	200	Administr.	100	100
				Administr. délégué.	2 000	2.000
B	Administr.	200	200	Directeur.	500	500
C	Administr.	200	200	Administr.	100	100
	Directeur.	1.000	—	Directeur.	500	—
D	Administr.	200	—	Administr.	100	—
	Administr. délégué	2.500	—			
E	Directeur.	1.000	—	Administr.	100	—
Total :		5.300	600		3.400	2.700
Total général :		8.700	3.300			

La rémunération réelle totale est donc de 8.700 livres et la rémunération à déclarer seulement de 3.300. Il serait d'ailleurs possible de la réduire encore. Par exemple en nommant A directeur de la société mère, et en répartissant les 2.100 livres qu'il touche de la filiale, en 200 livres comme directeur de la société mère, 100 livres comme administrateur de la filiale et 1.800 comme administrateur-délégué, ces 2.100 livres pourraient ne pas être déclarées, ce qui réduirait le total déclaré à 1.200 livres.

La déclaration peut donc être facilement faussée. Rappelons toutefois que des actionnaires, possédant le quart au moins des voix à l'Assemblée générale, peuvent

exiger des administrateurs la communication du total des rémunérations, émoluments, indemnités, allocations de toutes sortes, touchés par eux chaque année pendant les trois années précédentes, art. 148 (dans le cas présent 8.700 — 1.100 livres soit 7.600 pour l'année envisagée).

Dans cette déclaration, que les auditors doivent certifier, sont comprises non seulement les sommes reçues au titre de la compagnie elle-même, mais encore au titre des sociétés filiales et des sociétés dont les administrateurs de la compagnie sont administrateurs comme représentants de la compagnie.

La rémunération des administrateurs peut apparaître soit au compte de Profits et Pertes comme une dépense, soit dans une note annexe au bilan.

85. Prêts consentis aux Administrateurs et aux Officers¹.

— L'article 128 contient deux autres dispositions, relatives aux prêts consentis aux administrateurs et aux officers de la compagnie. Au bilan devront être mentionnés spécialement :

1° Le montant de tous prêts qui ont été consentis au cours de l'exercice, soit par la compagnie, soit par toute autre personne avec la caution de la compagnie, ou sous la garantie d'un titre fourni par la compagnie, à un administrateur ou officer de la compagnie, y compris les prêts qui furent remboursés au cours de la même période ;

2° Le montant de tout prêt contracté comme indiqué ci-dessus par un administrateur ou par un officer au cours des exercices précédents et non encore remboursé à l'expiration de l'exercice.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

a) Dans le cas d'une compagnie dont l'objet ordinaire

1. Voir page 24 en note définition des officers.

comprend les prêts d'argent, à un prêt fait par la compagnie dans l'ordre ordinaire de ses affaires ;

b) A un prêt par la compagnie à l'un de ses employés si le prêt n'excède pas 2.000 livres et si les administrateurs certifient qu'il a été fait suivant une pratique courante, ou qui doit être adoptée pour les prêts aux employés.

L'article 128 n'est pas rédigé d'une façon très claire. Faut-il indiquer au bilan :

— L'ensemble des prêts aux administrateurs et aux officers ;

— Les prêts aux administrateurs et les prêts aux officers ;

— Les prêts à chacun des administrateurs et à chacun des officers.

La deuxième solution est la solution préconisée par le Comité Green et celle qui paraît généralement adoptée.

2° LE COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

86. — Toute latitude est laissée aux administrateurs pour établir le compte de profits et pertes. La loi a simplement prévu que sa présentation à l'Assemblée des actionnaires serait obligatoire, mais elle n'a déterminé aucun des postes qu'il conviendrait de mettre en évidence dans ce compte.

87. — Les sociétés se contentent donc dans la plupart des cas, de présenter un compte de profits et pertes très simplifié, qui ne fournit aucun renseignement sur les frais généraux, les résultats d'exploitation et les bénéfices exceptionnels. Citons par exemple le compte de profits et pertes de la Royal Mail Steam Packet Company (R. M. S. P. C.).

Le Président de l'Institut des Chartered Accountants, et celui de la Société des Incorporated Accountants, ont déclaré devant les juges que cette présentation était strictement correcte. Cependant, grâce à elle, le président du Conseil de la R. M. S. P. C. Lord Kysant put, en 1927, sans parler des années antérieures, dissimuler un prélèvement extraordinaire sur les réserves secrètes de 512.385 livres qui, ajouté au profit réel de 224.000, lui permit de faire ressortir un bénéfice pour l'exercice de 737.292/18/4 suffisant non seulement pour payer l'intérêt des obligations, mais encore un dividende aux actions. Ainsi il était possible à Lord Kysant d'affirmer dans le prospectus qu'il rédigea en 1928 à l'occasion d'une émission de 2.000.000 livres d'obligations :

« Quoique cette Compagnie ait souffert, comme d'autres
« compagnies de navigation, de la dépression de l'industrie
« de l'armement, ses comptes contrôlés montrent que,
« durant les dix dernières années, le solde moyen disponible
« annuellement (y compris les profits de l'Insurance funds)
« après avoir fait les dégrèvements nécessaires et payé les
« intérêts sur les obligations existantes, a été suffisant pour
« payer des sommes cinq fois plus élevées que l'intérêt des
« obligations nouvelles. »

Il omettait simplement de signaler, et rien dans les comptes de profits et pertes ne permettait de voir, que l'exploitation du groupe (société et filiales) avait été constamment déficitaire, pendant les dix dernières années. Pour arriver à payer les intérêts des obligations et les dividendes, il avait dû prélever sur les réserves secrètes et sur les bénéfices exceptionnels¹, plus de 4.000.000 de livres, ce qui

1. Ces bénéfices exceptionnels provenaient de l'apurement du compte de provisions constitué pour le règlement de l'impôt sur les bénéfices de guerre. Dans une société aussi importante que la R.M.S.P.C la détermination exacte du montant de l'impôt sur les bénéfices de guerre, avait demandé plusieurs

n'aurait pas manqué d'inquiéter sérieusement les actionnaires et les obligataires s'ils l'avaient su.

88. — Les membres de l'Institute of Chartered Accountants et de la Society Incorporated Accountants furent très émus de voir inculper dans cette affaire un des leurs qui, somme toute, avait agi correctement. Les premiers demandèrent donc à leur Conseil de leur fixer, d'après les débats du R. M. S. P. case une ligne de conduite. Le Conseil se récusa (nous aurons l'occasion d'expliquer pourquoi lorsque nous étudierons le rôle du Conseil des Compagnies d'Accountants), les seconds nommèrent un comité chargé d'étudier les débats du R. M. S. P. case d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'amender le Companies Act, 1929, et, dans l'affirmative, de déterminer quelle devrait être la portée de ces amendements.

Le Comité préconisa en particulier de préciser dans la loi les principes suivants :

a) Le compte de profits et pertes devrait mettre en évidence la balance du compte d'exploitation de l'exercice.

b) Tout débit et tout crédit de caractère anormal ou de nature exceptionnelle vis-à-vis des transactions ordinaires de la compagnie, toute réserve, constituée au cours des exercices précédents et devenue disponible, devraient faire l'objet de mentions spéciales au compte de profits et pertes.

Nous ne pouvons qu'approuver ces vœux du comité ; sans doute il est très difficile de fixer d'une façon générale la forme des comptes de profits et pertes tellement les circonstances sont différentes. Cette forme doit être laissée à l'appréciation des administrateurs et des actionnaires, et le

années. Les provisions constituées étaient ainsi rendues disponibles et considérées comme un bénéfice d'exploitation (voir p. 97).

législateur doit se méfier de fixer des règles trop précises en cette matière. Il est cependant des principes qui peuvent être posés quitte à laisser le juge les appliquer avec la souplesse désirable. Il est regrettable de voir des sociétés présenter des comptes de profits et pertes d'où il est impossible de déduire le bénéfice ou la perte réelle de l'exercice envisagé.

89. — Les conclusions du comité furent déposées au Board of Trade, mais ce dernier estima qu'une modification du Companies Act, 1929, était encore prématurée et ne réunit pas la commission de révision dont le comité préconisait la nomination. Toute latitude est donc laissée aux administrateurs de présenter un compte de profits et pertes aussi concis qu'ils le désirent, sous réserve évidemment de l'approbation des actionnaires. Leur liberté est d'autant plus grande à cet égard que cette présentation ne peut être critiquée par les auditors dans leur rapport, car l'objet de ce rapport est uniquement le bilan. Les auditors doivent considérer le compte de profits et pertes comme un élément parmi tous ceux qui permettent d'établir et de contrôler le bilan ; strictement, ils n'ont pas à se préoccuper de la présentation du compte de profits et pertes et des conclusions que peuvent en tirer les actionnaires ou les obligataires ; ils doivent simplement vérifier sa concordance avec les livres et son exactitude.

90. — Nous rappelons que le compte de profits et pertes doit être présenté à l'Assemblée générale, mais que la loi ne prévoit ni l'envoi de sa copie aux actionnaires, ni son dépôt au Greffe. Pratiquement cependant le compte de profits et pertes est toujours joint au bilan.

91. — Le bilan et le compte de profits et pertes reproduits sont un modèle de la meilleure pratique en matière de présentation. La présentation résumée met en évidence, par comparaison, les exigences strictes de la loi.

Au passif du bilan apparaissent :

— Le capital autorisé et le capital émis ;

— Les prêts des filiales.

A l'actif : sous des rubriques séparées et avec l'indication pour chaque poste de son évaluation :

1° Fonds de commerce, brevets et marques, droits au bail, au prix d'achat.

2° Bâtimens et terrains, au prix de revient.

3° Installations et machines, à leur prix de revient diminué des amortissemens.

4° Participations industrielles diverses, au prix de revient.

5° Participations dans la Holding du groupe, au prix de revient.

6° Participations dans les filiales, au prix de revient.

7° Prêts aux filiales.

8° Stock de marchandises au prix de revient ou à la valeur du marché.

9° Débiteurs divers.

10° Bons du Trésor.

11° Caisses et banques.

D'après M. Russel Kettle l'application stricte de la loi aurait permis le regroupement des postes 2, 3, 4, 5, (sous réserve d'indiquer pour chacun le mode d'évaluation), et le regroupement des postes 8, 9, 10, 11, (sans indiquer le mode d'évaluation). Les postes 1, 6, 7, devraient obligatoirement restés séparés. Comme nous l'avons indiqué précédemment si une présentation aussi résumée peut paraître conforme à

la lettre de la loi, il ne semble pas qu'elle en respecte l'esprit. Il est certain, par contre, que le groupement des postes 2 et 3 d'une part, 4 et 5 d'autre part (sous réserve d'indiquer pour chacun le mode d'évaluation) et le groupement de 10 et 11 (sans indiquer le mode d'évaluation) ne pourraient être discutés¹.

Au compte de profits et pertes, les profits d'exploitation, c'est-à-dire les bénéfices industriels, le revenu des filiales et des investissements industriels, moins les frais généraux (à l'exclusion de tout prélèvement sur les réserves occultes, la rédaction de la rubrique en est la garantie), les intérêts perçus, les amortissements et la rémunération globale des administrateurs, sont mis en évidence.

Le compte général de réserve joint au compte de profits et pertes montre le montant de l'Income Tax pour l'année 1932-1933 et la variation des différentes réserves. C'est la méthode particulière de comptabilisation des frais d'Income Tax qui oblige à présenter le compte général de réserve. Dans la présentation résumée où nous supposons que les frais d'Income Tax sont déduits directement des profits, nous avons pu supprimer la présentation séparée du compte général de réserves, puisque le solde de ce compte paraît au Bilan, et que les sommes mises en réserve pour l'exercice ressortent directement du compte de profits et pertes.

Notons enfin que les chiffres de l'exercice précédent, inscrits parallèlement, permettent d'utiles comparaisons et complètent très heureusement cette présentation détaillée.

1. Nous avons eu l'occasion d'examiner des bilans de sociétés françaises très importantes dans lesquels étaient groupés les postes : caisse, banques et participations ou caisse, banques, débiteurs et divers.

BILAN

31 mars 1931.

£	s.	d.		£	s.	d.		£	s.	d.
			Capital actions :							
200.000	0	0	a) Autorisé : 200.000 p. 100 actions de préférence cumulatives de 1 £.	200.000	0	0				
800.000	0	0	3. 200.000 actions ordinaires de 5/- chacune.	800.000	0	0				
<u>1.000.000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>					<u>1.000.000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	
200.000	0	0	b) Emis : 200.000 p. 100 actions de préférence cumulatives de 1 £ chacune, entièrement libérées .	200.000	0	0				
542.800	0	0	2. 171.200 actions ordinaires de 5/- chacune, entièrement libérées.	542.800	0	0				
<u>742.800</u>	<u>0</u>	<u>0</u>					<u>742.800</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	
80.448	16	8	Créditeurs divers				150.737	8		
9.829	8	4	Comptes courants des filiales . . .				688	6		
			Réserves :							
			Générale	500.000	0	0				
			Régularisation du dividende. . . .	100.000	0	0				
372.000	0	0	Eventualités diverses (y compris impôts et différences de change). .	50.000	0	0	650.000	0		
			Pertes et profits :							
183.074	16	4	Solde				189.819	10		
			Solde à reporter ainsi qu'il suit :							
			Dividende final	145.700	0	0				
			Report à nouveau	44.119	10	4				
				<u>189.819</u>	<u>10</u>	<u>4</u>				
			X } Administrateurs.							
			Y }							
<u>1.591.453</u>	<u>0</u>	<u>10</u>					<u>1.734.045</u>	<u>5</u>	<u>0</u>	

ATTESTATION ET RAPPORT D

Nous avons contrôlé le bilan ci-dessus et avons obtenu toutes les informations et les explications exactement la situation des affaires de la Compagnie telle qu'il est possible de la connaître des livres.

1 MARS 1932.

31 mars 1931.

£	s.	d.		£	s.	d.	£	s.	d.
			Fonds de commerce, brevets, mar-						
227.721	3	2	ques, droits d'auteur, droits au				227.721	3	2
			bail, au prix d'achat						
87.429	17	9	Terrains et bâtiments au prix de				137.912	10	5
			revient.						
			Matériel, machines, installations,						
			outillage, automobiles, fourgons						
			de livraison, au prix de revient						
			moins les amortissements des onze						
55.668	3	4	dernières années.	74.373	7	2			
24.367	1	3	Additions moins ventes	36.932	17	5			
80.035	4	7		108.306	4	7			
8.664	17	5	Moins amortissements	10.832	17	10			
71.373	7	2					97.473	6	9
212.716	1	11	Placements industriels (au prix de				217.837	1	8
			revient).						
			X Trust Co Ltd :						
96.000	0	0	960 actions différées de 100 £ chaque				96.000	0	0
			(au prix de revient)						
			Filiales :						
184.762	4	1	Capital actions (au prix de revient).	194.762	4	1			
180.678	13	3	Prêts et balances courantes.	201.444	16	11			
365.440	17	4					396.207	1	0
			Marchandises en stock au prix de revient ou à la						
87.555	4	2	valeur du marché (suivant inventaire) évaluées par				119.420	19	11
			les agents de la Compagnie						
201.095	19	3	Débiteurs divers et balances débitrices (moins réserves				240.075	12	2
			pour créances douteuses ou mauvaises).						
120.000	0	0	Bons du Trésor britannique, 1931/3, 1932/4 et 1934/6,				100.000	0	0
121.820	10	1	à la valeur de remboursement.				101.397	10	8
1.571.153	0	10	Caisses et banques.				1.734.045	5	9

COMMISSAIRES AUX COMPTES

e nous avons demandées. A notre avis, le bilan est convenablement établi pour montrer informations que nous possédions, les explications qui nous ont été fournies et l'examen

A. B. C. et C^{ie}, Commissaires aux comptes.
Chartered Accountants.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR

31 mars 1931.

£	s.	d.		£	s.	d.
16.552	15	4	Rémunération des administrateurs suivant l'article 85 . .	17.100	2	9
			Amortissement du matériel, des machines, installations, outillage, mobilier, automobiles, fourgons de livraison			
8.661	17	5	pour l'année se terminant le 31 mars 1932.	10.832	17	10
306.110	18	5	Solde à reporter.	332.484	13	5
331.325	11	2		360.417	14	0
460	8	0	Dons.	351	4	0
2.400	0	0	Fonds de prévoyance pour le personnel.	3.000	0	0
89.895	11	5	Transfert au compte de Réserve	112.408	15	5
10.000	0	0	Acompte de dividende aux 200.000 actions de préférence .	10.000	0	0
			Acompte de dividende aux 2.171.200 actions ordinaires de 5/— chacune	54.280	0	0
54.280	0	0	Solde à reporter.	189.819	10	1
183.074	16	1				
340.110	15	6		369.859	9	6

COMPTE DE

31 mars 1931.

£	s.	d.		£	s.	d.	£	s.	d.
2.500	0	0	Taxe sur l'augmentation du capital au torisé.						
12.395	11	5	Solde de l'Income Tax 1931/2				37.408	15	5
			Réserves au 31 mars 1932 à reporter au bilan :						
			Générale.	500.000	0	0			
			Régularisation du dividende.	100.000	0	0			
			Eventualités diverses (y compris impôts et différence de change).	50.000	0	0	650.000	0	0
575.000	0	0					687.408	15	5
589.895	11	5							

ANNÉE SE TERMINANT LE 31 MARS 1932.

31 mars 1931.

£	s.	d.		£	s.	d.	£	s.	d.
			Bénéfice d'exploitation, y compris revenu des filiales et des investissements industriels (après déduction des dépenses de la direction générale, des honoraires des commissaires aux comptes et des frais généraux)	355.558	10	7			
324.338	18	7	Intérêts sur les bons du Trésor et les dépôts en banque.	4.446	18	11			
6.696	0	1							
331.034	18	8					360.005	9	6
290	12	6	Droits de transfert.				412	4	6
331.325	11	2					360.417	14	0
306.110	18	5	Solde reporté.				332.484	13	5
179.699	17	1	Report à nouveau de l'année précédente.	183.074	16	1			
145.700	0	0	Moins dividende final payé le 1 ^{er} juin 1931.	145.700	0	0			
33.999	17	1					37.374	16	1
340.110	15	6					369.859	9	6

Déclaration prescrite par l'art. 126 du Companies Act, 1929.

Les profits des filiales qui ont été déclarées comme dividendes sont compris dans les comptes ci-dessus. Aucune filiale n'a été en perte.

Les comptes des filiales continentales sont certifiés par les agents de ces sociétés.

X }
Y } Directors.

RÉSERVE

31 mars 1931.

£	s.	d.		£	s.	d.	£	s.	d.
			Réserves au 31 mars 1931 :						
350.000	0	0	Générale.	475.000	0	0			
75.000	0	0	Eventualités diverses (y compris impôts).	—					
75.000	0	0	Régularisation du dividende.	100.000	0	0			
500.000	0	0					575.000	0	0
89.895	11	5	Transfert du compte de profits et pertes.				112.408	15	5
589.895	11	5					687.408	15	5

BILAN AU
(Présentation)

	£	s.	d.
Capital actions :			
Autorisé	1.000.000	0	0
Emis.	742.800	0	0
Comptes courants des filiales	688	6	10
Créditeurs divers	150.737	8	10
Réserves	650.000	0	0
Pertes et profits	189.819	10	1
	1.734.045	5	9

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR
(Présentation)

	£	s.	d.
Rémunération des Administrateurs suivant l'article 85	17.100	2	9
Transfert au compte de réserve	75.000		
Acompte de dividende	64.280	0	0
Solde reporté au Bilan	189.819	10	1
	346.199	12	10

31 MARS 1932.

(résumée.)

	£	s.	d.
Fonds de commerce, brevets, marques, droits d'auteur, droits au bail au prix d'achat.	227.721	3	2
Terrains et bâtiments, matériel, installations, outillage, placements industriels.	549.222	18	10
Terrains et bâtiments, au prix de revient.			
Matériel, installations, outillage, au prix de revient, moins les amortissements.			
Placements industriels au prix de revient.			
Filiales :			
Capital actions au prix de revient.	194.762	4	1
Prêts et comptes courants	201.444	16	11
	396.207	1	0
Marchandises en stock, débiteurs divers, Bons du Trésor, Caisses et Banques.	560.894	2	9
	1.734.045	5	9

L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 MARS 1932.

(résumée.)

	£	s.	d.
Bénéfice d'exploitation y compris le revenu des filiales et des placements industriels, après déduction des frais généraux, des honoraires des commissaires aux comptes et des amortissements. . .	308.824	16	9
Report à nouveau de l'année précédente	37.374	16	1
	346.199	12	10

3°. — DÉCLARATION SUR LES FILIALES

92. — La déclaration sur les filiales est faite par les administrateurs; elle doit montrer, d'après l'article 126, comment les profits et pertes de la filiale ou s'il y en a plusieurs le regroupement des profits et pertes, pour autant qu'ils intéressent la société mère, ont été repris dans ses comptes et en particulier comment et jusqu'à quel point :

a) Une provision a été faite pour couvrir les pertes d'une filiale, soit dans les comptes de la société mère, soit dans les comptes de la filiale, soit dans les deux.

b) Il a été tenu compte des pertes de la filiale dans les comptes de la société mère pour déterminer les profits ou les pertes de cette dernière.

Il n'est pas nécessaire d'ailleurs de spécifier dans une telle déclaration ni le montant réel des profits et pertes, ni quelle part en a été reprise par la société mère, ni quelles provisions ont été constituées.

Les administrateurs devront enfin signaler les appréciations que les auditeurs de l'une des filiales auraient jugé utile de porter dans leur rapport sur le bilan de cette filiale.

Si les administrateurs ne peuvent obtenir les renseignements nécessaires pour établir leur rapport, ils doivent le déclarer par écrit et leur déclaration est annexée au bilan.

Les profits et pertes dont il est fait état ci-dessus sont ceux qui ressortent des derniers bilans des filiales. La société mère et les filiales ont en général des dates d'exercices différentes, il en résulte que l'on compare des pertes ou des profits à des dates différentes et qu'au moment où il en est fait état dans le bilan de la société mère, la situation des filiales a pu beaucoup changer, un bénéfice a pu devenir

une perte. Cette absence de synchronisme entre les bilans des filiales et le bilan de la société mère facilite les opérations frauduleuses entre société mère et filiales, opérations qui permettent de faire ressortir des bénéfices fictifs.

93. — Voici quelques exemples de déclaration :

1° Les profits des filiales sont compris dans le compte ci-dessus (compte de profits et pertes) pour autant qu'ils ont été déclarés comme dividende. Aucune filiale n'a été en perte. Les comptes des filiales continentales ont été certifiés par chacun de leurs directeurs.

2° Les profits des filiales pendant leurs exercices respectifs se terminant au cours du présent exercice, ont été compris pour autant qu'ils ont été déclarés comme dividendes et qu'ils ont été reçus ou étaient recevables par la compagnie. Certaines filiales ont supporté des pertes pour lesquelles aucune provision n'a été faite dans les comptes de la société. Les rapports des auditeurs sur les bilans de deux des filiales contenaient certaines restrictions relatives à la valeur de quelques postes de l'actif. Le regroupement des profits non distribués des autres filiales a fait apparaître une somme supérieure aux pertes et aux dépréciations.

3° La balance débitrice du compte de profits et pertes de la filiale au 31 décembre 1928 qui a augmenté durant la période suivante, a été amortie dans les comptes de la société mère jusqu'à concurrence de 40 p. 100 environ de sa valeur, par réduction de la valeur des actions de la filiale au bilan.

4° La rémunération totale, payable aux administrateurs, y compris la rémunération payée par la filiale, se monte à £. Les profits des filiales pour leurs exercices, se terminant au cours du présent exercice, ont été compris dans les revenus

à concurrence des dividendes déclarés. Une des filiales ayant subi une perte le montant équivalent a été retenu sur les profits d'une autre filiale.

3° Les résultats des filiales pour l'année terminée le 31 décembre 1928 étaient les suivants :

A-B Ltd.	Perte avant amortissement.	5.000 £
C-D	Bénéfice	500 £
E-F	Bénéfice	1.000 £
	Perte nette.	3.500 £

La perte de A-B Ltd. n'a pas été amortie dans les comptes de la holding, mais a été déduite du report à nouveau de la filiale et ce report utilisé pour l'amortissement des bâtiments et machines.

Les profits réalisés par les deux autres filiales n'ont pas été repris en recettes par la Société mère.

Ces redactions très différentes dont certaines donnent plus de précision que la loi n'en exige, montrent que le rapport prescrit par l'article 126 ne fournit pas beaucoup de renseignements aux actionnaires sur la situation réelle du groupe. Cette insuffisance apparaît d'autant plus lorsque l'on réfléchit que la plupart des filiales sont constituées sous forme de sociétés privées et que leur bilan n'est pas publié.

4° LE RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

94. — Le bilan et la déclaration sur les filiales sont établis au nom du Conseil d'administration et doivent être signés par deux administrateurs (art. 129). Le Conseil présente en même temps à l'Assemblée un rapport en général très succinct. Il comporte légalement (art. 123) une indication sommaire sur la situation générale de la compagnie, et la répartition des bénéfices en dividendes à distribuer et en somme

à porter en réserve. Des explications plus complètes sur la marche de la société, les projets du Conseil, etc., peuvent être fournis aux actionnaires dans l'allocution du Président. Le Conseil évite ainsi de publier certains renseignements que les actionnaires ont le droit de connaître, mais qu'il serait préjudiciable de répandre dans le public¹.

5° RÈGLES ÉDICTÉES POUR LA TENUE
D'UNE COMPTABILITÉ RÉGULIÈRE

95. — En terminant ce chapitre principalement consacré à la présentation et à l'établissement du bilan nous croyons utile de donner quelques indications sur une question connexe qui est l'obligation de la tenue d'une comptabilité régulière.

Le Companies Act 1908 ne prescrivait aucune obligation en matière de comptabilité, les statuts devaient y pourvoir et dans certains cas les administrateurs furent bien embarrassés pour obtenir des informations précises sur la situation de la société². Aussi la recommandation du Comité Green (rapports n° 67 et 72) d'introduire des dispositions nouvelles relatives à la tenue régulière d'une comptabilité, fut-elle prise en considération. Sans déterminer de modalités d'application, l'article 122 du Compagnies Act, 1929, a obligé toute compagnie à tenir et conserver des livres qui feront ressortir :

a) Les recettes, les dépenses, et les motifs de ces recettes ou de ces dépenses.

1. Nous étudierons le rapport des commissaires aux comptes qui est un des documents joints au bilan dans le chapitre suivant consacré aux commissaires aux comptes.

2. D'après la Chronique de législation et de jurisprudence de H. C. Guttridge dans les *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 73.

b) Les ventes et les achats de marchandises.

c) L'actif et le passif.

Dans le cas où la société est en liquidation, l'article 274 précise d'une façon plus étroite la portée de l'article 122 :

« On considérera que les livres de comptabilité prescrits n'ont pas été tenus, si la société n'a pas tenu les livres ou comptes qui sont nécessaires pour faire apparaître et exposer les opérations et la situation financière du commerce et des affaires de la société, y compris les livres contenant l'indication, au jour le jour, et avec des détails suffisants, de toutes les sommes en espèces encaissées et payées, et, lorsque le commerce ou les affaires de la société impliquent des opérations sur marchandises, des relevés des inventaires annuels ainsi que (sauf dans le cas de marchandises vendues dans le commerce de détail ordinaire), de toutes les marchandises vendues et achetées avec l'indication suffisamment détaillée des marchandises, des acheteurs et des vendeurs desdites marchandises, pour permettre de les identifier. »

Ces directives générales mises à part, les administrateurs sont libres d'organiser la comptabilité comme ils l'entendent et de l'adapter aux besoins de l'entreprise. C'est ainsi qu'en Angleterre, il n'existe pas de livre-journal paraphé. Dans la plupart des maisons on ne se sert pas d'un livre-journal général, tel qu'il est compris en France. Les écritures sont portées directement des livres auxiliaires au grand livre.

96. — Si les administrateurs négligent de prendre toutes les précautions raisonnables pour assurer l'exécution des prescriptions légales, ou s'ils n'observent pas ces prescriptions, ils peuvent être condamnés à l'emprisonnement (six mois au maximum) ce qui suppose qu'ils ont agi de plein gré, ou seulement à une amende (200 livres au maximum)

dans le cas contraire. Ceci indépendamment des peines prévues (en cas de liquidation) pour tenue irrégulière de la comptabilité, et indépendamment de leur responsabilité civile en cas de pertes résultant de leur faute ou de leur négligence.

Les commissaires aux comptes ne sont pas responsables directement de la bonne tenue des livres. Cependant, s'ils jugent que la comptabilité n'est pas régulière, ils doivent en faire mention dans leur rapport. S'ils ne le font pas, ils peuvent être considérés comme civilement responsables des dommages qui résulteraient de cette omission.

97. — Les livres dont la tenue est ainsi rendue obligatoire par la loi doivent être conservés au siège social ou en tout autre lieu jugé convenable par le Conseil d'administration. Ils doivent être ouverts à toute époque à l'inspection des administrateurs, des commissaires aux comptes ou des inspecteurs du Board of Trade¹, s'il y en a de nommés. Les actionnaires ne peuvent obliger les administrateurs à leur en donner communication.

1. Voir pages 146 et suiv.

TROISIÈME PARTIE

LE CONTROLE DES COMPTES

98. — Les pages qui précèdent sont consacrées à l'étude d'une réglementation minutieuse et, il faut bien le reconnaître, parfois confuse dans sa complexité. Au cours de l'essai de présentation que nous en avons tenté, nous avons cherché à mettre en évidence que cette réglementation n'était pas le fruit d'un travail de synthèse *a priori* mais seulement le résultat d'une codification et d'une rectification d'usages et de pratiques courantes, et qu'à ce titre, elle pouvait avoir une efficacité réelle et fournir d'utiles suggestions à qui voudrait s'en inspirer. Un doute subsiste cependant et la portée de telles dispositions pourrait être facilement discutée. Nous avons eu l'occasion de l'indiquer particulièrement à propos des règles qui fixent la présentation du bilan. Cette critique sur un plan juridique et livresque se justifie, mais elle perd toute vigueur lorsqu'il est tenu compte des conditions d'applications propres à l'Angleterre. Il ne faut pas oublier en effet que cette loi compliquée est sanctionnée par une justice « d'équité » et que, par exemple, la Common Law avait, avant la loi, fixé à propos de la rédaction des prospectus, le principe d'information complète du public. Pour les documents comptables (bilan, déclaration de bénéfices dans le prospectus, rémunération des administrateurs) un autre élément intervient : leur vérification est confiée

librement à des techniciens d'une moralité éprouvée et les mailles assez lâches de la loi servent de support au réseau beaucoup plus serré des prescriptions de la meilleure pratique comptable que les juges n'hésitent pas à sanctionner.

Notre étude de la réglementation des bilans en Angleterre serait incomplète si nous ne mettions pas en lumière les conditions juridiques et pratiques dans lesquelles s'effectue le contrôle des comptes. Nous examinerons donc successivement le statut juridique des commissaires aux comptes et l'organisation pratique des Compagnies d'Accountants. A titre accessoire nous dirons quelques mots des inspecteurs du Board of Trade.

STATUT JURIDIQUE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

98 *bis*. — La nomination des commissaires aux comptes et leurs attributions ont été rendues légalement obligatoires pour la première fois en 1900, mais auparavant, elles étaient suggérées par le législateur lui-même dans le modèle de Statuts proposé aux actionnaires, en annexe à la loi des Sociétés, et de nombreuses compagnies les avaient rendues obligatoires par une clause statutaire.

Les lois de 1900, 1908 et 1929 ont donc confirmé un usage qui était devenu constant.

La loi de 1929 a réglé la question dans ses articles 132, 133 et 134. Les décisions judiciaires rendues alors que l'institution fonctionnait en dehors de toute obligation légale, mais confirmées récemment, permettent de préciser la portée du contrôle et l'étendue des devoirs des commissaires aux comptes.

Les « cases » les plus importants en la matière sont :

— *London and General Bank* (1895) 2 Ch. 673.

— *Kingston Cotton Mills C^o* (n^o 2) (1896) 2 Ch. 279 confirmés tous les deux en 1925 par le « case ».

— *City Equitable Fire Insurance C^o* (1925) Ch. 407.

La loi emploie pour désigner les commissaires aux comptes le mot *auditor* dont la traduction la plus exacte serait véri-

ficateur, nous emploierons par la suite concurremment les deux mots *auditor* et *commissaire aux comptes*.

99. Nomination et Révocation. — La nomination annuelle d'un ou de plusieurs auditors est une des prérogatives et un des devoirs des membres de la compagnie, réunis en assemblée générale annuelle. « Toute compagnie nommera à chaque assemblée générale annuelle, un ou plusieurs auditors qui resteront en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante. » (art. 132.)

Les administrateurs interviennent seulement pour la nomination des auditors lors de la constitution ou en cas de défaillance de l'un des auditors au cours de l'exercice.

Les premiers auditors nommés par les administrateurs remplissent leurs fonctions jusqu'à la première Assemblée générale qui peut soit les confirmer dans leurs pouvoirs pour l'année suivante, soit en nommer de nouveaux. Les nouveaux seront présentés par un des membres de la société qui avertira les autres membres, ainsi que les anciens auditors, au moins sept jours à l'avance. En cas de carence de l'Assemblée générale annuelle, le soin de nommer les auditors n'est pas confié aux administrateurs mais au Board of Trade, à la requête de l'un des membres de la compagnie. En 1934 il y eut pour toutes les sociétés anglaises un seul auditor nommé par le Board of Trade.

La rémunération des auditors est fixée par l'Assemblée générale sauf dans les cas exceptionnels où ils sont nommés par le Conseil d'administration, ou le Board of Trade qui ont alors la faculté de fixer cette rémunération.

100. — Pour que les administrateurs ne puissent faire nommer par surprise un nouvel auditor lors de l'Assemblée

générale annuelle, la loi de 1908 avait prévu différentes dispositions que l'on retrouve dans la loi de 1929. Le membre qui a l'intention de proposer la nomination de nouveaux auditors prévient la compagnie au moins quatorze jours avant l'Assemblée générale. La compagnie envoie à l'auditor sortant copie de l'avis qui lui a été donné et avertit les autres membres au moins sept jours avant l'Assemblée générale. Dans le cas où l'Assemblée générale n'a pas été convoquée au moment où le membre dépose son avis et qu'elle est convoquée ensuite dans un délai inférieur à quatorze jours, il suffit de prévenir l'auditor et les autres membres en leur envoyant la convocation, sans se préoccuper des délais indiqués ci-dessus.

101. — Ne peuvent être auditors d'une compagnie, ni ses administrateurs, ni ses officers¹, ni un associé ou un employé de l'un de ses officers (sauf dans le cas de sociétés privées) ni une personne morale (body corporate). Une Limited publique ou privée ne pourra pas être auditor d'une autre Limited. Ces interdictions mises à part la plus grande latitude est laissée à l'Assemblée pour choisir ses auditors. Nous verrons que pratiquement ce sont toujours des « accoun-tants » qui sont choisis, quoiqu'il n'existe aucune obligation légale. Il avait été envisagé de rendre obligatoire, pour les sociétés dont le capital est supérieur à 100.000 livres, le

1. La jurisprudence dans London General Bank a admis que les auditors devaient être considérés comme des officers, mais il semble que la Chambre des Lords dans Kingston Cotton Mill Co, fût d'un avis contraire, sans que l'on puisse l'affirmer, car cet arrêt ne traitait la question qu'incidemment. Aucun arrêt ne l'a encore tranchée. La loi interdit à une personne qui est officer d'être nommée auditor ; cela n'implique pas qu'un auditor ne puisse être officer. On ne peut tirer aucun argument de l'article 123 pour décider si les auditors sont ou ne sont pas des officers de la Compagnie. Nous verrons que cette question a quelque importance au point de vue de la responsabilité pénale (voir p. 137).

choix de l'un des auditors parmi les accountants, mais ce projet fut abandonné.

102. — La loi ne prévoit pas la révocation des auditors en cours d'exercice. On peut cependant imaginer qu'un conflit naisse, non pas directement entre les auditors et les actionnaires, mais entre les auditors et les administrateurs, représentants des actionnaires. Ces derniers peuvent estimer que les auditors ne doivent pas prendre connaissance des comptes, et leur refuser l'accès aux livres de la compagnie. Les auditors pourraient-ils obtenir que le juge oblige les administrateurs à les laisser opérer? Dans *Cuff v The London and County Land Company* (1912) 1 Ch. 440, les auditors avaient commis de telles négligences qu'une perte en était résultée et que les administrateurs les avaient cités devant le Conseil des Chartered Accountants. La Cour décida que l'Assemblée générale nommant les auditors a un pouvoir discrétionnaire de décision, en cas de conflit, et que le juge n'a pas à intervenir. Il semble donc que l'Assemblée générale ait le pouvoir de révoquer les auditors en cours d'exercice.

103. Fonctions et devoirs. — La fonction principale des auditors est définie en termes généraux dans la loi de 1929, à l'article 134¹. Les auditors feront un rapport aux membres de la compagnie sur les comptes examinés par eux et sur tous les bilans présentés à l'Assemblée générale, pendant la durée de leurs fonctions. Ce rapport mettra en évidence :

1. La loi prévoit l'intervention des commissaires aux comptes en trois autres circonstances que nous avons précédemment rencontrées :

— la rédaction du prospectus (p. 87).

— la rédaction du *Statutory Report* (p. 51).

— la déclaration des rémunérations et des émoluments des administrateurs (p. 102 et 104).

— Si les auditors ont obtenu ou non toutes les informations et les explications demandées, et

— Si, à leur avis, le bilan auquel se réfère le rapport est établi de façon à faire ressortir la situation véridique et exacte de la société, conformément aux informations et explications qui leur ont été fournies et aux livres de la compagnie.

Pour remplir la mission qui leur est confiée, la loi leur donne le pouvoir de prendre connaissance à toute époque des livres, comptes et pièces comptables de la compagnie et d'exiger des administrateurs et officers, telles informations et explications qu'ils jugent nécessaires. Dans le cas où l'on refuserait de leur donner certains détails ils ont toujours la faculté d'indiquer ce refus dans leur rapport, ce qui est évidemment une arme redoutable entre leurs mains. Par livres, comptes, et pièces comptables, il faut entendre tous documents, même la correspondance.

104. — La loi de 1929 a accordé enfin aux auditors, sans cependant leur en faire une obligation, un droit nouveau, le droit d'assister à toute Assemblée générale à laquelle sont présentés les comptes qu'ils ont examinés, et pour lesquels ils ont fait un rapport. Ils peuvent, à cette assemblée, faire toutes déclarations et donner toutes explications sur les comptes.

Cette prérogative est bien dangereuse car l'auditor, à l'Assemblée générale, peut engager sa responsabilité soit en se laissant entraîner à des déclarations impromptues, soit en ne réfutant pas celles des administrateurs. Aussi, le Conseil des « Chartered Accountants » et celui des « Incorporated Accountants » invitent-ils leurs membres à ne pas assister aux Assemblées générales, sauf certains cas exceptionnels

laissés à leur appréciation : par exemple le cas où l'auditor apprend, après le dépôt de son rapport, un fait susceptible d'en modifier les conclusions et qu'il estime nécessaire de faire connaître aux actionnaires.

105. Définition générale du devoir des auditors. — Le devoir de l'auditor se réduit à vérifier si le bilan met en lumière la situation financière exacte de la compagnie à la date où il est établi, c'est-à-dire si l'état réel des affaires est au moins aussi bon que celui révélé par l'examen du bilan. Les auditors n'ont pas nécessairement en effet à dévoiler les réserves secrètes qui peuvent améliorer la situation de la compagnie. Toute latitude d'appréciation leur est laissée. Il leur serait sans doute plus commode de pouvoir s'appuyer sur une disposition légale ou une règle professionnelle bien établie pour obliger les conseils à révéler les réserves occultes sous la menace de le faire eux-mêmes dans leur rapport, mais comme nous l'avons montré à propos des comptes de Réserve dans la partie consacrée au bilan, cette menace qui diminuerait leur responsabilité, risquerait par contre d'entraver la bonne gestion de la société.

Les auditors attireront l'attention sur ce qui est mal. Ils ne doivent pas cependant révéler le détail des comptes et doivent éviter de divulguer des renseignements qui, sans éclairer les actionnaires, pourraient aider les concurrents de la société (*Newton v Birmingham Small Arms Co Ltd* (1906) 2 Ch. 378).

Si l'impression et la publication d'une information risquaient d'avoir des conséquences fâcheuses pour la compagnie, ils ne devraient pas hésiter à exposer oralement aux actionnaires en assemblée générale le point qui les inquiète et à compléter ainsi leur rapport écrit (*Re London and*

General Bank Ltd) car ils ont pour mission d'informer les actionnaires et ne doivent pas oublier qu'une information ne se confond pas avec un moyen d'information.

L'examen des livres est le premier et principal travail des auditors. Cet examen sera poursuivi avec le double but de vérifier l'exactitude de la comptabilité et d'acquérir la certitude que les livres reflètent la situation financière exacte ; s'ils ne le faisaient pas, leur contrôle serait pire qu'une « idle farce¹ ».

Les mots « as shown by the books of the company » comme les livres de la compagnie le montrent, semblent avoir été introduits dans la loi pour écarter la responsabilité des auditors dans le cas où les affaires de la compagnie ont été tenues en dehors des livres, et dissimulées, mais non pour réduire cette responsabilité à une simple déclaration de correspondance entre le bilan et les écritures dans les livres.

Il est bien entendu que les auditors auront une connaissance exacte des statuts de la compagnie qu'ils contrôlent et des lois en vigueur (*Republica of Bolivia Syndicate* (1914) 1 Ch. 139. *Leeds Building and Investment Co v Shepherd* (1887) 36 Ch. D. 787).

Enfin, ils ne doivent jamais oublier que la charge de prouver qu'ils n'ont pas commis de faute professionnelle leur incombe, lorsqu'une compagnie, dont le bilan ne montrait pas la situation exacte, a subi, de ce fait, une perte.

106. Portée des investigations et des enquêtes. — Il est très difficile de définir d'une façon absolue quelle doit être la portée des investigations et des enquêtes de l'audi-

1. Il est plus difficile et plus important, disent les accountants, de constater ce qui n'est pas écrit dans la comptabilité que de vérifier les livres.

tor¹. Cependant, le juge a pris soin de préciser que l'auditor n'était pas un « détective ». Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour arriver à la conviction que les comptes sont exacts et sont bien l'image de la situation financière réelle. Si rien n'excite sa suspicion, *a priori*, il doit être raisonnablement prudent et circonspect ; il peut simplement procéder par sondage. Si, au contraire, un détail éveille ses soupçons, il doit pousser sa vérification à fond. « He is a watchdog not a blood hound », et il ne doit pas aborder son travail avec l'idée préconçue que quelque chose est faux.

107. — Devra-t-il s'astreindre à vérifier lui-même les divers éléments de l'actif ? Certainement oui, mais dans la limite où, pour le faire, il suffit d'user d'un soin raisonnable et d'une habileté ordinaire (in doing so to use reasonable care and ordinary skill).

Par exemple, dans le case : The London Oil Storage Co Ltd v. Sear, Hasluck and Co (1904) Aut. L. R. 30. 93, l'auditor fut reconnu coupable de ne pas avoir vérifié la caisse, ce qui lui aurait permis de s'apercevoir d'un vol.

Dans City Equitable Fire Insurance Co (1925) Ch. 407, le point discuté était de savoir si l'auditor devait s'assurer lui-même de l'existence de titres possédés par la compagnie, et placés en dépôt chez un Stock-Broker. Le juge déclara que l'auditor peut se contenter d'un certificat émanant d'un éta-

1. Dans les pages suivantes, nous préciserons seulement la jurisprudence en cette matière délicate ; dans III consacré aux compagnies d'accountants nous indiquerons sommairement quelle est suivant la meilleure pratique, l'étendue du contrôle des accountants. Dans un procès nouveau, la jurisprudence indiquée pourrait être modifiée s'il était prouvé au juge que la meilleure pratique établie est devenue plus sévère et que l'auditor n'a pas respecté cette meilleure pratique, tout en se conformant aux principes fixés par la jurisprudence.

blissement qui a pour fonction de recevoir des dépôts et qu'il estime digne de confiance (trust worthy, dit le Master of the Roll) et que si, d'après lui, les titres n'ont pas été déposés dans un établissement convenable, il doit faire une enquête personnelle et en tout état de cause, le signaler aux actionnaires. Le juge estima qu'un agent de change ne devait pas être considéré comme ayant capacité pour recevoir des titres en dépôt; l'auditor, par conséquent, aurait dû vérifier lui-même leur existence.

Par contre, l'auditor n'a pas à évaluer les stocks et les immobilisations. Il peut très bien se reporter aux chiffres qui lui sont donnés. En cas de doute, il est toujours libre de demander une réévaluation par expert.

108. — L'auditor devra vérifier la caisse, le portefeuille-titres, les effets de commerce, les baux et les titres de propriété, les garanties remises, les créances et les dettes des banquiers, ainsi que toute autre créance ou dette d'un caractère exceptionnel. Pour le reste, l'auditor pourra se contenter de vérifier les livres, et de s'en remettre aux dires des employés de la compagnie, qu'il ne soupçonnera pas, *a priori*, à moins qu'il ne soit évident que ceux-ci peuvent être intéressés à faire de fausses déclarations. Par exemple, l'auditor ne devra pas se fier à la déclaration d'un caissier sur l'état de sa caisse, mais pourra admettre une évaluation des marchandises et des immobilisations, faites par un directeur, dont la valeur professionnelle est bien établie.

Dans un bilan, certains postes ont une valeur estimée. Cette estimation ne peut être faite correctement que par des « personnes de l'art » et il est bien certain que l'auditor, à moins qu'il n'ait de justes motifs de les soupçonner, aura avantage à se laisser guider en ces matières par les direc-

teurs et les agents qui ont acquis par une longue pratique la connaissance de leurs spécialités¹. En cas de doute, il a toujours la possibilité de recourir à une évaluation par expert. Si l'auditor est dans l'impossibilité de vérifier certains postes, il doit le déclarer dans son rapport, mais cette impossibilité doit tenir à la nature des choses et non à lui-même ; il ne peut en effet par une déclaration réduire son devoir.

L'auditor sera responsable, s'il ne découvre pas une falsification qu'il aurait pu trouver en faisant preuve d'une diligence et d'un soin raisonnables (*The Irish Woollen Co Ltd. v. Tyson and Others* (1900) *Aut. L. R.* 13). Il ne doit pas oublier enfin qu'il ne peut décharger sa responsabilité en invoquant la négligence des directeurs. Il est mandaté par les actionnaires pour vérifier les comptes et il doit, dans son rapport, signaler à ses mandataires les irrégularités qu'il a découvertes (*London Oil Storage Co Ltd. v. Sear, Hasluck and Co* (1904) *Aut. L. R.* 30. 93).

109. — En résumé, l'auditor doit être honnête, c'est-à-dire qu'il ne doit pas certifier ce qu'il ne croit pas vrai, et qu'il doit faire preuve d'un soin et d'une habileté professionnels suffisants avant de croire que ce qu'il certifie est exact. Il ne garantit pas d'une façon absolue l'exactitude des comptes ; ce n'est pas un assureur et il ne pourrait pas être considéré comme responsable de la fraude d'autrui commise à son préjudice, quand rien, *a priori*, ne permettait de la déceler, et que, par exemple, elle était commise depuis de longues années par des employés de la compagnie, à l'insu des administrateurs (*Kingston Cotton Mill Co Ltd* (n°2) (1896) 2 *Ch.* 279).

1. Nous rappelons que la loi exige que le mode d'évaluation des immobilisations soit indiqué.

140. Situation de l'auditor vis-à-vis de la Compagnie et vis-à-vis du Conseil d'administration. — L'auditor est une émanation directe de l'Assemblée générale des actionnaires. Il est donc le représentant de ces derniers, mais c'est un représentant obéissant à des obligations légales strictes qu'il doit remplir et dont il ne peut être dispensé par les actionnaires.

Dans le case par exemple *Newton v Birmingham Small Arms Co Ltd* (1906) 2 Ch. 378, il fut jugé que tout article des statuts ou toute résolution spéciale, prescrivant aux auditors de ne pas découvrir à l'Assemblée générale certains faits que les auditors peuvent considérer de leur devoir de faire connaître à l'assemblée, est illégal et sans valeur.

La loi fixe aux auditors un rôle bien déterminé qu'ils doivent jouer à l'exclusion de tout autre. Ils doivent en rendre compte aux actionnaires et à eux seuls, ces derniers ne peuvent pas leur confier d'autre mission (tout au moins en tant qu'auditors) par exemple, la mission de leur faire un rapport sur la gestion commerciale des directors.

141. — L'auditor doit conserver sa complète indépendance de jugement et de décision vis-à-vis du Conseil d'administration. Il ne devra pas oublier cependant que le Conseil, comme lui, a été élu par l'Assemblée générale et a pour mission de diriger au mieux les affaires de la Société. Il devra donc, sans aliéner en aucune façon sa liberté, travailler en collaboration avec lui et tenir compte, dans une certaine mesure, de ses avis ou de ses remarques.

A un autre point de vue, l'auditor n'a pas à donner son avis, soit aux administrateurs, soit aux actionnaires, sur la gestion de la compagnie. C'est une question qui regarde seuls les administrateurs et les actionnaires. Il est mandaté

par les actionnaires pour leur dire s'ils peuvent avoir confiance dans les comptes qui leur sont présentés. C'est à eux de déduire de l'examen de comptes reflétant la situation financière exacte, les conclusions qui s'imposent sur la gestion de leur conseil, et de lui faire les observations voulues au cours de l'Assemblée générale.

112. — Il est extrêmement difficile de traduire en termes français une institution juridique anglaise et par exemple de définir la nature du lien qui unit les auditors aux actionnaires réunis en Assemblée générale — nous signalons cependant la tentative qui en a été faite par M. Derkenne¹, en s'inspirant d'une étude du contrat d'Agency en droit anglais par M. le P^r Lévy-Ullmann dans son cours de droit comparé 1931. — Pour M. Derkenne, l'auditor serait plutôt lié par un louage de service que par un mandat. Il en conclut et nous sommes d'accord avec lui sur ce point que l'Assemblée générale des actionnaires en nommant un auditor ne lui demande pas contre rémunération de rendre le service à la société de contrôler la gestion, mais lui demande, s'adressant à un technicien spécialisé, rémunéré en fonction de ses capacités et du travail fourni, d'exercer son métier. L'auditor, dans ces conditions, a un intérêt professionnel à effectuer un contrôle sérieux.

113. **Contenu du rapport des commissaires aux comptes.** — Nous avons vu que le rapport des auditors à l'Assemblée générale comprend deux parties :

— Dans la première, l'auditor déclare qu'il a obtenu ou qu'il n'a pas obtenu, suivant le cas, toutes les informations

1. Derkenne, *Les commissaires aux comptes et le contrôle des Sociétés anonymes*, Paris, 1932.

et les explications qu'il désirait connaître. C'est une constatation de fait qui n'appelle aucun commentaire.

— La seconde partie est une appréciation personnelle de l'auditor sur la façon dont le bilan est établi et dont il met en évidence la situation financière exacte de la compagnie, pour autant que le permettent les informations et explications données, et les livres de la compagnie.

Il s'agit plutôt d'un certificat que d'un rapport, car les commissaires aux comptes se montrent très prudents dans leur rédaction, chaque mot compte. Il faut tout dire sans risquer d'engager sa responsabilité au delà de ce qui est prévu par la loi. Cependant, si une irrégularité ou la non observation d'une règle de la meilleure pratique comptable est remarquée par le commissaire, il ne manque pas d'en faire mention dans son rapport et de ce fait le rapport des commissaires peut devenir un élément important d'information pour les actionnaires. Quelques exemples relevés au Greffe des Sociétés permettront d'éclairer ces indications.

114. Déclaration normale. — Nous avons contrôlé le bilan ci-dessus et avons obtenu toutes les informations et les explications que nous avons demandées. A notre avis, ce bilan est convenablement établi pour donner une vue exacte et correcte de la situation de la compagnie autant que le permettent les informations et explications qui nous ont été fournies et autant que les livres de la compagnie mettent en évidence cette situation.

115. — Dans le cas où la société a des agences à l'étranger, dont la comptabilité ne peut être contrôlée au siège même, les auditors peuvent remplacer alors la première

phrase citée, par celle-ci : « Nous avons examiné les livres et comptes de la compagnie tenus au siège et les rapports et déclarations reçus des agences coloniales, nous avons obtenu..... », la suite comme ci-dessus.

Ou bien emploient une formule plus détaillée : « Nous avons comparé le bilan ci-dessus avec les livres de la compagnie tenus à Londres, dans lesquels avaient été incorporés les comptes reçus du directeur de la compagnie à X... Nous devons déclarer que nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous avons demandées. Nous avons vu un certificat, en date du , émanant du Land Registrar, prouvant que les terrains annoncés comme appartenant à la compagnie étaient dûment enregistrés sous le nom de la compagnie à cette date. Les inventaires des machines, marchandises, minerais et matières sont certifiés par le directeur général des mines. »

116. — Dans certains cas, les auditors n'hésitent pas à entrer dans de plus amples détails, de façon à préciser très exactement les éléments qu'ils n'ont pu vérifier et à mettre les actionnaires en état de juger s'ils ont eu raison d'avoir confiance dans les certificats ou dans les affirmations qui leur ont été faites.

« Nous avons contrôlé le bilan ci-dessus au 31 décembre 1928. Toutes les informations et explications que nous avons demandées nous ont été fournies. Nous avons vu que les profits des plantations ont été incorporés dans les comptes, sauf une somme de 17.000 livres qui a été portée dans les livres européens pour amortissement mais qui (nous en avons été informés) fera partie d'un montant plus important, à prélever sur les profits, affecté à l'amortissement des plantations. Nous avons vu un certificat de

l'agent de la Société A d'après lesquels les titres de propriété des plantations sont en sa possession.

Comme nous l'avons indiqué antérieurement, il est inscrit dans les livres que « les sommes dues par les agents » furent déposées au nom des agents dans des banques diverses, mais des comptes séparés pour les fonds de la société n'ont pas été tenus, et nous n'avons pas vu, par conséquent, les comptes des banques auxquelles nous nous référons ci-dessus. La Société D prend en charge la responsabilité pour l'ensemble de ces comptes.

Sur la somme portée à Caisse et Banques, 4.000 livres sont déposées à Paris chez un agent de change. Nous n'avons pas vu les certificats des bons du Gouvernement chinois, mais nous savons qu'ils sont déposés à la Banque F... à
au nom de la Société D. La possession des actions de la Compagnie G a été vérifiée par M. X.

Sous réserve des remarques ci-dessus, à notre avis..... ..

117. — Les auditors peuvent enfin présenter des observation sur certaines évaluations des postes du bilan, par exemple : « les investissements dans les compagnies filiales ou associées présentent dans l'ensemble une valeur largement supérieure au chiffre qui apparaît au bilan. »

« Aucune dépréciation n'a été faite sur les installations et machines, pour l'année. »

« Si nous nous reportons à la note inscrite au bilan¹, l'évaluation des titres pour lesquels il y a un marché normal est, à notre avis, très au-dessus de la valeur de réalisation, et nous avons été incapables d'obtenir de la part des admi-

1. Evaluation des titres pour lesquels il y a un marché normal.....£
Evaluation des administrateurs pour les titres non cotés.....£

nistrateurs une déclaration sur la façon dont avait été faite l'évaluation des titres non cotés.

Sous réserve de cette remarque et de réalisation des prêts et des comptes débiteurs divers, nous certifions »

Le cas de la R. M. S. P. C. a d'ailleurs incité les auditors à être plus explicites que par le passé, et le « Statist » remarquait dans un article paru en août 1932 que depuis cette affaire, les rapports des auditors sont beaucoup plus complets. Ils contiennent des observations nombreuses et révèlent même quelquefois l'opposition des auditors et du Conseil d'administration.

118. — Signalons enfin qu'en vertu de l'article 129, il est interdit d'émettre, de faire circuler ou de publier la copie d'un bilan si le rapport des commissaires aux comptes ne lui est pas joint et tout administrateur, directeur, secrétaire général ou tout autre « officer who is in default » responsable de cette émission, circulation ou publication, peut être condamné à payer une amende de 50 livres au maximum.

119. Responsabilité pénale. — La responsabilité pénale peut être mise en jeu en s'appuyant sur différents textes :

Le Companies Act, 1929.

Le Lacerny Act de 1861 (art. 84).

Le Falsification of Accounts Act.

120. Companies Act, 1929. — L'article le plus important et le plus général est l'article 362 dont voici la traduction :

« Quiconque dans un rapport, un relevé, un certificat, un bilan ou dans tout autre document requis par ou aux effets de l'une quelconque des dispositions du présent Act et spécifiés dans la onzième annexe¹.

1. Le prospectus et la déclaration in lieu of prospectus sont cités dans la onzième annexe.

fait une déclaration fausse sur un point important, sachant que cette déclaration est fausse, se rend coupable d'un délit et encourt, s'il est reconnu coupable en Écosse sur acte d'accusation écrit, une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum avec ou sans travail forcé et, s'il est déclaré coupable par voie de juridiction sommaire en Angleterre ou en Écosse, une peine d'emprisonnement de quatre mois au maximum, avec ou sans travail forcé; dans l'un comme dans l'autre cas, une peine d'amende pourra remplacer la peine d'emprisonnement ou s'y ajouter.

Toutefois :

a) L'amende infligée par voie de juridiction sommaire ne pourra dépasser 100 livres sterling.

b) Aucune des dispositions du présent article n'affectera les dispositions de la loi de 1911 sur le parjure (Perjury Act 1911) ».

121. — Cet article général est complété par un certain nombre d'autres dispositions particulières qui visent les administrateurs, directeurs et officers de la compagnie. L'application de ces derniers articles aux auditors prête à discussion puisque, à défaut d'un arrêt de principe, il est difficile de savoir si les auditors sont ou ne sont pas des officers. Cependant, en s'attachant seulement au rôle que la loi a fixé aux auditors, il semble que l'on puisse proposer la solution suivante (Rapport du Conseil des Chartered Accountants et du Conseil des Incorporated Accountants sur le Companies Act, 1929).

122. — Certains articles se réfèrent à des dispositions que les auditors ont le devoir de faire appliquer; ils mettent donc obligatoirement leur responsabilité en jeu.

ART. 44. — Amende pour ne pas avoir fait apparaître au bilan : les commissions payées à l'occasion d'une émission d'actions ou d'obligations ou les escomptes consentis à l'occasion d'une émission d'obligations, non encore amortis.

ART. 271, 272, 273, 274. — Infractions commises par les officiers de la compagnie en liquidation, pénalités pour falsification des livres, fraudes commises par les officiers d'une société mise en liquidation, responsabilité parce que les comptes n'ont pas été tenus correctement.

Les peines prévues par ces articles sont toutes l'emprisonnement dont le maximum varie de six mois à cinq ans.

ART. 276. — En cas de liquidation, pouvoir du tribunal pour déterminer le montant des dommages et intérêts à la charge des officiers fautifs.

D'après cet article, le tribunal peut ordonner à l'officier fautif, indépendamment de toute peine, de restituer les sommes ou les biens détournés avec intérêts, ou bien de verser à l'actif de la liquidation une somme laissée à l'appréciation du juge, à titre de dommages et intérêts.

123. — Quelques articles précisent la responsabilité des officiers en des matières qui ne sont pas, strictement parlant, dans les attributions des auditors, mais qui leur sont connexes. Il s'agit des articles 60, 66, 67, enregistrement des transferts de titres et remise aux actionnaires de nouveaux certificats ; 80, 88, 89, 90, enregistrement des charges et hypothèques ; 129, double signature du bilan et interdiction de publier un bilan auquel ne serait pas joint le rapport des auditors.

On peut concevoir que les auditors encourent une responsabilité du fait de la non-observation de ces articles et soient considérés comme officiers, mais cela ne peut être qu'à titre exceptionnel, parce que les auditors imprudemment, auraient pris part à des actes dont ils n'avaient pas à connaître.

3° Tous les autres articles ne peuvent pas s'appliquer aux auditors, parce qu'ils traitent de questions dont les auditors n'ont pas à se préoccuper. Par exemple, l'article 145 fixe les renseignements relatifs aux administrateurs qui doivent figurer sur les catalogues commerciaux, circulaires, journaux réclames et lettres d'affaires.

124. *Lacerny Acti 1861*, article 84. — « L'administrateur, le directeur ou l'officier d'une personne morale ou d'une public company, qui confectionnera, fera circuler, publiera ou prendra part à la confection, à la publication ou à la circulation d'une déclaration écrite, ou d'un compte dont il saura qu'un point important est faux, avec l'intention de tromper (deceive or defraud) un membre, un actionnaire ou un créancier, ou avec l'intention d'inciter un tiers à devenir actionnaire ou associé, à confier ou à avancer un capital quelconque, à fournir une garantie (to enter in to any security) sera coupable d'un délit et étant convaincu de ce délit, sera passible, à la discrétion de la Cour, de la peine qu'elle peut décider. »

125. — Cet article a servi de base dernièrement à l'accusation portée contre Lord Kysant, Chairman de la Royal Mail Steam Packet C^o, et contre l'auditor, M. Morland. Lord Kysant était accusé d'avoir émis, fait circuler et publié :

1° Deux bilans qu'il savait être faux et qui cachaient aux actionnaires la situation exacte de la Société ;

2° Un prospectus invitant le public, à souscrire à l'émission d'obligations, prospectus qu'il savait contenir de faux renseignements et qui cachait la situation exacte de la compagnie, dans le but de tromper le public.

M. Morland était accusé de complicité sur le premier chef d'accusation.

M. Morland et Lord Kysant furent acquittés sur le premier point, mais Lord Kysant fût condamné à douze mois de prison, sur le deuxième, après confirmation du jugement de première instance en appel. Le juge, M. Wright, dans le Summing up, a pris soin de rappeler au jury comment devait être compris l'article 84, et a attiré son attention sur les points qui commandent l'application de cet article.

126. — Quel sens faut-il donner à toute déclaration écrite ou compte faux en quelque point important? Faut-il s'attacher au sens littéral et rechercher s'il existe des mots ou des chiffres inexacts? Cette interprétation serait trop étroite.

La loi doit être strictement interprétée sans doute, mais elle doit l'être aussi raisonnablement. L'interpréter trop étroitement éliminerait une catégorie de fraudes très importantes, celles qui consistent à cacher un fait sans faire de fausses déclarations, car un document peut être faux par ce qu'il implique plus que par ce qu'il déclare expressément.

Dès 1896, Lord Halsbury devant la Chambre des Lords, avait soutenu ce point de vue :

« Si vous donnez intentionnellement une forme imprécise aux déclarations contenues dans un document et incitez ainsi une personne à agir, ce document est faux, bien qu'il soit difficile de prouver que chaque point pris séparément est inexact. »

Le prospectus mis en cause dans le cas dont nous parlons ne contenait aucun renseignement inexact en eux-mêmes, mais en omettant d'« indiquer que les dividendes distribués l'avaient été par prélèvement sur les réserves occultes et que depuis plusieurs années la R. M. S. P. C. était en déficit d'exploitation, ce prospectus donnait aux souscripteurs éventuels une idée inexacte de la situation réelle de la com-

pagnie. Dans ce sens, il constituait un « written statement false in any material particular », et l'article 84 pouvait lui être appliqué.

127. — Le fait de publier un document faux n'est pas suffisant. Il faut le faire sciemment et avec l'intention de tromper les actionnaires ou les futurs souscripteurs.

Le juge a insisté sur ce point. Sans doute, *a priori*, l'intention de tromper semble découler du fait de la publication d'un document qui est connu comme faux. Les circonstances particulières peuvent montrer cependant *a posteriori*, que cette intention n'existait pas. Dans ce cas, l'article 84 ne s'applique pas.

En appel, le juge a estimé que le prospectus était un document essentiellement destiné à renseigner le public et que, par conséquent, l'intention de tromper résultait de la nature même du document erroné. Mais dans le cas d'un document qui viendrait à la connaissance du public alors qu'il ne lui était pas expressément destiné comme l'était le prospectus, l'intention de tromper devrait être prouvée par l'accusation.

Cette preuve de l'intention de tromper est particulière à l'article 84. L'article 362 de la loi de 1929 vise des cas analogues à ceux visés par l'article 84, mais il n'exige pas la preuve de l'intention de tromper.

L'explication est simple : l'article 362 est moins général que l'article 84 et la liste des documents auxquels il s'applique est donnée à la onzième annexe de la loi. Ces documents sont tous destinés à renseigner les actionnaires ou le public. Il est impossible de concevoir qu'on puisse, sans avoir l'intention de tromper ces derniers, leur faire sciemment de fausses déclarations.

128. Falsification of Accounts Act, 1875. — « 1° Tout agent, officer ou serviteur, ou toute personne agissant comme tels qui, sciemment et avec l'intention de tromper, détruira, altèrera, mutilera ou falsifiera un livre, un document, un écrit, un titre ou un compte qui appartient ou est en possession de son employeur ou a été reçu par lui ou en son nom ou qui sciemment et avec l'intention de tromper, fera ou prètera son concours pour faire n'importe quelle fausse écriture, omettra, altèrera ou prètera son concours pour omettre ou altérer quelque point important, dans des livres, des documents ou des comptes, sera coupable d'un délit et passible, soit des travaux forcés pendant sept ans au maximum, soit de prison avec ou sans « hard labour » pendant deux ans au maximum.

2° Il sera suffisant, dans toute accusation aux termes de cette loi, d'alléguer une intention générale de fraude sans avoir à nommer la personne qui devait être trompée. »

Le Falsification of Accounts Act, 1875, vise des cas tout à fait différents de ceux qui sont indiqués par l'article 362 de la loi de 1929 et par l'article 84 du Lacerny Act 1861. Il s'agit de la falsification de documents existants et les dispositions ci-dessus seraient à rapprocher de celles qui ont été édictées aux articles 271 et 274 de la loi de 1929. Elles peuvent sans doute trouver application contre un auditor, mais à notre avis, dans des cas exceptionnels. Il existe une différence essentielle pour un auditor à ne pas relever dans son rapport un fait faux (il peut avoir subi une pression de la part du conseil) et à falsifier un compte ou à altérer sciemment des résultats.

129. Responsabilité civile. — Les auditors qui, dans l'accomplissement de leurs fonctions, ne suivent pas les règles

de conduite que nous avons définies d'après les décisions judiciaires, peuvent être accusés de négligence, d'omission ou de faute, et leur responsabilité civile peut être engagée en vertu de la Common Law. S'ils sont reconnus coupables, ils seront condamnés à payer des dommages intérêts aux personnes lésées, mais ils ne peuvent être rendus responsables que du dommage direct.

Rappelons à ce propos le case « London Oil Storage Co Ltd v Sear, Hasluck and Co (1904) Ant L. R. 30.93 ». L'auditor fut condamné à payer 5 guinées pour n'avoir pas vérifié la caisse et s'être contenté de vérifier les écritures, alors que le manquant dans la caisse était de 766 livres. Il fut tenu compte, dans la condamnation, du fait que les administrateurs avaient été négligents de laisser entre les mains d'un caissier de rang inférieur, une somme aussi importante et que la négligence de l'auditor ne pouvait pas être considérée comme la seule cause de la perte subie.

La prescription peut jouer également pour diminuer la responsabilité pécuniaire des auditors.

Dans le case « Leeds Building and Investment Co v Shepherd (1887) 36 Ch. D. 787 », en vertu du Statut of Limitations, la responsabilité de l'auditor fut limitée aux dividendes payés au cours des six années précédant l'action, alors que, sans le Statut of Limitations, l'auditor aurait dû être condamné à payer tous les dividendes indûment distribués¹.

La loi de 1929, par son article 276, qui s'applique au cas de liquidation, donne aux compagnies une bonne arme de

1. Le case Leeds donne l'exemple du risque le plus grand que les auditors peuvent encourir. Ils sont responsables des dividendes prélevés sur le capital à la suite de l'établissement d'un bilan inexact signé par eux, et devraient rembourser les dividendes distribués indûment.

procédure contre les auditors coupables de fautes ou ayant été la cause d'une perte d'argent. Mais on ne peut considérer que l'article 276 étende le champ de la responsabilité civile tel qu'il a été limité par la Common Law. Pour que l'article 276 s'applique, il faut en effet qu'il y ait possibilité de poursuite en vertu de la Common Law.

130. Article 372. — En vertu de cet article du Companies Act la Cour a la possibilité, dans une instance contre un administrateur, un directeur, un officier ou un auditor, attaqué pour faute négligence ou omission, de tenir compte, dans l'appréciation de sa responsabilité, du fait qu'il a agi honnêtement et raisonnablement et que les circonstances de l'affaire permettent de l'excuser. La Cour pourra même le décharger de sa responsabilité.

Cet article a été appliqué dans le case « Claridge's Patent Asphalt Co Ltd (1921) 1 ch. 543 », au cas où les administrateurs, sur l'avis d'un avocat conseil, avaient pensé agir dans les limites de leurs droits, alors que la transaction sortait de l'objet fixé par le memorandum.

L'une des personnes ci-dessus indiquées, si elle croit qu'elle peut être poursuivie pour faute, négligence ou omission, peut en appeler à la Cour avant toute instance. La Cour aura le droit, dans ce cas, d'agir comme si cette personne avait été effectivement poursuivie, et de la décharger de tout ou d'une partie de sa responsabilité.

Enfin si un procès auquel l'article 372 s'applique vient devant le juge assisté d'un jury, le juge a la possibilité de retirer l'affaire au jury et de rendre lui-même le jugement dans les termes qu'il estime convenables,

131. Article 152. — L'article 152 a été adopté en 1929 à

la suite de deux affaires : — Brazilian Rubber Estates (1911) I, Ch. 425 — et City Equitable Fire Insurance Co (1925) Ch. 407.

Dans le premier cas, les statuts de la Rubber Estates allaient jusqu'à couvrir tous les actes des administrateurs, directeurs, officers et auditors, sauf ceux de malhonnêteté caractérisée.

Dans le second, il existait, dans les statuts, une disposition exemptant l'auditor de toute responsabilité pour dommages, à moins que ces dommages ne soient dûs à une négligence ou à une omission volontaire.

L'article 150 de 1908 autorisait de telles dispositions. En vertu de l'article 152 de 1929, dorénavant, toutes dispositions, qu'elles soient contenues dans des statuts ou dans des contrats particuliers, exemptant un administrateur, un director, un officer ou un auditor, ou prévoyant qu'il sera indemnisé de toute responsabilité encourue suivant les règles de la Common Law pour faute, négligence ou omission, sont nulles.

La loi admet seulement la possibilité pour la compagnie d'indemniser les administrateurs, directors, officers et auditors, lorsqu'ils auront été engagés dans un procès et que le procès aura tourné à leur avantage ou qu'ils auront cru nécessaire d'en appeler à la Cour suivant l'article 372 et qu'ils auront été acquittés.

Il existe des assurances contre les conséquences des négligences ou des fautes que l'auditor et ses employés peuvent commettre ; en général les assureurs garantissent l'auditor seulement au-dessus d'une certaine somme assez importante (1.000, 2.000, voire même 5.000 livres).

II

LES INSPECTEURS DU BOARD OF TRADE

132. — L'inspection des affaires d'une société par des agents du Board of Trade n'entre pas directement dans notre objet, nous tenons cependant à en dire un mot comme exemple des erreurs qu'il est facile de commettre lorsque l'on veut à toute force trouver un précédent dans une loi étrangère. Commentant devant le Corps législatif les articles 15 et 16, du projet de loi sur les Sociétés à responsabilité limitée, le rapporteur M. de Miral déclarait :

« L'institution des commissaires a la plus grande analogie avec celle des inspecteurs qui, dans les Sociétés anglaises sont établis par les articles 48, 49, 50, 51 et 52 de l'Act du 14 juillet 1856. »

Il visait ainsi les inspecteurs du Board of Trade dont nous allons parler et qui à proprement parler n'ont rien à voir avec les commissaires aux comptes. Ces derniers exerçaient sans doute déjà en 1863 leur fonction en Angleterre, mais la loi de 1844 qui avait institué leur fonction ne l'avait pas rendue obligatoire, ce que devait faire la loi de 1900 comme nous l'avons précédemment rappelé. Le Commission et M. de Miral furent donc des précurseurs sans le savoir.

133. — L'article 135 du Companies Act 1929 définit ainsi

les conditions dans lesquelles peut jouer l'Inspection par le Board of Trade.

« Le Board of Trade peut nommer un ou plusieurs inspecteurs compétents pour examiner les affaires d'une société et faire un rapport à ce sujet, suivant les instructions du Board of Trade; il sera procédé à cette nomination :

« a) Dans le cas d'une société de banque, ayant un capital actions, sur la demande de membres détenant au moins un tiers des actions émises ;

« b) Dans le cas de toute autre société, ayant un capital actions, sur la demande de membres détenant au moins un dixième des actions émises ;

« c) Dans le cas d'une société, n'ayant pas de capital actions, sur la demande d'au moins un cinquième en nombre des personnes inscrites sur le registre des membres de la société. »

Le rapport sera remis par les inspecteurs au Board of Trade, qui en enverra une première copie au siège social de la société et une seconde aux personnes qui ont demandé l'enquête.

Si, d'après ce rapport, le Board of Trade s'aperçoit qu'une personne quelconque s'est rendue coupable d'un délit pénal, il renvoie l'affaire au Director of Public Prosecution en Angleterre et au Lord Advocate en Ecosse. Nous avons indiqué que l'enquête par le Board of Trade est une disposition ancienne puisqu'elle remonte à la loi de 1856, mais les frais très élevés qu'elle entraînait empêcha pratiquement les actionnaires d'y avoir recours. La loi de 1929 fait supporter les frais par le Board of Trade, lorsque les poursuites sont autorisées par le Director of Public Prosecution ou par le Lord Advocate. Dans les autres cas, la société en

a la charge, à moins que le Board of Trade ne juge bon de les faire payer en partie ou en totalité par les requérants.

134. — La société elle-même a la faculté de nommer par résolution spéciale les inspecteurs chargés d'examiner ses affaires. Ces inspecteurs, comme les Inspecteurs du Board of Trade, ont les pouvoirs d'examen les plus larges ; ils doivent présenter leur rapport à telle personne que la société désignera.

135. — Avant la loi de 1929, qui modifia la répartition des frais de l'enquête, ces dispositions étaient sans portée pratique. A l'heure actuelle le nombre des enquêtes est encore très faible, en 1934, il y eut 10 demandes d'enquêtes dont 3 aboutirent à la nomination d'un Inspecteur du Board of Trade et 7 furent repoussées ou n'eurent pas de suite ¹.

1. Renseignements extraits de *The Annual Report of the Board of Trade on the Companies Acts, 1934.*

III

LES COMPAGNIES D'ACCOUNTANTS

A) *Historique.*

136. — Nous avons indiqué que liberté entière est laissée aux sociétés anglaises pour choisir leurs auditors ; aucun article du Companies Act, 1929, n'a fixé de règles précises à ce sujet. Cependant, une tradition s'est établie et toute compagnie soucieuse de sa réputation et il faut ajouter soucieuse de la bonne tenue de ses livres et d'une présentation correcte de ses comptes, choisit ses auditors parmi les membres des grandes Associations d'accountants qui existent en Grande-Bretagne,

Ces Associations sont d'origine écossaise. Dès 1820, la profession d'accountant occupait en Écosse un rang de choix ; nous en trouvons la preuve dans une lettre de Walter Scott, en date du 23 juillet 1820. Envisageant l'avenir de son neveu, il écrit :

« Si mon neveu est sérieux, circonspect, amateur d'une vie sédentaire et d'une carrière tranquille, et qu'en même temps il soit versé dans l'arithmétique et qu'il ait des dispositions pour en étudier ses parties les plus difficiles, il ne peut trouver une meilleure voie que celle d' « Accountant ». C'est une carrière très respectable et dans laquelle, avec attention et soin, aidé par les appuis que je pourrai lui donner, il doit réussir. »

La première Association fut constituée le 4 février 1853 sous le nom de « Institute of Accountants in Edinburg ». Elle reçut une charte royale le 23 octobre 1854 et prit le nom de « Society of Accountants in Edinburg » en 1855.

En 1867, deux autres Associations recevaient une charte royale :

- L'Institute of Accountants and Acturies in Glasgow,
- La Society of Accountants in Aberdeen.

Ces trois sociétés comptaient respectivement au 31 juillet 1930 :

Society of Accountants in Edinburg	952	membres.
Institute of Accountants and Acturies in Glasgow	1.825	—
Society of Accountants in Aberdeen	163	—
	2.940	membres.

Seuls, en Écosse, leurs membres ont le droit de porter le titre de « Chartered Accountants », et de faire suivre leur nom des deux lettres « C. A. », droit que « The court of Session in Scotland » affirmait dès 1893.

La pétition adressée à la Reine Victoria par la Society of Accountants in Edimburg pour obtenir une charte royale fixe le caractère de la profession en Écosse au moment de sa formation en corps constitué :

« La profession d'accountant est une profession ancienne d'une haute respectabilité, dont l'importance s'est considérablement accrue au cours des années précédant immédiatement 1857; elle exige non seulement des connaissances comptables étendues, mais aussi une culture générale et une connaissance précise du droit, spécialement du droit commercial et du droit des biens. L'accountant agit en effet non seulement comme comptable qualifié et comme contrôleur des comptes, mais encore comme expert comptable

auprès des tribunaux, comme liquidateur judiciaire et comme administrateur judiciaire. »

137. — L'exemple de l'Écosse fut suivi par l'Angleterre. De 1870 à 1880, plusieurs Sociétés furent créées à Londres et en province. La loi anglaise de 1869 sur la faillite ne fixant pas d'une façon très satisfaisante la nomination des syndics, le public prit l'habitude de faire appel aux membres des premières associations anglaises. Comme leurs aînés écossais, ces derniers eurent par conséquent à l'origine surtout une activité judiciaire. Mais le développement industriel et commercial de la Grande-Bretagne au xix^e siècle obligea les Accountants anglais et écossais à sortir de ce cadre trop étroit et à prendre une part de plus en plus active au contrôle financier, voir même à la gestion financière des entreprises.

Le 11 mai 1880, deux Sociétés d'Accountants de Londres, une de Liverpool, une autre de Manchester, et une dernière de Sheffield, furent réunies par charte royale et constituèrent « The Institute of Chartered Accountants, in England and Wales », la plus importante compagnie anglaise d'accountants.

Peu après, en 1885, était fondée « The Society of Incorporated Accountants and Auditors ».

Les membres de la première association sont connus sous le nom de « Chartered Accountants » et portent après leur nom les initiales « F. C. A. » ou « A. C. A. » ; ceux de la seconde sont connus sous le nom d' « Incorporated Accountants » et portent après leur nom les initiales « F. S. A. A. » ou « A. S. A. A. »¹. Ces titres et ces initiales leur sont res-

1. Les initiales F. C. A. et F. S. A. A. désignent les « Fellows », c'est-à-dire les membres qui ont une certaine ancienneté de pratique publique (5 ou

pectivement réservés; les tribunaux, dans diverses circonstances, ont eu l'occasion de le confirmer.

The High Court of Justice, Chancery Division, dans un jugement de 1907 rendu en faveur de la Society of Incorporated Accountants and Auditors, précise tout d'abord que la désignation « Incorporated Accountant » s'applique à un membre d'une « Incorporated Society » bien définie; elle affirme ensuite que les épreuves, les examens, les règles et les obligations que cette « Incorporated Society » impose à ses membres leur confère une réputation particulière, et que le titre d'« Incorporated Accountant » implique pour ceux qui le portent le privilège d'être considérés comme intègres et dignes de confiance.

138. — Les trois Sociétés écossaises, « The Institute of Chartered Accountants in England and Wales », « The Society of Incorporated Accountants and Auditors », auxquelles il convient d'ajouter « The Institute of Municipal Treasurers and Accountants », formé en 1885 dans un but particulier, ne sont pas les seules associations d'accountants qui existent en Grande-Bretagne, car il en existait au moins dix-sept le 31 juillet 1930, comptant au total 26.500 membres. Mais ces six Sociétés sont les plus anciennes, leur réputation est la plus solidement établie, elles sont organisées suivant des plans analogues et elles groupent le plus grand nombre de membres, près de 18.000, parmi lesquels se trouvent les « Accountants » les plus éminents. Les deux plus

3 ans) et qui ont payé un droit d'entrée supplémentaire. Le grade de « fellow » est purement honorifique. Les initiales A. C. A. et A. S. A. A. désignent les « Associates » c'est-à-dire les membres ordinaires. Un membre est d'abord « Associate », il peut s'il le désire et paie le droit correspondant, devenir « fellow » au bout de cinq ou trois ans de pratique publique, c'est-à-dire qu'un employé ou collaborateur ne peut pas être nommé fellow.

importantes sont l' « Institute of Chartered Accountants » qui réunissait 9.677 accountants le 31 décembre 1932, et « The Society of Incorporated Accountants and Auditors » qui en réunissait 5.664, à la même date et 6.400 environ en 1935.

Nous limiterons notre étude à ces deux dernières compagnies, négligeant les sociétés écossaises dont l'organisation est très voisine et « The Institute of Municipal Treasurers and Accountants » dont les membres sont des comptables et des trésoriers municipaux. Nous indiquerons, à l'occasion, ce qui distingue ces compagnies de haut rang des autres associations.

De ce bref historique, retenons qu'un corps d'accountants qualifiés comme l'Institut ou la Société ne se crée pas sous l'effet d'une décision instantanée, mais est le fruit du travail de plusieurs générations. Les Sociétés d'Accountants existaient avant que l'industrie, le commerce et la banque ne prennent leur grand essor et que les premières sociétés à responsabilité limitée ne fassent appel au crédit public. Ces associations se sont adaptées aux circonstances nouvelles; ayant déjà une solide tradition morale et technique, elles ont pu augmenter progressivement leurs effectifs¹ et se tenir en état de répondre aux demandes de contrôle de plus en plus nombreuses, sans nuire à leur haute réputation et à la valeur individuelle de leurs membres.

1. La Société comptait 350 membres en 1885, elle en compte maintenant plus de 6.400. L'Institut en comptait 949 à sa fondation, et maintenant plus de 12.000. Le taux d'augmentation a été pour l'Institut de 1880 à 1890 de 1.167, de 1890 à 1900 de 385, de 1900 à 1910, de 2.066, de 1910 à 1920 de 1.961 (léger recul par suite de la guerre), de 1920 à 1930 de 4.514.

En 1882, le nombre des compagnies enregistrées tant publiques que privées, était de 10.000, représentant un capital de 500 millions de livres; en 1932 ce nombre était de 115.000 environ, représentant 5 milliards 500 millions de livres. Sans y attacher autrement d'importance notons que le taux d'augmentation de 1880 à 1932 est sensiblement le même pour le nombre des sociétés que pour le nombre des membres de l'Institut.

B) *Organisation.*

139. — The Institute of Chartered Accountants in England and Wales » et « The Society of Incorporated Accountants and Auditors » sont organisés d'une façon analogue bien qu'au point de vue juridique ils soient constitués sous deux formes différentes. Le premier est une Company incorporated by Royal Charter, le second est une Société à responsabilité limitée qui a obtenu du Board of Trade l'autorisation de ne pas ajouter à la suite de son nom le mot « Limited ».

Leur organe exécutif est un conseil présidé par le Président de la Compagnie et nommé par l'Assemblée générale. Ce conseil reçoit tous les pouvoirs ; il les exerce dans les limites fixées par la « Charte Royale » et le « Règlement » pour l'« Institut », dans celles fixées par le « Mémoire » et les « Articles » pour la « Society ».

Pour remplir les rôles très divers qui lui sont confiés, le Conseil se divise en comités. Un Secrétaire assure l'exécution des décisions.

Le Conseil administre les biens de la Compagnie. L'Institut et la Société sont riches. (L'actif de la Société et celui de l'Institut dépassent chacun 120.000 livres). Leurs sièges sont installés dans des immeubles luxueux où les membres peuvent trouver bibliothèques et salles de réunion. Elles éditent un journal hebdomadaire ou mensuel. Elles accordent des récompenses et organisent matériellement les examens que doivent passer les candidats Accountants.

Il existe enfin dans chacune des Sociétés un fonds de prévoyance et de secours. Ce fonds est géré par cinq membres de la Société qui ne font pas partie obligatoirement du Conseil.

140. — Quoique important, ce rôle matériel du Conseil est secondaire vis-à-vis de son rôle moral qui se manifeste de trois façons :

1° Le Conseil contrôle le recrutement des membres, en respectant les conditions générales fixées par l'Assemblée générale; en particulier, il fixe les programmes d'examens et décide en toute indépendance, sans avoir à fournir de justifications, l'admission comme membres des candidats qui ont passé avec succès l'examen final;

2° Le Conseil est chargé de maintenir le niveau moral et technique de la compagnie, il possède à ce titre un pouvoir disciplinaire qui lui permet de rayer de la liste des membres ceux qu'il juge indignes;

3° Le Conseil dans certaines circonstances donne aux membres son avis sur l'interprétation d'une nouvelle loi ou d'une décision judiciaire. Il peut être appelé en consultation par les pouvoirs publics, ou amené à déposer, par l'intermédiaire de l'un de ses membres devant les tribunaux.

Avant d'étudier plus en détail le recrutement des membres et les prérogatives du Conseil, signalons que dans les principales villes de province, il existe des sociétés affiliées (District Society) et des sociétés d'étudiants (Students' Societies), cercles d'études et de préparation aux examens. De plus, la « Society » a créé des filiales dans les principaux dominions¹.

141. Le recrutement. — Le plus souvent, les « Chartered Accountants » ou les « Incorporated Accountants » sont

1. La « Society » comptait en 1935 23 « District Organisations », dont 2 aux Indes et 8 filiales, 1 en Ecosse, 1 en Irlande, 1 au Canada, 2 en Australie, et 3 en Afrique du Sud.

recrutés parmi des jeunes gens qui font preuve d'une certaine culture générale et de connaissances professionnelles précises et étendues.

Les jeunes gens, avant d'être nommés, doivent justifier d'un stage de cinq ans (trois ans s'ils sont « graduate of University ») dans une firme d'accountants et passer avec succès plusieurs examens.

142. — Pendant leur stage, ils sont liés par un véritable contrat d'apprentissage ; ce sont des « articulated clerks ». Ils travaillent pour la firme. Les partners, de leur côté, doivent les former par les conseils et par les travaux qu'ils leur confient. Ils doivent les initier à la meilleure pratique fixée par la tradition et leur faire prendre conscience des responsabilités que comporte le métier d'accountant. Dans beaucoup de cas, leur devoir ne se trouvera pas tracé par la loi ou s'il l'est, la meilleure pratique sera plus stricte que la loi et ils seront obligés d'agir uniquement suivant les données de leur conscience et la tradition de la profession.

Cette formation morale a donc la plus grande importance. Elle contribue à maintenir élevées la probité et la conscience professionnelle des membres des deux sociétés.

Les candidats ne peuvent commencer leur stage avant d'avoir seize ans accomplis et sans avoir subi avec succès les épreuves d'un examen (preliminary examination) ou justifié de certaines équivalences. Le preliminary examination est un examen écrit (langue anglaise, histoire, géographie, arithmétique, algèbre, géométrie, langue étrangère) d'un niveau légèrement inférieur à celui de la première partie du baccalauréat français.

En général, dans le contrat d'apprentissage est prévu le versement par le candidat d'une somme assez élevée

variable suivant les firmes (10 ou 15.000 francs, quelquefois même 50.000), à titre d'indemnité. L'articled clerk récupère d'ailleurs tout ou partie de cette somme sous forme de salaires.

Deux examens servent à contrôler le travail des apprentis accountants au cours de leur stage : un examen intermédiaire portant uniquement sur des questions techniques (connaissances commerciales générales, comptabilité et tenue des livres, contrôle des comptes, droit commercial) et un examen final portant d'une part sur un programme technique très complet et très étendu (comptabilité et contrôle des comptes, droit commercial, droit des sociétés, droit de la faillite), d'autre part sur l'économie politique générale. Ces deux examens constituent des obstacles difficiles à franchir; à chacun d'eux, la moitié des concurrents au moins sont arrêtés.

143. — Les « articled clerks » pendant les cinq années d'apprentissage ont un gros effort à fournir. En dehors du travail de bureau auquel ils sont astreints, ils doivent en effet suivre des cours et des conférences donnés par les sociétés d'accoutants, faire partie de cercles d'études où les questions intéressant la profession sont examinées, lire de nombreux ouvrages traitant les questions de comptabilité de droit commercial, et d'économie politique. Dans l'ensemble, cette sévère formation a donné de bons résultats; cependant, quelques améliorations pourraient être apportées au système actuellement en vigueur.

Certaines firmes d'accountants abusent de la liberté qui leur est accordée; elles prennent trop d' « articled clerks »¹,

1. La règle est : pour la Society les Associates sont limités à 2 articled clerks et les fellows à 3; pour l'Institute les Associates et les fellows sont limités à 2.

les partners ne peuvent donner à chacun d'eux l'attention désirable et ne leur accordent pas de facilités suffisantes pour préparer leurs examens ou pour s'initier à tous les genres d'affaires traités par la firme. De leur côté, les jeunes « *articled clerks* » perdent beaucoup de temps au début à apprendre par la pratique des notions élémentaires de comptabilité qu'ils apprendraient beaucoup plus rapidement en suivant un cours; ils ne possèdent pas encore toute la maturité nécessaire pour profiter complètement des conférences et des discussions des « *students societies* ». Enfin l'indemnité réclamée par certaines firmes est hors de proportion avec les services rendus. Il semble donc qu'il y aurait intérêt à ce que l'« *Institut* » et la « *Société* » fixent des règles plus strictes pour les stages des « *articled clerks* », contrôlent plus soigneusement leurs cercles d'études et leur instruction générale, introduisent dans les programmes du preliminary examination des notions de comptabilité et élèvent l'âge d'admission au stage¹.

Le succès à l'examen final donne le droit à l'apprenti accountant, âgé de vingt et un ans au moins, de poser sa candidature devant le Conseil de l'« *Institute* » ou de la « *Society* ». Le Conseil décide souverainement s'il peut accorder l'entrée ou non; il n'a pas à fournir de motif à l'appui de sa décision.

144. — Les indications que nous venons de donner sont valables pour tous les « *Chartered Accountants* » anglais ou écossais et pour les « *Incorporated Accountants* »; une légère nuance existe entre les « *Chartered* » et les « *Incorporated* »

1. Voir à ce propos la communication de E. E. Spicer, F. C. A. au Congrès des Accountants à Amsterdam en 1926, *Education for the Accountancy Profession*.

Accountants ». Les premiers ne peuvent se recruter actuellement qu'en suivant la filière que nous venons d'indiquer, 93 à 94 p. 100 accomplissant un stage de cinq ans, 6 à 7 p. 100 un stage de trois ans seulement en qualité de « Graduate of University ». Au contraire, les Statuts de la « Society » accordent aux Accountants qui ont pratiqué pendant neuf ans, la facilité de ne pas faire de stage et de passer directement les examens, elle compte donc un assez grand nombre de membres anciens comptables.

Les autres associations dont nous avons signalé l'existence sont beaucoup moins strictes pour le recrutement de leurs membres auxquels elles demandent simplement en général de prouver qu'ils pratiquent la profession de comptable pour gagner leur vie et de présenter certaines références d'honorabilité et de moralité. Ce sont plutôt des sociétés amicales à tendance professionnelle que des corps constitués comme la « Society » et l' « Institute ». « The London Association of Accountants Ltd » et « The Corporation of Accountants » sont celles de ces associations qui se rapprocheraient le plus de la « Society » ou de l' « Institute ».

145. La discipline. — Comme nous l'avons vu, le Conseil accorde ou refuse le titre de membre ; il dispose aussi d'un pouvoir disciplinaire en vertu duquel il peut décider sans appel la suspension ou le renvoi d'un membre qui n'aurait pas agi conformément aux règles strictes de l'honnêteté professionnelle ou dont la conduite pourrait nuire à la bonne réputation de la compagnie.

Ce pouvoir est effectivement exercé par le Conseil et chaque année, aussi bien à l'Institut qu'à la Société quelques membres sont suspendus ou rayés. Il faut d'ailleurs reconnaître que le très petit nombre des membres, jugés

indignes, fait le plus grand honneur à l'Institut et à la Société. C'est une preuve de plus de la haute probité de leurs membres.

Cette probité, chacun des conseils cherche à la développer par tous les moyens possibles. Des conférences, des réunions, un journal contribuent à créer un esprit de corps, une « self consciousness » qui arme les accountants pour l'accomplissement de leur devoir quotidien. Est-il souhaitable que les conseils aillent plus loin, qu'ils passent des exhortations générales à des avis précis, qu'ils fixent en une sorte de code la meilleure pratique? Les membres des deux sociétés y trouveraient un moyen aisé d'éclairer leur conscience dans les cas épineux et d'éviter les sanctions disciplinaires du Conseil à défaut de celles du juge que de tels avis ne sauraient lier.

146. Avis en matière comptable. — Dans certains cas, les Conseils ont estimé qu'ils devaient éclairer les membres de leurs Compagnies sur une interprétation délicate de la loi. A la suite par exemple de la mise en vigueur du Companies Act, 1929, ils ont indiqué comment, d'après eux, devaient être compris les nouveaux devoirs des auditors. Il s'agissait là simplement d'une interprétation et d'une explication de règles précises édictées par le Parlement, ils répugnent à aller plus loin et à fixer en règles définies les points laissés jusqu'alors à l'appréciation des accountants.

Le Conseil des « Chartered Accountants » eut l'occasion d'en donner les raisons lors du procès Kilsant. Nous avons indiqué précédemment que les « Chartered Accountants » insistèrent auprès de lui pour qu'il donnât son avis sur la question de savoir si les réserves tenues secrètes doivent être révélées par l'auditor à l'Assemblée générale.

Le Conseil, après de longues délibérations, refusa de trancher la question. La principale raison pour laquelle il refusa est spéciale au cas envisagé, mais accessoirement il donna deux autres raisons qu'il convient de relever :

1° Il fait remarquer qu'en prenant position sur une question délicate et controversée, il risque de mettre dans une situation difficile un membre qui ultérieurement serait partie dans un procès ou simplement en discussion avec les administrateurs d'une société. Le juge ou l'adversaire, tirerait avantage de l'avis général donné par le Conseil, alors que dans le cas particulier, l'attitude de l'accouantant pourrait se justifier aisément en se basant sur les circonstances de fait.

2° Le Conseil a un pouvoir disciplinaire et il ne doit en aucune façon se lier par avance en donnant un avis général. Cet avis pourrait donner une excuse à une faute professionnelle qu'il aurait été possible de punir s'il n'avait pas été donné précédemment.

Ajoutons que la fixation du devoir des accountants en règles trop précises inciterait les fraudeurs à trouver un artifice qui prendrait sa force dans ces règles elles-mêmes et cette fixation ralentirait les progrès de la meilleure pratique. Elle est enfin contraire à l'esprit anglais qui préfère une formule très large, et par conséquent vague, à une formule précise mais étroite. Il est bien entendu que cette répugnance du Conseil à préciser *ex cathedra* les règles de la meilleure pratique ne l'empêche pas, en organisant des conférences et des discussions sur des points controversés, en publiant un journal où les opinions peuvent s'affronter, de développer par tous les moyens possibles, les connaissances techniques des membres et de chercher à améliorer les méthodes de comptabilité et de contrôle.

Les Conseils et les Présidents des deux Compagnies sont

en rapport étroit avec les pouvoirs publics et sont consultés sur toutes les questions qui intéressent directement ou indirectement la profession. Ils peuvent même prendre l'initiative d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur une question à résoudre. C'est ainsi par exemple qu'en novembre 1931, le Conseil des « Chartered Accountants », chargea un Comité d'étudier quelles modifications devraient être apportées à la loi de 1929. Le rapport de ce Comité fut présenté au Board of Trade par le Conseil.

Les présidents ou les représentants de l'« Institut » et de la « Society » peuvent être appelés à donner leur avis devant le Tribunal. Dans le procès de la R. M. S. P. C. les deux présidents en exercice vinrent déposer en faveur de M. Morland, l'auditor inculpé.

C. — *La profession d'Accountant.*

147. — Considérons maintenant l'Accountant dans l'exercice de ses fonctions : — Quelles sont-elles ? — Comment pratiquement les accomplit-il ?

Comme nous l'avons indiqué, le rôle premier des Accountants était surtout judiciaire. Ils intervenaient dans les questions de succession, de liquidation, faillite ou banqueroute comme experts, administrateurs ou liquidateurs. Ce rôle existe toujours, mais il a passé au second plan en faveur

1. Activités des Chartered Accountants, citées par Francis W. Pixley dans *Chartered and Incorporated Accountants' charges and the Law thereto*, chez Gee and Co Ltd à Londres.

Auditing. Investigations. Assisting Directors and officials of a Company in Liquidation in the preparation of his Statement of Affairs. Assisting a Debtor in the Preparation of his Statement of Affairs. Assisting the Court or a Judge in Chambers. Arbitrator and Special Referee. Witness. Special Manager appointed under the Companies (Consolidation) Act, 1908. Voluntary Liquidator. Liquidator appointed in a Compulsory Winding up under the Companies (Consolidation) Act, 1908. Special Manager appointed under the Bankruptcy Act, 1914. Trustee in Bankruptcy. Trustee under Assi-

du rôle de commissaire aux comptes¹, soit des sociétés à responsabilité limitée, industrielles, commerciales, financières, suivant les principes fixés dans la loi de 1929, soit des sociétés d'intérêt public (Statutory Companies), concessionnaires des services de distribution d'eau, de gaz, d'électricité, en vertu d'un acte spécial du Parlement qui détermine les conditions dans lesquelles le contrôle des comptes sera exercé.

Les municipalités et les entreprises publiques font également appel, pour vérifier leurs comptes, aux Accountants, concurremment à des personnes non qualifiées. Il en est ainsi également des Building Societies¹, des Sociétés coopératives, des œuvres de bienfaisance, des associés de partnerships ou des commerçants, quoiqu'aucune disposition légale ne les y oblige.

A l'heure actuelle, toute Société qui désire faire appel au crédit d'une banque ou émettre des titres dans le public, se trouve pratiquement dans l'obligation de présenter un bilan visé par un Accountant qualifié, c'est-à-dire un « Chartered » ou un « Incorporated Accountant ».

La fonction de conseiller fiscal a pris depuis la guerre une importance considérable. Comme en France, les sociétés présentent chaque année à l'inspecteur des taxes un bilan et

gnment and composition Deeds. Trustee for Debenture-Holders. Trustee under Will or Settlement. Judicial Trustee. Administrator a Pendente Life.

1. Les « Building Societies » sont des sociétés de prêt immobilier qui permettent à un grand nombre de personnes de devenir facilement propriétaires de la maison qu'elles habitent ; les prêts immobiliers sont très fréquents, il en résulte qu'en Angleterre les maisons particulières sont beaucoup plus nombreuses qu'en France. Le développement des « Building Societies » mérite au point de vue social une attention toute particulière, on pourrait sans doute y trouver un des motifs de la stabilité politique anglaise en même temps que la manifestation d'un désir profond d'indépendance dans la sécurité. En 1933 et en 1934 la moyenne des avances consenties par les Building Societies fut de 100.000.000 de livres et le nombre moyen de maisons construites de 300.000.

des renseignements qui permettent à cet inspecteur de déterminer le bénéfice imposable. La loi sur l'Income Tax a été codifiée en 1918, mais depuis cette date sont venues s'ajouter de nouvelles dispositions qui rendent la législation très compliquée. Les contribuables ont besoin d'être éclairés par des techniciens avertis et les « Chartered Accountants » ou les « Incorporated Accountants » leur sont d'un grand secours. Leur intégrité et leur compétence reconnues par les « General and Special Commissioners » donnent aux déclarations qu'ils présentent une valeur indiscutable. L'Administration sait en effet qu'ils cherchent à faire profiter leur client de tout abattement ou avantage justifié, mais que par contre, ils ne dissimuleront jamais un fait qui serait susceptible d'augmenter les droits de l'Administration.

Lorsque l'inspecteur conteste l'exactitude du point de vue de l'Accountant, il le convoque et discute librement avec lui la question qui reste sur un terrain technique et objectif; les justes revendications ont ainsi plus de chance d'aboutir.

148. Les Firmes d'accountants. — Pour amener à bien ces diverses tâches, les Accountants préfèrent en général s'associer. Trois, quatre, cinq Accountants et même davantage se connaissant bien et s'appréciant mutuellement, constituent une firme dont la raison sociale rappelle le nom des principaux associés.

Au début, ces firmes étaient de minime importance, le nombre des employés réduit, et le travail contrôlé dans le moindre détail par les associés. Petit à petit elles sont devenues plus puissantes, de nationales sont devenues internationales, ont installé des bureaux dans tout le Royaume-Uni, dans l'Empire britannique et dans le monde entier. Plus

sieurs firmes de Londres ont des centaines d'employés, détachés sur tout le territoire, et des filiales dans tous les pays.

Il existe naturellement à côté de ces maisons de réputation mondiale, des cabinets moins connus disposant d'un personnel, moins nombreux, réduit quelquefois à une seule dactylographe-téléphoniste, mais dans la grande majorité des cas, la firme comprend au moins une dizaine d'employés, sous la direction de deux ou trois associés. Cette organisation étonne un peu au premier abord et l'on est en droit de se demander comment il est possible d'accorder à de tels organismes une confiance qui, normalement, devrait être le privilège d'une personne bien connue de ceux qui font appel à ses services. Elle donne cependant de bons résultats et personne ne songe à la critiquer. Elle est toute entière basée sur la valeur morale des associés des grandes firmes et sur la probité rigoureuse des employés de la Cité. Les grandes firmes sont anciennes, elle se sont développées petit à petit par un recrutement interne. Tous les employés, futurs associés, déjà associés de l'Institut ou de la Société, ou clerks les plus humbles, se sont formés dans la maison dont ils ont reçu la forte empreinte.

Les associés, hommes d'une grande autorité et d'une expérience étendue, disposent donc d'un état-major de jeunes accountants qualifiés et d'un personnel subalterne honnête, très discipliné et connaissant bien son métier. Ils peuvent, dans ces conditions, sous réserve de sondage méthodique, se fier aux vérifications matérielles faites sur place et aux résultats qui leur sont présentés. Il ne leur reste plus qu'à se faire préciser les points obscurs ou délicats, établir et signer leur rapport.

Les associés ont l'habitude de se réunir en conseil pour

discuter les problèmes qui se posent au cours des vérifications délicates, fixer les directives de travail à leurs adjoints, étudier de nouvelles dispositions législatives et en tirer des conclusions pratiques pour les travaux à venir.

Les rapports sont signés, soit au nom de la firme, soit au nom du partner qui a effectué la vérification. Dans ce dernier cas, le partner est seul responsable.

149. Procédés de vérification. — Lorsqu'une Société s'adresse pour la première fois à une firme d'accountants et lui demande de contrôler ses comptes, le premier travail des employés délégués par la firme est de se rendre compte exactement de la nature de la société, des opérations qu'elle poursuit et de son organisation intérieure. Cette étude débute par l'examen détaillé des statuts, des procès-verbaux, des conseils d'administration et des assemblées générales et du plan comptable de l'entreprise. Elle est complétée, si possible, par une visite des usines qui permet de se rendre compte des différents stades de la fabrication et des transformations subies par les matières.

Au fur et à mesure de la vérification, les détails d'organisation sont notés sur un cahier spécial (audit note book) de façon à mettre en évidence les points faibles du contrôle intérieur et à déterminer les opérations qui seront à contrôler en détail. Il est impossible en effet de pointer toutes les écritures d'une société, même de moyenne importance. Les livres généraux (banques, caisse, ventes et achats, états de paye, etc.), sont vérifiés poste par poste, mais les livres auxiliaires font seulement l'objet de sondages.

Tous les trois mois, par exemple, un, cinq, dix ou quinze employés, suivant l'importance de la société et le degré de son contrôle interne, procèdent à des vérifications détaillées.

Dans certaines sociétés très importantes les firmes d'accoutants maintiennent même en permanence dix ou douze clerks.

Après quelques années, lorsque la firme a acquis une connaissance précise des méthodes comptables de la compagnie contrôlée, la vérification peut devenir moins étroite. Mais la découverte de la moindre erreur peut toujours entraîner, si l'auditor le juge nécessaire, une vérification complète.

La vérification des inventaires mérite particulièrement d'être signalée. Dans une entreprise industrielle et commerciale, les marchandises en stock constituent un élément important de l'actif. Leur évaluation est délicate et permet facilement de modifier la situation passive d'une société.

Nous avons indiqué précédemment que, d'après la jurisprudence, l'auditor n'a pas à évaluer les stocks de marchandises et peut se contenter d'admettre les chiffres qui lui sont donnés par le directeur de la firme. Suivant la meilleure pratique, l'auditor ne s'en contente pas et fait procéder à une vérification beaucoup plus détaillée.

Après avoir pris connaissance des consignes établies par la société pour l'établissement des inventaires, l'employé chargé du pointage se fait remettre les relevés originaux, les compare aux fiches de case ou aux livres de magasin et aux exemplaires de l'inventaire qui lui ont été remis. Il pointe minutieusement tous les calculs. Ce premier travail matériel fait, il examine les prix auxquels sont évaluées les marchandises et les compare aux prix d'achat ou de vente ; grâce aux inventaires précédents et aux statistiques de vente, il cherche à mettre en évidence les marchandises invendables et s'assure qu'elles ont été convenablement

dépréciées. Ce travail minutieux n'empêche pas l'auditor de demander au directeur de l'usine ou du magasin un inventaire signé qui, le cas échéant, couvrirait sa responsabilité.

Il va de soi que de telles vérifications coûtent très cher. Le contrôle des comptes représente une dépense élevée, qui peut atteindre 1.000 ou 2.000 livres, ou même davantage suivant l'importance de la société.

150. — Nous avons signalé que les firmes d'accountants étaient devenues internationales. Les grandes villes du monde entier possèdent des bureaux des grandes firmes anglaises, bureaux qui restent en contact étroit avec la firme de Londres, suivent ses directives et reçoivent souvent la visite de l'un des associés. Grâce à cette organisation, il est possible aux grandes sociétés internationales de faire contrôler les comptes de leurs succursales ou de leurs filiales suivant les mêmes règles et avec le même soin que ceux de la société mère. Les documents comptables réunis au siège sont donc comparables entre eux et peuvent être utilisés pour établir des regroupements fort instructifs et d'ailleurs indispensables pour suivre la marche de l'ensemble d'un groupe.

151. — Les associés de la firme abandonnent à leurs employés le contrôle matériel des opérations grâce à l'organisation que nous venons de décrire, il leur est possible de jouer auprès du Conseil de l'entreprise le rôle de véritables conseillers comptables et financiers. Tenus périodiquement au courant de la marche financière de l'affaire, ils peuvent faire toute suggestion utile aux administrateurs. Ces derniers sont bien aise de savoir qu'ils ont sous la main un

homme d'une autorité et d'une honnêteté indiscutées, pour leur signaler les défaillances des services comptables, leur rappeler la nécessité de certaines opérations d'amortissement que le désir de satisfaire les actionnaires pourrait leur faire oublier ou leur suggérer au moment voulu une mesure financière opportune¹.

152. — Nous pouvons illustrer ces quelques indications en rappelant le nom de l'un des plus célèbres accountants, mort au cours de l'année 1932, Sir Gilbert Garnsey, surnommé « City's Doctor of Industry », partner de l'une des premières firmes d'accountants de Londres, Price Waterhouse and Co. Non seulement il réorganisa financièrement d'importantes sociétés comme les Compagnies de Hatry et la Marconi Wireless Telegraphy Co Ltd, mais encore il joua un rôle de premier plan dans les conseils du Gouvernement pendant la guerre.

153. — Statut légal de la profession d'accountant. — La profession d'accountant est un exemple de profession libérale qui s'est constituée en dehors de toute loi ou règlement, et a pu atteindre un standing élevé par l'effort de ses seuls membres répartis en quelques sociétés libres. Pourquoi, dans ces conditions, vouloir lui donner un statut légal et quels avantages les membres de la profession et le public pourraient-ils en retirer?

Cependant, comme de nouvelles associations d'accoun-

1. Nous pouvons noter en passant une nuance entre l'Anglais et le Français comme administrateurs de société. Le premier ne s'intéresse guère en général aux aspects purement juridique, comptable ou financier d'un problème. Pour résoudre ces questions il fait plus volontiers que le Français appel à des spécialistes, solicitor, accountant ou banquier. Cette différence de point de vue a son importance pour expliquer la place occupée par les accountants dans la vie des affaires en Angleterre.

tants se sont créées au cours des dernières années, sans donner de sérieuses garanties sur la valeur morale et professionnelle de leurs membres et comme la loi a beaucoup augmenté la responsabilité des auditors, la question s'est posée de savoir s'il n'y aurait pas lieu de donner aux accountants un statut légal comme en ont les médecins ou les sollicitors.

Le 7 février 1930, le Président du Board of Trade constitua un comité chargé d'étudier s'il était désirable de restreindre la pratique de la profession d'accountant aux personnes dont le nom serait inscrit sur un registre et de quelle façon il serait possible d'établir et de contrôler un tel registre.

Après avoir tenu 10 séances, entendu les représentants les plus qualifiés de 17 sociétés d'accountants, des Chambres de commerce, des fédérations des industries britanniques, des banques, des compagnies de chemins de fer, des sociétés d'études juridiques, avoir fait une enquête très étendue et très complète, le Comité conclut que le mieux était de laisser les choses en l'état.

154. — Le Comité s'était tout d'abord demandé si l'enregistrement des accountants était réclamé par le public,

— Soit parce que des hommes non compétents se faisaient passer pour des accountants qualifiés.

— Soit parce que des accountants qualifiés, anciens membres de l' « Institute » ou de la « Society » ne présentant plus les garanties morales désirables continuaient à exercer leur profession bien qu'il leur eut été interdit de porter leur titre de « Chartered » ou d' « Incorporated Accountant ».

Il est bien rare que le public, même les plus petits com-

merçants, aient à souffrir de tels agissements. L'enquête menée auprès d'organismes qui touchent de près le petit commerce et la petite industrie : Chambres de commerce, British Bankers' Association, Scottish Legal Societies et Law Society, Board of Inland Revenue, a montré que les accountants étaient choisis parmi des gens connus personnellement ou réputés. Le choix d'un accountant peut toujours être réfléchi et n'offre jamais le caractère d'urgence que peut avoir le choix d'un médecin.

Sans doute, il existe des cas regrettables, mais il n'est pas évident que le fait de créer un statut légal empêcherait les abus. L'avantage serait que l'accountant jugé indigne par le Conseil de l'ordre ne pourrait plus pratiquer sa profession d'accountant, alors que maintenant il peut le faire. Mais par contre il est certain que les brebis galeuses se glisseraient quand même dans le troupeau, surtout pendant les premières années et feraient des dupes. Un certificat officiel bien utilisé par un escroc pourrait faire plus de mal que l'absence de certificat.

155. — L'enquête a montré que l'idée d'un statut légal émane plus de la profession elle-même que du public. Les jeunes sociétés d'accountants, comme la London Association of Auditors and Accountants Ltd, souffrent de ne pas être traitées sur le même pied que leurs aînées et désirent un enregistrement obligatoire qui ferait disparaître les différences qui existent actuellement.

Ces différences se manifestent officiellement dans deux circonstances.

Dans les « Corporations Bills », le Parlement a introduit une clause en vertu de laquelle les Municipalités doivent choisir leurs auditors parmi des « Chartered Accountants »

ou des « Incorporated Accountants ». Pour deux corporations seulement en 1930, la London Association of Auditors and Accountants Ltd obtint d'être placée au même rang que l'« Institute » ou la « Society ».

Le Trésor, depuis 1920, établit toujours la liste des candidats auditors des Friendly Societies, en choisissant les candidats parmi les « Chartered » ou les « Incorporated Accountants » à l'exclusion des membres des autres sociétés.

Ces deux avantages sont d'ailleurs des avantages de principe, car il s'agit d'un petit nombre de personnes. Il y a au total 1.150 auditors des Friendly Societies et chaque année, on en choisit seulement 30 nouveaux, ce qui est insignifiant devant le nombre total des accountants.

Seule parmi les anciennes compagnies, la « Society of Incorporated Accountants and Auditors » s'est montrée favorable à l'enregistrement. L'Institut et les Sociétés écossaises y ont été opposées.

156. — Sans s'inquiéter de savoir si l'enregistrement était souhaité par le public, on pouvait malgré tout estimer qu'il serait utile de le réaliser. En envisageant la question sous cet angle, la Commission s'est heurtée à des problèmes très délicats.

Tout d'abord comment définir l'accountant. Sa profession comporte les travaux les plus divers, depuis la simple tenue des livres jusqu'à la réorganisation financière des entreprises, les déclarations à l'Inland Revenue, etc.

Beaucoup d'accountants ne remplissent pas toutes ces tâches et beaucoup de sollicitors, de laymen, d'anciens inspecteurs des Tax, etc., en remplissent certaines avec succès et pour le plus grand avantage du public.

Devra-t-on interdire à ces derniers de rendre de tels

services, devra-t-on obliger l'employé qui, à ses heures libres, tient la comptabilité d'un petit commerçant et le fait convenablement, d'abandonner ces travaux supplémentaires ?

157. — La profession d'accountant est trop diverse pour que l'on songe à la définir complètement d'une façon rigide. C'est pourquoi l'on a songé à définir un certain nombre de tâches qui ne pourraient être accomplies que par des accountants enregistrés. La première et la plus importante que l'on avait en vue était le contrôle des sociétés. Il aurait donc fallu compléter la loi de 1929, et prescrire que les comptes des sociétés ne pourront être contrôlés que par des accountants officiellement enregistrés. Cette question avait été étudiée précédemment par le Comité, chargé d'étudier la réforme de la loi sur les sociétés. Ce Comité avait rejeté cette proposition jugeant inutile de fixer d'une façon aussi précise le choix des auditors. Il avait pu constater en effet que la responsabilité des auditors avait été très rarement mise en jeu et que lorsqu'elle l'avait été, il n'était pas du tout évident que le choix des auditors parmi des accountants enregistrés, aurait empêché les fautes commises. Dans le cas des sociétés privées, cette obligation entraînerait une charge et une complication inutile.

158. — Par ailleurs, passant outre à ces difficultés, si on règlementait soit la profession d'accountant, soit le choix des auditors, il faudrait, au début porter sur le registre tous les accountants exerçant la profession. Il serait possible par la suite au Conseil de l'ordre d'en éliminer certains, mais pendant les premières années, l'enregistrement ne serait pas une preuve bien concluante de compétence et de moralité. Puis le recrutement se ferait uniquement par examen. Cet

examen, pour maintenir le niveau de la profession, devrait être suffisamment difficile et il est probable que la difficulté devrait aller en augmentant, comme cela s'est produit pour l' « Institute », la « Society », et les Compagnies écossaises. Il correspondrait alors à un niveau beaucoup trop élevé pour un grand nombre d'accountants qui ne visent dans la profession qu'à certaines tâches élémentaires ou très spéciales.

La création d'un statut légal de la profession d'accountant d'une façon générale s'est donc heurtée à une difficulté pratique et théorique insurmontable : la définition précise de l'accountancy ; elle ne correspond pas à un désir du public et il ne semble pas qu'elle soit un remède efficace aux rares abus qui peuvent se produire, le Comité a donc estimé qu'elle n'était pas souhaitable. Il a rejeté également la solution séduisante *a priori*, qui consisterait à obliger les sociétés à choisir leurs auditors parmi des accountants enregistrés. Cette solution ne présente pas en effet d'avantages réels sur la situation actuelle pour les public et private companies et n'est pas de nature à éviter les fautes qui sont commises dans la gestion des Family Societies, et des Building Societies, fautes qui pourraient être évitées en partie tout au moins, par une révision de la loi particulière qui régit la gestion de ces sociétés¹.

1. *Report of Departmental Committee of Registration of Accountants.*

CONCLUSIONS

ÉTUDE CRITIQUE DU RÉGIME FRANÇAIS LES DÉCRETS-LOIS DE 1935.

159. — Le régime français de la publicité et du contrôle des comptes des sociétés, institué par la loi de 1867, complétée en ce qui concerne la publicité par les lois de 1907 sur la notice au *B. A. L. O.* et de 1919 sur le registre du Commerce, a fait l'objet de critiques justifiées. De nombreux projets de réforme, dont plusieurs s'inspiraient de la loi et de la pratique anglaise et citaient le Greffe de Londres et les Chartered Accountants comme des modèles à imiter, furent soumis au Parlement. Mais l'incapacité de ce dernier à produire une œuvre technique importante paraissait les vouer définitivement à l'oubli¹. Fort heureusement, le Gouvernement par trois décrets-lois du 8 août 1935 et du 30 octobre 1935 vient de donner la vie légale à certaines propositions relatives aux commissaires aux comptes, aux bilans, aux droits

1. « En fait, nous avons ici une illustration excellente de cette vérité que, dans les états démocratiques, les assemblées légiférantes sont souvent obligées de retarder beaucoup de réformes nécessaires en matière commerciale par suite de la presse des autres affaires qui, quoiqu'elles n'aient peut-être pas une importance plus grande, préoccupent davantage cette partie de la nation qui est investie de la puissance du vote. » (Chronique de législation et de jurisprudence, par H.-C. Gutteridge, *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 73). Il s'agit dans ce passage du Parlement anglais. Certains y trouveront peut-être une excuse pour avoir été incapables, en plus de soixante ans, de tailler un habit neuf aux sociétés et pour s'être contentés de consteller leur costume Second Empire de pièces et de morceaux Troisième République.

de communication des actionnaires et à la publicité. En matière de conclusion, nous nous proposons, à la lumière de l'expérience anglaise de procéder à l'examen critique de ces trois décrets-lois et de rechercher les mesures complémentaires qu'il y aurait intérêt à prendre pour doter les sociétés françaises d'un système cohérent et efficace de publicité et de contrôle des comptes. Au préalable nous indiquerons brièvement les traits caractéristiques du régime anglais tels qu'ils ressortent de notre étude.

1° TRAITS CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME ANGLAIS

160. — La publicité des sociétés est centralisée, les documents réunis en deux Greffes, l'un pour l'Angleterre, l'autre pour l'Écosse¹, sont mis à la disposition de toute personne qui en fait la demande. Il est possible d'en obtenir des copies. Les journaux d'annonces légales ne sont pas utilisés². Certains des documents sont conservés au siège social où ils peuvent être consultés.

La loi distingue deux catégories de sociétés pour régler l'étendue de la publicité, les sociétés publiques et les sociétés privées. Cette distinction qui correspond à une réalité économique ou tout au moins y correspondait à l'origine, s'exprime juridiquement par l'introduction de clauses particulières dans les « Articles of Association ».

La publicité est très complète, elle porte en particulier sur les pièces suivantes :

- Actes constitutifs.
- Liste des administrateurs.

1. Nous négligeons le greffe de Truro, réservé aux sociétés minières dont le siège social est situé dans les comtés de Devon ou de Cornwall.

2. Sauf cas exceptionnels relatifs à la liquidation volontaire de la Société et l'avis de réduction du capital.

— Prospectus ou déclaration en tenant lieu¹.

— Actes d'apport¹.

— Principaux contrats conclus dans les deux ans qui précèdent une émission d'actions ou d'obligations¹⁻².

— Rapport annuel comprenant entre autres : la liste des actionnaires, le bilan et ses annexes³.

— Extrait des actes constituant les « charges » sur l'actif de la société. Ces actes eux-mêmes sont mis à la disposition des actionnaires et des créanciers.

— Résolutions décidant une augmentation de capital.

— Résolutions spéciales et extraordinaires.

— Nom du liquidateur.

— Copie de l'ordonnance de liquidation.

— Copie du compte de liquidation et compte rendu des assemblées de dissolution.

Les certificats d'incorporation et d'autorisation de commencer les opérations ont force probante et couvrent les irrégularités qui ont pu se produire à la constitution de la société, bien que le Registrar ne soit pas tenu de contrôler par le détail les déclarations qui lui sont faites.

La nullité de la société pour défaut de publicité à la constitution ou omission de l'une des formalités est inconnue du droit anglais, tant que la société n'a pas son certificat d'incorporation elle n'existe pas et tant qu'elle n'a pas l'autorisation du Registrar, elle ne peut commencer valablement ses opérations, à moins qu'elle ne soit une société privée⁴.

1. Ces pièces ne sont pas publiées par les sociétés privées.

2. Ces contrats peuvent être consultés au siège social.

3. Le rapport annuel ne comporte pas le Bilan et ses annexes pour les sociétés privées.

4. Lorsque le Statutory Report n'est pas déposé au Greffe, il est théoriquement possible à un actionnaire d'obtenir la mise en liquidation de la société, mais non son annulation. De plus le Tribunal a toute latitude pour obliger simplement la société à accomplir la formalité omise.

Les formalités sont sanctionnées par des amendes sévères, supportées par la société elle-même ou par ses agents responsables. Les fondateurs, administrateurs et « l'officer who is in default » peuvent, en vertu de la « Common Law » être condamnés à des dommages intérêts dans les conditions que nous avons précisées. Leur responsabilité pénale est engagée dans certains cas.

161. — Le contrôle des comptes est organisé par l'Assemblée générale. La seule interdiction prévue par la loi est de choisir comme commissaire aux comptes un des administrateurs de la société, un de ses officers ou une personne morale.

La mission des commissaires est de contrôler les comptes et de donner leur avis sur la façon dont le bilan reflète la situation financière de la société. Ils n'ont aucune appréciation à porter sur la gestion.

Leur droit de contrôle et de vérification est permanent. Ils usent en fait de ce droit par eux-mêmes et par des employés. Pratiquement, toujours choisis parmi les membres de libres associations d'experts comptables hautement qualifiés et indépendants, ils agissent plus en experts chargés d'une mission technique, qu'en mandataires.

La meilleure pratique comptable est appliquée dans la présentation des bilans; la loi donne son appui aux commissaires aux comptes en imposant certaines règles de présentation des bilans qui visent les cas les plus délicats comme les frais de premier établissement, les rapports avec les filiales, les prêts aux administrateurs ou les modes d'évaluation du capital fixe.

La responsabilité civile des commissaires peut être engagée s'ils ne font pas preuve dans leurs vérifications et contrôles d'un soin et d'une habileté raisonnable, appréciée

en tenant compte de leur qualification technique et de la rémunération élevée qu'ils reçoivent. Leur responsabilité pénale sera mise en jeu si, en connaissance de cause, ils font dans leur rapport une fausse déclaration sur un point important.

Les administrateurs anglais considèrent en général que l'intervention de leurs « auditors » est précieuse pour leur tranquillité. Ils y voient, non une inquisition, mais la garantie que leur comptabilité est bien tenue.

2° DÉCRET RELATIF AUX FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
DES SOCIÉTÉS DU 30 OCTOBRE 1935.

162. — Le décret du 30 octobre 1935, s'applique à toutes les sociétés commerciales françaises et aux sociétés commerciales étrangères qui ont une succursale ou une agence en France, il reprend d'une part le système de publicité des actes constitutifs réglés par les articles 55 à 65 de la loi de 1867, et d'autre part, l'organisation du registre du commerce institué par la loi de 1919¹.

Il laisse de côté la publicité des émissions financières qui continue donc à être régie sans changement par la loi de 1907. Contrairement en effet au législateur anglais, le législateur français considère que la publicité des émissions financières doit faire l'objet de mesures particulières et n'entre pas dans le cadre d'une loi sur les sociétés, mais entre plutôt dans celui des lois sur l'organisation du marché financier.

Cette différence de point de vue, correspond à la différence qui existe entre les modes de constitution des sociétés en Angleterre et en France. Comme nous l'avons vu, le

1. Les articles 40, 42, 43, 44, 45, 47, 49 et 20 de la loi de 1925 sur les Sociétés à responsabilité limitée, relatifs à la publicité, sont aussi modifiés par le décret-loi qui prévoit pour ces sociétés des modalités analogues à celles que nous allons exposer.

dépôt d'un exemplaire du prospectus, ou la déclaration, en tenant lieu fait partie des formalités qui doivent obligatoirement précéder les premières opérations d'une Public Company, alors que l'insertion au *B. A. L. O.* de la notice est faite simplement « en vue de publier le titre lui-même émis par la Société en tant que valeur rendue accessible à toutes les bourses¹ », et n'a aucune influence sur la situation juridique de la Société.

La fixation de la date de mise en vigueur et des conditions d'application du décret est laissée à un décret d'administration publique qui déterminera également les mesures transitoires utiles.

Nous étudierons successivement l'organisation matérielle de la publicité, l'étendue des renseignements mis à la disposition du public, les sanctions et les mesures relatives aux sociétés étrangères.

A. — *Organisation matérielle.*

163. — Les trois procédés utilisés par les lois de 1867 et de 1919 pour porter les renseignements à la connaissance du public : dépôt de documents, inscription sur un registre, insertion d'extraits dans les journaux d'annonces légales sont conservés, seules leurs modalités d'application sont modifiées².

Le dépôt au Greffe de la justice de paix est supprimé, il suffit de rappeler qu'il existe 2.847 justices de paix en France et qu'il est maintenant possible d'échanger une correspondance entre Paris et Marseille dans la même journée pour

1. Suivant l'expression de M. le professeur J. Percerou, dans son *Traité élémentaire de Droit commercial*.

2. L'affichage d'une manière apparente dans les bureaux de la société des pièces déposées, prévu par le 3^e alinéa de l'ancien article 63, pratiquement jamais appliqué, est supprimé.

justifier une mesure que préconisait déjà la commission extra-parlementaire de 1902. Cette dernière était, il est vrai, poussée uniquement par des considérations techniques, elle avait sans doute oublié, que les 2.847 greffiers tirent un profit de ces dépôts et qu'ils peuvent à l'occasion jouer un rôle électoral important ¹.

Le dépôt au Greffe du tribunal de commerce du siège social est maintenu, les pièces seront remises en double exemplaire dans le mois de la constitution de la société. Le greffier conservera l'un, il transmettra l'autre à l'Office national de la propriété industrielle dans le mois de l'inscription au Greffe. Dans les mêmes délais, les administrateurs devront requérir l'immatriculation au registre du commerce du siège social en produisant au greffier une déclaration en triple exemplaire ², le troisième exemplaire étant destiné à l'Office national de la propriété industrielle.

Les dépôts aux greffes des tribunaux de commerce des succursales sont supprimés, mais l'immatriculation simplifiée au registre du commerce des succursales et agences est maintenue et complétée par l'indication pour les personnes qui ont le pouvoir de gérer ou d'administrer les succursales ou agences des mêmes renseignements que pour les administrateurs. Ces renseignements doivent être transmis à l'Office national de la propriété industrielle.

Un extrait de l'acte constitutif et de ses annexes ainsi que

1. Lors de la dernière discussion par la Société d'études législatives d'une proposition de loi relative à la publicité des sociétés, proposition qui prévoyait la suppression du dépôt aux greffes des justices de paix, un des membres a souligné le risque qu'il y aurait de voir échouer l'ensemble du projet de loi devant le Parlement si une pareille disposition était maintenue (*Bulletin de la Société d'études législatives*, n° 1, 1931).

2. Cette déclaration doit être obligatoirement accompagnée d'un récépissé de dépôt des actes constitutifs et d'un exemplaire enregistré du journal d'annonces légales. Il ne sera donc pas possible d'effectuer en même temps le dépôt et l'immatriculation.

de leurs modifications devra être publié dans le même délai d'un mois dans un journal d'annonces légales de chacun des arrondissements du siège social et des succursales, référence de ces insertions devra être portée au registre du commerce.

Toute personne pourra avoir communication des documents déposés au Greffe du tribunal de commerce ou à l'Office national et obtenir à ses frais, des expéditions ou des extraits de ces documents et des inscriptions au registre du commerce. Les expéditions ou extraits sont délivrés soit par le greffier, soit par le directeur de l'Office national, soit par le notaire détenteur de la minute. La société elle-même a l'obligation de délivrer à toute personne une copie certifiée des statuts mis à jour et la liste des membres du conseil d'administration et des commissaires aux comptes en exercice.

164. Centralisation de la publicité. — Le décret-loi a donc tranché par l'affirmative la question de savoir s'il convenait ou non de créer un organisme central de publicité pour les sociétés. A l'Office national de la propriété industrielle, dorénavant, les actes constitutifs de toutes les sociétés seront déposés et les principaux événements de leur vie enregistrés¹. Cependant l'organe de publication légale reste

1. Une des difficultés soulevées à propos de la création d'un Office des Sociétés était de savoir à quelle administration en serait confiée la gestion ? Le Ministère des Finances rappelait que l'Enregistrement doit contrôler les sociétés et que la loi de 1907 lui a déjà confié le soin de constater les infractions aux règles de publicité des émissions financières. Le Ministère de la Justice estimait que l'Office des Sociétés serait un outil commode pour la section financière du Parquet. Le Ministère du Commerce pensait que cet Office compléterait heureusement le registre central du Commerce ; les intéressés, nous voulons dire les représentants des grandes sociétés, qui préféreraient réduire au minimum leur contact avec l'enregistrement, qui trouvent que nous n'en sommes pas encore à créer un casier judiciaire pour chaque société et qui ont peut-être oublié l'existence d'un registre central du com-

le Greffe du tribunal de commerce du siège social et la réunion en un seul dossier pour chaque société de tous les renseignements ou documents qui la concernent n'est pas réalisée.

Le système anglais d'un dépôt unique aussi séduisant qu'il soit par sa simplicité, ne pourrait être appliqué brutalement en France où les conditions historiques et géographiques sont différentes. Pour constituer une compagnie en Angleterre, il fut toujours nécessaire de faire des démarches à Londres puisqu'à l'origine c'était la Couronne ou le Parlement qui, seuls, pouvaient donner la personnalité morale. Lorsqu'en 1834 furent instituées les premières mesures de publicité, le lieu d'enregistrement choisi fut l'Enrolment Office of the Chancery Court. Par ailleurs, Londres ou plutôt son quartier de Temple est le centre juridique de l'Angleterre, c'est là que se plaident la plupart des procès qui occupent notre Cour de Cassation, nos 28 cours d'Appel, nos 381 tribunaux civils et nos 239 tribunaux de commerce. Le maintien de cette centralisation judiciaire s'explique en partie par le fait que de Londres à Berwick (ville située à l'extrémité nord de la frontière écossaise), la distance à vol d'oiseau n'est pas beaucoup plus longue que celle de Paris à Valence et que les communications sont très rapides d'un point quelconque d'Angleterre à Londres¹.

merce, rappelaient que la Banque de France possède déjà, pour son propre usage, une documentation très complète et n'auraient pas vu d'inconvénient à ce qu'elle crée un centre public d'informations.

1. « La localisation des diverses formes de l'activité humaine est poussée beaucoup plus loin en Angleterre que partout ailleurs. Les exemples en sont nombreux et il convient d'en citer les plus typiques.

Dans la Cité, cette ville spéciale consacrée exclusivement aux affaires, nous trouvons à côté du quartier des banques et de la bourse, celui des journalistes, voisin de Fleet Street, celui des compagnies de navigation, des assurances, des importateurs, des diamantaires, etc... Chacun d'eux possède son public propre et développe une atmosphère particulière.

Plus loin, nous rencontrons les « Inns of Court », charmantes et curieuses

En France, il existe une habitude contraire dont on a bien vu la force lorsqu'il s'est agi de supprimer quelques tribunaux civils et une organisation matérielle, dont il est impossible de ne pas en tenir compte.

La plupart des auteurs de propositions de lois antérieures au décret de 30 octobre 1935 l'avaient bien compris ; il nous suffira de citer le projet de la Société d'Études législatives de 1931¹, les conclusions de M. Pinot dans son rapport à la commission officiellement réunie au Ministère du Commerce, en vue de rechercher les mesures à prendre pour la protection de l'Épargne et le projet établi par le Comité de législation commerciale du Ministère du Commerce en janvier 1931. Ces trois propositions allaient même plus loin puisque les deux premières étaient opposées à la création d'un organe central de publicité et que le troisième considérait que cette création relevait de l'organisation de la publicité des émissions financières plutôt que de celle de la publicité des sociétés².

L'évolution de la Société d'Études législatives sur ce dernier point est intéressante à noter. En 1917-1918, elle avait déjà étudié la réorganisation de la publicité des sociétés et sans

petites agglomérations où sont groupés autour d'une chapelle et d'un monumental « dining hall » les cabinets d'avocats et les bibliothèques de recherches juridiques.

En province, on peut citer Oxford et Cambridge, villes presque uniquement composées de collèges universitaires et Aldershot, immense village qui ne comporte qu'une population militaire. »

Jean Perrot, *Le Marché monétaire de Londres*, thèse Paris, 1933.

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, n° 4, 1931. Rapport de M. le professeur J. Hamel, à la commission du Registre du commerce et de la publicité des Sociétés commerciales.

2. Signalons que indépendamment de toute réforme du régime de la publicité des sociétés, des propositions de loi avaient été déposées devant le Parlement en vue d'instituer un Office central des sociétés citons : en 1913, la proposition de M. Géo Gérald, *Doc. Parl.* 2.538, Session ord. 1913 ; en 1918, celle de M. André Hesse, *Doc. Parl.* 5.081, Session ord. 1918 ; en 1933, celle de M. Pierre Mendès-France, *Doc. Parl.* 1.211, Session ord. 1933.

aboutir à la rédaction d'un projet de loi avait tout de même conclu à la nécessité de créer à Paris un Office central de toutes les sociétés commerciales. En 1931, alors que le registre du commerce avait près de douze ans d'existence, elle estima que cette création n'était pas souhaitable, et que la centralisation pourrait être plus facilement obtenue par la publication dans un bulletin annexe du *Journal Officiel* de mentions abrégées avec renvoi à un journal d'annonces légales.

Il faut tenir compte en effet qu'au 31 décembre 1933, 158.794 sociétés¹ étaient inscrites au registre du commerce. Le dépôt des actes constitutifs, et l'enregistrement à l'Office national de la propriété industrielle pour toutes ces sociétés représentent une dépense et un travail considérables, d'une utilité contestable. Les Greffes des tribunaux de commerce suffisent en effet comme centre de publicité pour la plupart des 159.000 sociétés inscrites. Presque toutes les sociétés en nom collectif, en commandite simple, à responsabilité limitée, ont une activité régionale ou même locale, il en est ainsi pour beaucoup des sociétés par actions. Pourquoi, dans ces conditions, centraliser à Paris des documents qui intéressent les seuls habitants d'un arrondissement ou d'un département, d'autant plus qu'il est facile d'obtenir par la copie des inscriptions au registre du commerce, les renseignements les plus importants à connaître. Au contraire pour les sociétés faisant appel à l'épargne publique dont l'activité intéresse tout le pays parce qu'en général ce sont des sociétés importantes et parce que leurs titres sont entre les

1. Ces 158.794 sociétés se décomposent en : 64.718 sociétés en nom collectif, 10.016 sociétés en commandite simple, 35.405 sociétés à responsabilité limitée : soit 110.139 sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions ; 42.826 sociétés en commandite par actions, 35.829 sociétés anonymes : soit 48.655 sociétés par actions.

maines de nombreux porteurs, la centralisation à Paris paraît indispensable.

Il aurait été suffisant de regrouper à l'Office national de la propriété industrielle les renseignements concernant ces sociétés dont le nombre est de trois mille environ. A chacune d'elles aurait été ouvert un dossier, mis à la disposition du public où auraient été conservés :

— Tous les documents déposés au Greffe du tribunal de commerce.

— Les déclarations au registre du commerce.

— Des pièces ou des renseignements complémentaires, tels que les bilans et les rapports des commissaires aux comptes.

165. Les sociétés faisant appel à l'épargne publique. — Ces sociétés jusqu'à présent ne constituaient pas une catégorie juridique, le décret-loi du 8 août 1935 en les astreignant à certaines règles pour le choix des commissaires, comme nous le verrons, leur a donné la vie juridique, mais il a omis de les définir.

La jurisprudence devra le faire; un premier critérium apparaît immédiatement basé sur l'application de la loi de 1907 sur les émissions financières. Toute société dont les titres auront fait l'objet d'une notice publiée au *B. A. L. O.* sera considérée comme faisant appel à l'épargne public. Il est meilleur à notre avis que celui de la cotation en bourse, car une société peut faire appel à l'épargne publique, par exemple en faisant mettre ses titres en vente par une banque sans pour cela que les titres soient cotés. Comme la cotation en bourse, il a cependant l'inconvénient de pouvoir faire dépendre la nature juridique d'une société de la décision d'une personne qui lui est étrangère (syndicat ou

banque). Il semblerait donc préférable que le législateur prenne le parti d'imiter les dispositions du *Compagnies Act*, 1929, relatives aux sociétés privées. Il n'y aurait ainsi aucune ambiguïté et les fondateurs resteraient maîtres de choisir eux-mêmes la catégorie de la société qu'ils veulent fonder.

Une société serait privée et par conséquent soumise à un régime moins strict pour la publicité et le contrôle des comptes, si dans ses statuts les trois dispositions suivantes étaient prévues :

1° Restriction du droit de transfert des actions : le transfert devrait par exemple être soumis à l'agrément du Conseil d'Administration ;

2° Limitation du nombre des membres ;

3° Interdiction d'offrir au public des actions, des obligations ou des parts de fondateur de la société¹.

Quoi qu'il en soit, la distinction des sociétés par actions en sociétés privées et en Sociétés publiques a pénétré dans le droit français. Nous croyons qu'elle pourrait avoir la plus grande utilité ; nous aurons d'ailleurs, dans les pages qui vont suivre, l'occasion de regretter maintes fois que les deux décrets du 30 octobre 1935 n'aient pas tenu compte de l'heureuse innovation apportée sur ce point par le décret du 8 août 1935. Pour abrégé dorénavant, nous désignerons « les sociétés faisant appel à l'épargne publique » par l'expression « sociétés publiques ».

1. M. Drouets dans sa *Thèse* Paris 1922, la *Compagnie privée* et la *Société à responsabilité limitée*, a envisagé l'introduction en France d'un type de société analogue aux sociétés privées anglaises. Il était opposé à l'introduction d'un tel type de sociétés comme d'ailleurs d'un type de société à responsabilité limitée suivant le projet du 16 mars 1920, tant que la réglementation des sociétés anonymes ne serait pas rendue plus rigoureuse. M. A. Percerou dans son livre déjà cité page 196, en note, préconise la création de sociétés privées et envisage même l'unification de ces sociétés privées et des sociétés à responsabilité limitée.

166. **Journaux d'annonces légales.** — Avec juste raison le décret-loi a maintenu le principe de l'insertion d'extraits dans les journaux, il est en effet commode et utile de pouvoir suivre régulièrement les créations de sociétés nouvelles, et les modifications apportées dans le fonctionnement des anciennes. La publication d'un extrait dans un journal permet de le faire facilement, encore faut-il que cette publication ne puisse avoir lieu dans des feuilles confidentielles très nombreuses¹ ou que tout au moins il existe un organe qui mentionne toutes les insertions parues avec référence au journal dans lequel elles sont publiées.

Cette nécessité est apparue dès 1882 à la commission extra-parlementaire qui fut instituée pour étudier la réforme de la loi de 1867 et dont le projet devait être présenté au Sénat en 1884 par le garde des sceaux Martin Feuillée².

Cette commission proposa la création d'un *Recueil Officiel* pour la publication des actes et délibérations des sociétés par actions dans lequel un bref résumé des extraits aurait été publié, en même temps que ces derniers l'auraient été dans un journal d'annonces légales du département. Cette suggestion fut reprise en 1902 par une nouvelle commission extra-parlementaire³ et aboutit partiellement dans la loi de finances du 30 janvier 1907, qui institua le *Bulletin des Annonces légales obligatoires* et définit la notice. Nous la retrouvons, dans le projet de la Société d'Études législatives de 1931-1932, dans celui du Comité de législation

1. En 1935 il existait à Paris 44 journaux habilités à recevoir les publications légales des sociétés, parmi eux nous relevons : le *Journal des Charbonnages*, *Vaugirard-Grenelle*, *Beaux-Arts*. Dans les départements tous les journaux sont habilités.

2. J. S. 1883, p. 277 ; voir aussi J. S. 1884 et 1885.

3. J. S. 1903, p. 173 ; voir aussi J. S. 1904.

commerciale du Ministère du Commerce en janvier 1931. M. Decugis l'a également préconisée, et en 1933, le Gouvernement l'a proposée.

En lisant dans la première rédaction de l'exposé des motifs du décret-loi : « Pour réaliser une centralisation, qui facilitera la recherche de la documentation dans les dépôts au Greffe, les publications dans les journaux d'annonces légales et les inscriptions au Registre du commerce, le *Bulletin d'Annonces légales obligatoires* annexé au *Journal Officiel* mentionnera l'accomplissement de ces formalités, avec toutes les références propres à permettre d'en retrouver les éléments¹, » nous espérions qu'elle allait enfin voir le jour. Nous fûmes malheureusement déçus car il n'est plus question du *B. A. L. O.* dans le texte même du décret. Notons cependant à la décharge des rédacteurs du décret-loi qu'ils ont prévu l'obligation de mentionner au Registre du commerce les dates de dépôt et la référence des insertions faites dans les journaux d'annonces légales, innovation grâce à laquelle il sera facile de retrouver pour chaque Société les documents et les extraits publiés; elle ne rendra pas cependant les mêmes services qu'une centralisation au *B. A. L. O.* qui permettrait de suivre au jour le jour les événements sociaux.

Nous aurions été très heureux de voir aboutir la disposition prévue par l'exposé des motifs quoi qu'une solution plus radicale nous paraisse préférable. Les insertions dans les journaux d'annonces légales du siège social et des succursales devraient être remplacées par une insertion unique au *B. A. L. O.* dont une collection complète serait mise à la

1. Cet alinéa a été supprimé par un rectificatif paru au *Journal Officiel* du 7 novembre 1935.

disposition du public dans les Greffes des tribunaux de commerce¹.

Les objections soulevées à propos de cette suggestion ne nous paraissent pas convaincantes.

Il serait, dit-on, impossible matériellement de publier dans un seul journal pour toute la France les extraits prévus ou tout au moins ce journal ne serait pas commode à consulter à cause de la taille qu'il devrait avoir. Les extraits ne sont pas très importants. Si le *B. A. L. O.* paraissait tous les jours, sauf le dimanche, il y aurait environ 40 à 50 extraits à publier par jour en nous basant sur un chiffre de constitution de sociétés commerciales de 12 à 15.000 (nombre maximum 18.577 en 1920, 10.439 en 1932). Ce n'est pas effrayant et le *B. A. L. O.* resterait un journal maniable, même en y ajoutant les mentions relatives aux modifications des statuts, aux émissions financières, etc... Il faudrait, bien entendu, prévoir une classification rationnelle des annonces suivant le type de sociétés et la nature de l'opération publiée.

D'autre part, le *B. A. L. O.* ne serait pas un journal très répandu, moins que le *Journal Officiel* et, par conséquent, les annonces publiées n'atteindraient que les spécialistes. A quoi nous répondrons que les Sociétés qui désirent atteindre le grand public continueraient à faire ce qu'elles font actuellement c'est-à-dire compléter leurs insertions dans un journal d'annonces légales par des annonces dans la grande presse. Quant aux autres, leurs annonces risqueraient moins de passer inaperçues au *B. A. L. O.* que dans un journal confidentiel choisi pour son nombre réduit de lecteurs.

1. La commission extra-parlementaire de 1902 a suggéré la première à notre connaissance, la mise à la disposition du public dans les greffes d'une collection complète du journal qui devait remplir le rôle du *B. A. L. O.*, pas encore institué à cette époque.

B. — *Étendue des renseignements mis à la disposition du public.*

167. — Le décret loi a augmenté le nombre des documents à déposer au Greffe, des informations à mentionner dans l'extrait qui doit être publié et des inscriptions au Registre du commerce.

A l'expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social qui devra indiquer la quotité dont les actions sont libérées et à la liste des souscripteurs qui devra mentionner les versements effectués par chaque souscripteur, seront joints la copie certifiée des délibérations prises par les assemblées générales statuant sur l'approbation des apports et nommant les premiers administrateurs et les premiers commissaires¹ ainsi que la copie du rapport des commissaires aux apports.

Nous relevons comme nouvelles informations à publier dans les journaux d'annonces légales la forme de la société, son objet les adresses personnelles des administrateurs, les noms, prénoms, nationalité et adresses personnelles des commissaires, le montant des apports en numéraires, la description sommaire et l'estimation des apports en nature, les dispositions des statuts relatives à la constitution de réserves extraordinaires, la création d'actions à droit de vote double, et de parts de fondateurs, le Greffe du tribunal de commerce auquel a été opéré le dépôt et la date du dépôt.

Aux anciennes mentions du Registre du commerce viendront s'ajouter :

1. Notons que le décret-loi sur la publicité des sociétés introduit une nouvelle désignation pour les commissaires, il les appelle commissaires de surveillance, alors que le décret sur les responsabilités pénales des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires les appelle commissaires tout court.

L'adresse du siège social, le montant des apports en nature et en numéraires, la création des actions à droit de vote double ou des parts de fondateur, l'adresse personnelle des administrateurs, les noms¹, nationalité et adresse personnelle des commissaires, la dissolution de la Société, les noms, prénoms et adresses de liquidateurs, la date du dépôt au Greffe de tout document, le titre et la date du journal d'annonces légales du siège social où a eu lieu la publication relative à la société.

Notons enfin que le décret-loi a prévu la radiation des sociétés liquidées par les soins du liquidateur ou d'office en vertu d'une décision du juge préposé à la surveillance des registres².

168. — Nous avons donné dans le tableau de la page 194 une comparaison entre les documents ou renseignements trouvés dans le dossier d'une société au Greffe de Londres et les documents ou inscriptions trouvés au Greffe du tribunal de commerce du siège social d'une société anonyme française.

Malgré les mesures complémentaires prises par le décret-

1. Signalons que les premiers administrateurs et les premiers commissaires seront inscrits sous leur nom seulement, la mention de leur prénom a été omise.

2. Sont soumises au dépôt et à la publication toutes les modifications aux dispositions de l'acte de société dont l'extrait, publié dans un journal, doit faire mention à l'exception des changements d'administrateurs ou de commissaires de surveillance. Il en résulte que les statuts déposés au greffe pourront ne pas être à jour, par exemple si les articles modifiés concernent l'administration de la société ou la tenue des assemblées générales, tous articles qui ne font pas l'objet d'un extrait. Pour être sûr de connaître les statuts dans leur dernier état, il faudra donc s'adresser au siège social.

Tout changement aux inscriptions devra aussi être mentionné au registre du commerce.

La rédaction nouvelle prescrivant la publication des modifications est meilleure que l'ancienne; elle se réfère en effet avec précision aux modifications survenues dans les mentions publiées, alors que précédemment toutes les modifications aux statuts étaient visées et les notaires se croyaient obligés de publier intégralement les nouveaux articles au lieu d'un simple extrait, ce qui entraînait des frais élevés pour les sociétés.

loi, nous voyons que les informations fournies au public sont moins complètes en France qu'en Angleterre. Pour les apports, un progrès a été accompli en rendant obligatoire le dépôt du rapport des commissaires aux apports, mais il n'aurait pas été inutile d'y joindre les contrats d'apport. La notice qui doit être publiée au *B. A. L. O.* en cas d'émission financière ne figure pas dans les documents à déposer, tout au moins la date de sa parution aurait-elle pu être inscrite au Registre du commerce, car elle marque un événement important dans la vie d'une société et constitue en elle-même un document intéressant à consulter.

Aucune trace ne peut être trouvée au Greffe du tribunal de commerce des assemblées générales annuelles même dans le cas des sociétés faisant appel à l'épargne publique. Lorsque nous étudierons les dispositions prises pour rendre plus efficace le droit de communication des actionnaires¹, nous examinerons s'il n'y aurait pas intérêt à compléter le décret-loi sur ce point.

Les sûretés (gages, privilèges dont l'inscription est nécessaire pour qu'ils produisent leur effet, hypothèques judiciaires ou conventionnelles) grevant les biens de la société devraient être inscrites au Registre du commerce comme le sont déjà pour les commerçants le nantissement du fonds de commerce. Les actionnaires et les créanciers devraient pouvoir consulter au siège social les contrats constituant ces sûretés. La valeur de l'actif d'une société est sensiblement diminuée si tout ou partie de cet actif a été affecté à la garantie de créances privilégiées. Il est donc normal que les actionnaires, les créanciers et les tiers qui envisagent de traiter avec la société aient le moyen d'en être avisés.

1. Voir p. 217.

DOCUMENTS
déposés
par une « Public Company »
anglaise.

DOCUMENTS
déposés au Greffe
du Tribunal de Commerce
par une Société anonyme française.

INSCRIPTIONS
au Registre du Commerce
du Siège social d'une
Société anonyme française.

Constitution.

Mémoire et Articles of Association.

Certificat de bonne exécution des formalités de constitution.

Certificat d'incorporation.

Prospectus ou déclaration en tenant lieu¹.

Déclarations d'après lesquelles le minimum de souscription a été atteint et les administrateurs ont libéré leurs actions du montant voulu¹.

Etat de souscription et de versement (contrats d'apports annexés) Statutory Report¹.

Certificat autorisant à commencer les opérations¹.

Statuts.

Expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement effectué.

Liste nominative des souscripteurs.

Délibérations de l'Assemblée générale statuant sur l'approbation des apports.

Délibérations de l'Assemblée générale nommant les premiers administrateurs et les premiers commissaires.

Rapport des commissaires aux apports.

Vie de la Société.

Rapport annuel.

Bilan et pièces annexes¹.

Changement d'adresse du siège social.

Noms, âges, nationalité, adresse, profession des administrateurs.

Résolution ordinaire décidant une augmentation du capital autorisé.

Résolutions spéciales ou extraordinaires.

Privilèges et hypothèques grevant les biens de la société.

Tous actes et délibérations modifiant la forme de la société, son objet, son siège social, le montant du capital social, la constitution de réserves extraordinaires, le droit de vote double, les parts de fondateurs, la durée de la société.

Liquidation et Dissolution.

Résolution spéciale ou extraordinaire décidant la dissolution de la Société.

Ordonnance de liquidation sur injonction du Tribunal.

Nom du liquidateur désigné par le Tribunal ou par l'Assemblée générale.

Déclaration de solvabilité.

Copie du compte de liquidation et compte rendu de l'assemblée de dissolution.

Résumé des recettes et des dépenses établi par le Receveur ou par le Manager, s'il y en a un de nommé.

Radiation du Greffe.

Tous actes et délibérations décidant la dissolution avant le terme fixé et déterminant le mode de liquidation.

Forme de la Société, dénomination, objet, siège social, capital social, montant des apports en nature, date de constitution, durée, nature de la société, droit de vote double des actions nominatives. Parts de fondateur, date du dépôt effectué au Greffe du Tribunal de commerce, titre et date du journal dans lequel a eu lieu la publication.

Changement d'adresse du siège social.

Noms, âges, nationalités et adresses personnelles des administrateurs et des commissaires.

Modifications aux inscriptions primitives.

Lieux où la société a des succursales ou des agences en France et à l'étranger.

Brevets et marques utilisés par la société.

Dissolution de la Société, noms, prénoms et adresse des liquidateurs, référence au journal dans lequel la dissolution a été publiée.

Jugements et arrêts décidant la dissolution, la nullité, la mise en liquidation ou en faillite et les jugements et arrêts s'y rattachant.

Radiation du registre.

1. Ne concernent pas les sociétés privées.

Enfin une expédition des jugements et arrêts dont mention est faite au Registre du commerce devrait être déposée au Greffe, au même titre que le sont les actes et délibérations décidant la dissolution avant le terme fixé et déterminant le mode de liquidation. En France, la liquidation judiciaire et la faillite des sociétés ne font pas l'objet d'une législation particulière comme en Angleterre, dans une réforme de la publicité des sociétés, il n'y a donc pas lieu de prévoir de publications relatives à la procédure de liquidation ou de faillites.

C. — *Sanctions.*

169. — Le comité de législation commerciale du Ministère du Commerce, a estimé après beaucoup de juristes que « l'annulation d'une société pour défaut de publicité régulière constitue un régime répressif formellement condamné par l'expérience. Il nuit aux tiers plus qu'il ne les protège et il favorise de façon certaine les procès de chantage contre les sociétés parfaitement sérieuses et honorables ». Une réforme s'imposait sur ce point. Le décret-loi l'a partiellement accompli.

L'ancien régime de la nullité pour défaut de publicité est maintenu, mais les possibilités de régularisation sont notablement étendues. L'article 8 de la loi de 1867 modifié par l'article 3 de la loi de 1893, prévoyait seulement que l'action en nullité de la société ou des actes et délibérations postérieurs à la constitution, ne serait plus recevable lorsque avant l'introduction de la demande, la cause de nullité aurait cessé d'exister. Maintenant la régularisation des formalités omises est possible jusqu'au jour où le tribunal statue sur le fond en première instance. Bien plus, il est prévu que le tribunal saisi pourra même d'office, fixer un délai pour couvrir les nullités.

Seule l'inobservation des formalités de dépôt au Greffe du tribunal de commerce du siège social ou de la publication des extraits dans un journal d'annonces légales du siège social peut être sanctionnée par la nullité de la Société, la nouvelle rédaction ne laisse aucun doute à ce sujet. La jurisprudence d'après laquelle le défaut des formalités à accomplir aux lieux des succursales et agences était un motif de nullité (Civ. 21-11-1916 D. P. 1921.1.9) ne sera par conséquent plus applicable. De même, le défaut d'enregistrement dans les trois mois de sa date du journal d'annonces légales dans lequel doit être publié un extrait des actes constitutifs, ne peut plus être un motif de nullité (Poitiers 7 mars 1910, D. P. 1911.2.286) car l'alinéa 2 de l'article 56 est supprimé.

La rédaction du cinquième alinéa de l'article 8 de la loi de 1867 était telle que la jurisprudence avait décidé que l'action en nullité d'une société anonyme pour défaut d'accomplissement des formalités légales de publicité est imprescriptible (Douai, 26-10-1911 D. P. 1915.2.80). Il est expressément prévu dans le décret-loi que les actions en nullité, sans distinction, sont prescrites par cinq ans.

Il semble donc que l'annulation abusive d'une société pour défaut d'accomplissement des formalités légales ne puisse plus se produire, mais d'autre part la crainte de la sanction est bien diminuée puisque les administrateurs des sociétés auront toujours la possibilité de régulariser la situation. Il est vrai qu'ils courront toujours le risque d'être poursuivis en dommages et intérêts lorsque l'inobservation de la loi aura causé un dommage à un tiers. Les conditions de recevabilité de l'action en responsabilité ont été mises en harmonie avec les nouvelles dispositions qui concernent l'action en nullité.

170. — Dans l'exposé des motifs, les auteurs du décret déclarent qu'ils ont préféré maintenir le principe de la nullité, plutôt que d'adopter l'inopposabilité aux tiers comme sanction du défaut d'accomplissement des formalités de publicité, parce que l'inopposabilité aux tiers constitue une sanction insuffisante dans bien des cas, où elle ne peut jouer, (par exemple, celui d'une augmentation de capital).

Cette argumentation ne nous paraît pas convaincante. Pratiquement, nous avons souligné ci-dessus que l'action en nullité telle qu'elle est maintenant organisée, ne paraît pas constituer une sanction bien efficace. Juridiquement on ne comprend pas comment une société définitivement constituée, après l'acceptation de leur fonction par les administrateurs ou commissaires, peut être annulée ensuite, pour un défaut d'accomplissement de formalités de publicité qui ne jouent aucun rôle déterminant dans la constitution. La publicité légale n'a d'autre effet que de porter officiellement à la connaissance des tiers la constitution de la société nouvelle et de leur rendre opposable toutes les dispositions des statuts, nous sommes donc de l'avis de M. le Professeur J. Hamel dans son rapport à la Société d'Études législatives¹ lorsqu'il préconise de remplacer la nullité par l'inopposabilité aux tiers et de l'étendre aux inscriptions du Registre commercial².

1. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1931, n° 1. Question 76. Commission du Registre du commerce et de la publicité des sociétés commerciales.

2. Dans la rédaction primitive de l'exposé des motifs du décret-loi, nous relevons le paragraphe suivant qui a été supprimé par la suite : « En revanche, le système de l'inopposabilité aux tiers est consacré en vue de renforcer les sanctions de la loi sur le registre du commerce qui consistent actuellement dans une simple amende. »

M. le professeur J. Hamel fait remarquer qu'il y aurait quelques exceptions à prévoir pour les inscriptions du registre du commerce concernant des faits qui font déjà l'objet d'une publicité légale sanctionnée par l'inopposabilité aux tiers ou lorsqu'en vertu de conventions internationales, leur protection doit être assurée sans aucune formalité.

171. — Le décret-loi n'a pas cru devoir instituer des amendes pour sanctionner le défaut d'accomplissement des formalités de publicité de la loi de 1867, ni aggraver celles qui ont été prévues par la loi de 1919. Nous croyons que ses auteurs auraient pu faire leur profit de la loi anglaise sur ce point et prévoir des amendes sévères qui auraient rendu plus efficaces les dispositions prises. Cette mesure aurait d'ailleurs soulevé une question délicate, celle de savoir à qui confier le soin d'appliquer les amendes au tribunal de commerce, au tribunal de simple police ou au tribunal correctionnel ?

Dans la discussion qui eut lieu à ce sujet à la Société d'Études législatives, M. le professeur J. Hamel, partisan des amendes pénales infligées par le tribunal de simple police, n'est pas arrivé à convaincre le regretté doyen Lyon-Caen qui tenait pour les amendes civiles infligées par le tribunal de commerce. Quelle que soit leur nature, les amendes donneraient à réfléchir à la plupart des administrateurs et à ce point de vue, il semble que les amendes pénales seraient les plus efficaces.

Les amendes devraient être appliquées au moins toutes les fois où les administrateurs étant appelés en justice, il est facile de constater les infractions. Cette constatation est, en effet, difficile au cours de la vie normale d'une société. Dans le système actuel du Registre du commerce, elle est confiée au juge chargé du contrôle du registre, mais pratiquement, il lui est impossible de le faire. Il faut avouer d'ailleurs que ce n'est pas son métier et qu'il aurait été préférable de donner ce soin au Parquet. Cela n'était pas possible puisqu'il s'agissait d'amendes civiles ; il eût d'ailleurs été délicat de faire contrôler un Greffe de tribunal de commerce par des magistrats qui ne lui appartiennent pas.

La situation a maintenant changé puisqu'il existera à l'avenir un Office central des sociétés. Il semble que le contrôle des sociétés inscrites à cet Office central et plus spécialement des sociétés publiques, pourrait être confié à la section financière du Parquet de la Seine qui aurait mission, soit d'appliquer les amendes correspondant aux infractions constatées, soit de signaler ces infractions au tribunal compétent.

Nous pouvons noter en faveur de l'application d'amendes pénales que le décret du 30 octobre 1935 sur les bilans et les comptes a institué de fortes amendes de 1.000 francs à 10.000 francs pour sanctionner toute violation de ses dispositions.

D. — *Publicité des Sociétés étrangères.*

172. — La loi de 1867 n'avait prévu aucun dépôt pour les Sociétés commerciales étrangères qui établissent une succursale ou une agence en France. La loi de 1919 sur le régime du commerce avait prévu l'immatriculation au registre du commerce de la succursale ou de l'agence. Le décret-loi a complété ces mesures en obligeant toute Société commerciale étrangère, avant l'ouverture d'une succursale ou d'une agence en France, à déposer au Greffe du tribunal de commerce deux copies sur timbre non enregistrées de l'acte de société, traduit s'il y a lieu en langue française, et certifiées conforme par l'autorité étrangère compétente. Le directeur de l'agence ou de la succursale qui a effectué ce dépôt doit produire en même temps au greffier une déclaration sur papier libre en triple exemplaire, identique à celle prescrite pour les sociétés françaises, à l'exception de la référence au journal d'annonces légales.

A ces mentions habituelles, le déclarant devra ajouter,

ses noms et prénoms, son adresse personnelle, sa nationalité, le mode et la date d'acquisition de celle-ci, sa nationalité d'origine, la date et le lieu de sa naissance.

Les changements et modifications aux actes constitutifs ou aux inscriptions doivent faire l'objet d'un dépôt ou d'une nouvelle inscription au registre dans les mêmes conditions que pour les sociétés françaises, à l'exception cependant de la référence au journal d'annonces légales.

L'Office national de la propriété industrielle centralisera, comme pour les sociétés françaises, les documents et les inscriptions des sociétés étrangères.

Nous approuvons ces mesures sans toutefois comprendre pourquoi les sociétés étrangères ne devront pas publier un extrait analogue à celui des sociétés françaises dans les journaux d'annonces légales. L'établissement en France de succursales de sociétés étrangères serait intéressant à suivre, et seule la publication permettrait de le faire commodément. Il y aurait donc intérêt à obliger les sociétés étrangères qui établissent une succursale ou une agence en France, à publier un extrait comme les sociétés françaises.

3° DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIANT L'ARTICLE 35
DE LA LOI DU 24 JUILLET 1867 SUR LES BILANS ET LES COMPTES

173. — Les dispositions du décret-loi que nous étudions maintenant se classent en deux catégories, relatives les unes à l'établissement du bilan annuel et du compte de profits et pertes qui l'accompagnent, les autres au droit de communication des actionnaires ¹. Elles seront applicables aux sociétés

1. Ajoutons que l'avant-dernier alinéa du nouvel article 35 rend obligatoire la convocation par lettre recommandée des propriétaires d'actions nominatives, à la condition expresse qu'ils en fassent la demande et qu'ils consentent à en supporter les frais.

par actions placées sous le régime de la loi de 1867, immédiatement pour celles constituées après la mise en vigueur du décret, dès l'ouverture du premier exercice qui commencera après le 9 novembre 1935¹ pour celles constituées avant la mise en vigueur du décret. Leurs violations sont sanctionnées par des amendes de 1.000 à 10.000 francs.

A. — *Établissement du bilan et du compte de profits et pertes.*

174. — « Le bilan et le compte de profits et pertes présentés à l'Assemblée des actionnaires doivent être établis chaque année dans la même forme que les années précédentes, et les méthodes d'évaluation des divers postes doivent être immuables, à moins que l'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des motifs exposés dans le rapport des commissaires, n'approuve expressément chacune des modifications apportées, soit au mode de présentation des chiffres, soit aux méthodes d'évaluation. »

Ce texte est parfaitement clair. La règle d'uniformité dans la présentation et les évaluations d'une année à l'autre est une règle que respectent toutes les sociétés sérieuses et qui avaient été inscrites dans de nombreux projets de lois². Comme l'indique l'exposé des motifs, cette règle de permanence ne doit pas être d'une rigueur absolue et il fut opportun d'autoriser l'Assemblée générale à modifier la présentation ou les modes d'évaluation sur le rapport des commissaires.

1. Cette date est celle à partir de laquelle deviendront applicables les mesures générales relatives aux commissaires aux comptes prévues par le décret-loi du 8 août 1935.

2. Citons entre autres la proposition Lesaché, votée par le Sénat le 22 juin 1934. Projet Pernot, Doc. Parl. 4.503 (session ord. 1933). Proposition Chastanet, Doc. Parl. n° 952 (session extraord. 1928). Projet Daladier, Doc. Parl. n° 2.416 (session extraord. 1933), etc.

175. La réglementation des bilans. — Le décret du 30 octobre est présenté comme un complément au décret du 8 août, destiné à rendre plus facile et plus effectif le contrôle des commissaires ; ses auteurs semblent avoir compris qu'une amélioration sensible dans l'établissement et la présentation des bilans résultera plus sûrement de l'application des règles traditionnelles de la meilleure pratique comptable par des commissaires compétents et indépendants que d'une réglementation précise des bilans ¹.

La réglementation des bilans a fait l'objet d'innombrables discussions et de nombreux projets de lois ont été déposés. Comme dans toutes les discussions théoriques sur les sujets très vastes et mal définis l'accord n'a pas pu se réaliser. La lecture du rapport présenté à Strasbourg le 27 juin 1927 par M^e A. Jard et M. G. Bedenne est concluante à cet égard. On y trouve un résumé des opinions des auteurs français sur la réglementation des bilans depuis 1901, résumé qui met en évidence les opinions les plus opposées, contradictions dont les rapporteurs ont bien compris le motif profond lorsqu'ils déclarent que « la réglementation légale des bilans est

1. « L'institution des Chartered Accountants et l'usage universellement adopté en Grande-Bretagne de s'adresser à eux pour la vérification des bilans a créé, dans le mode d'établissement des comptes, une uniformité qui peut rendre superflue l'intervention du législateur. Le système de la liberté a donné en Angleterre de fort bons résultats. Mais cela tient surtout à la solide organisation du corps des Chartered Accountants et aux garanties sérieuses qu'offre au public leur intervention comme « auditors ».

M. Gustave Doyen, *Gazette des Sociétés et du Droit financier*, 1917.

Nous citerons dans le même sens l'aveu autorisé de M. Gabriel Faure qui déclarait à une réunion d'experts comptables de Paris, le 9 novembre 1921, présidée par M. Fleury-Ravarin :

« Je ne serai contredit par personne en avançant que beaucoup de bilans actuels présentent à cet égard, une supériorité notable sur ceux qu'on rencontrait généralement il y a vingt ans. C'est que le public commence à prendre l'habitude de faire plus souvent appel au concours des professionnels de la comptabilité ! » La législation fiscale n'a pas été étrangère à cet appel plus fréquent des commerçants à des comptables qualifiés.

impossible immédiatement ». C'est vouloir en effet mettre la charrue avant les bœufs que de prétendre réglementer les bilans alors que de l'avis des experts-comptables, les plus éminents, la comptabilité en est encore au stade d'une science qui constitue son vocabulaire, et qu'un terme aussi simple que le mot « Caisse » par exemple n'a pas un sens exactement défini¹.

En Allemagne cependant, l'Ordonnance du 19 septembre 1931 a tenté de le faire et cet exemple pourrait être considéré comme un encouragement par les partisans de la réglementation. Au contraire, déclare M. Pierre Baudoin Bugnet², « les textes examinés constituent un argument saisissant pour tous ceux qui, dans les diverses nations, sont hostiles à une réglementation trop stricte des bilans. L'exemple allemand à cet égard est presque négatif car les règles à peine posées se diminuent aussitôt de quelques restrictions. Ainsi tout en rendant un légitime hommage à l'activité de tous ceux qui, à un titre quelconque, ont voulu mettre sur pied une réforme substantielle, nous concluons que celle-ci n'aurait qu'une portée limitée si, par ailleurs, elle ne devait être mise en œuvre par des hommes de grande valeur. »

Sans vouloir entrer dans le vif du débat nous rappellerons cependant un argument contre la réglementation des bilans que nous avons eu l'occasion de relever dans les discussions qui ont eu lieu en Angleterre sur ce sujet.

La réglementation aurait pour effet, dans une certaine

1. Voir *La Terminologie Comptable*, conférence faite à la Compagnie des chefs de comptabilité par Pierre Garnier, publiée par « Le chef de comptabilité ». Il est vrai que si les Chambres avaient voté la proposition de loi déposée par M. Fleury-Ravarin le 22 avril 1921 devant la Chambre des Députés (Doc. Parl. n° 2.600, session ord. 1921), cette situation intolérable n'existerait plus puisqu'en vertu de l'art. 6 de la proposition, les rubriques imprécises étaient interdites dans la rédaction des bilans.

2. Pierre Baudouin Bugnet. *Le contrôle des sociétés et la protection de l'épargne en Allemagne*.

mesure, de diminuer la responsabilité des administrateurs et des commissaires¹, et leur permettrait dans les cas difficiles de se retrancher derrière une disposition légale qu'ils appliqueraient sans risque, dans sa lettre et non dans son esprit. Comme toute réglementation trop précise, celle des bilans crée une fraude qui est d'autant plus dangereuse que la loi donne une apparence trompeuse de sécurité. Nous avons vu par les exemples de présentation de bilans conformes aux règles édictées par le Companies Act, 1929, comment les mesures les plus simples et les plus claires *a priori* peuvent être tournées dans leur esprit (voir par exemple, page 99, les règles de présentation de l'actif ou celles relatives aux appointements et aux rémunérations des administrateurs, page 102).

176. — Existe-t-il cependant certaines règles particulières qui auraient pu sans inconvénient être adoptées parce qu'elles auraient fourni des armes aux commissaires, dans leurs discussions avec le Conseil d'administration, pour obtenir l'application de la meilleure pratique comptable ? Nous appuyant sur l'examen que nous avons fait du Companies Act, 1929, nous croyons que oui et nous nous proposons d'examiner rapidement les mesures complémentaires qui à notre avis s'imposent. Suivant l'ordre préconisé par

1. La Société d'Études législatives a discuté en 1918 la question de la réglementation des bilans (*Bulletin de la Société d'Études législatives* 1918, page 101). Au cours de cette discussion, M. Doyen partisan de la réglementation a rappelé que M. Neymarck y était opposé, parce que cette réglementation risquait d'écarter les personnes sérieuses des postes d'administrateurs, et a répondu à cet argument en expliquant qu'à son avis la réglementation des bilans rendrait moins lourde la responsabilité des administrateurs, que ces derniers sauraient comment ils doivent faire un bilan, et que pour se mettre à l'abri de tout, il suffirait qu'ils suivent les règles édictées par le législateur. Nous partageons l'avis de M. Doyen, mais comme les Anglais, nous en tirons argument contre sa thèse.

M. le professeur J. Hamel¹, nous étudierons successivement :

- Les évaluations ;
- L'articulation des postes du bilan ;
- Les renseignements complémentaires qui doivent figurer au bilan.

177. Règles d'évaluation. — La loi anglaise oblige simplement les administrateurs à indiquer le mode d'évaluation du capital fixe, mais elle ne pose elle-même aucune règle générale. C'est la bonne méthode, qui devrait être étendue à tous les postes de l'actif, comme le fait la société dont nous avons cité le bilan (page 110). Il suffit de lire la proposition de M. Fleury-Ravarin le rapport de la Commission du Commerce et de l'Industrie, sur les propositions Chastenet et Daladier et sur le projet Tardieu, et l'avis de la Commission de législation civile et criminelle pour apprécier la sagesse du législateur anglais de ne pas avoir été plus loin et de ne pas avoir précisé les modes d'évaluation eux-mêmes.

178. Règles de présentation. — L'obligation d'indiquer le mode d'évaluation de chaque poste entraîne comme conséquence l'obligation de faire apparaître les diverses parties de l'actif qui ont des modes d'évaluation différents sous des rubriques distinctes qui d'ailleurs ne sont pas forcément chiffrées ; elle n'est pas suffisante. Il faudrait de plus prévoir qu'un libellé explicite et chiffré devrait mettre en évidence la nature générale des postes de l'actif et du passif, en distinguant pour l'actif les valeurs disponibles, les valeurs réalisables et les immobilisations, pour le passif, les dettes

1. M. le professeur J. Hamel, la Réglementation du bilan dans les Sociétés par actions. *Annales de Droit commercial*, 1931, p. 283 et 1932, p. 5.

qui jouissent de garanties contractuelles, de celles qui n'en jouissent pas, et en spécifiant les garanties accordées¹.

179. Renseignements complémentaires. — Nous ne serions pas d'avis d'aller plus loin dans la réglementation du bilan lui-même. Nous ne considérons pas que l'obligation d'énoncer explicitement comme le fait le Companies Act, 1929, les dépenses de constitution de la compagnie, les frais d'émission des actions ou des obligations, les commissions ou les escomptes accordés à l'occasion de ces émissions, les brevets, marques et fonds de commerce, ajoute beaucoup à l'obligation plus générale que nous avons énoncée ci-dessus. Si nous nous engageons dans cette voie pourquoi ne pas pré-

1. A l'appui de cette proposition, nous pouvons citer le texte qui avait été soumis par M. Doyen à la Société d'Etudes législatives en 1918 et approuvé par elle, tout en ne le suivant pas lorsqu'il prescrit des règles d'évaluation.

« Il y a lieu d'appliquer à la confection des bilans les règles suivantes :

L'actif comprend sous des rubriques distinctes :

a) les valeurs disponibles ;

b) les valeurs réalisables ;

c) les immobilisations.

Les valeurs disponibles se composent des espèces en caisse et en banque, elles figurent au bilan pour leur montant nominal ; les comptes en monnaie étrangère pour leur valeur au cours du change lors de l'inventaire.

Parmi les valeurs réalisables, les matières premières, les marchandises et les titres en portefeuille sont portés au bilan pour un montant qui, en aucun cas, ne peut être supérieur au prix coûtant. En cas de moins value constatée par rapport au prix, les chapitres de l'actif sont dépréciés d'une somme égale à la moins value. Si lors d'un inventaire ultérieur, un relèvement des cours s'est produit, les valeurs réalisables pourront être ramenées au prix coûtant initial, sans jamais le dépasser. Les créances et les effets à recevoir sont inscrits à l'actif pour leur valeur de recouvrement probable.

Les éléments de l'actif immobilisé sont amortis chaque année suivant un taux mentionné dans le bilan. Le bilan fait ressortir explicitement le coût primitif des valeurs amorties et les dépréciations dont elles ont été l'objet en distinguant parmi ces dépréciations celles qui incombent à l'exercice qui vient de finir. Le passif du bilan comprend le capital social, la réserve légale, les réserves diverses, les dettes hypothécaires ou chirographaires, de la société envers les tiers. En cas d'hypothèques ou de nantissement, il devra être fait mention spéciale au bilan des biens hypothéqués ou donnés en gage.

Le compte de profits et pertes fera ressortir explicitement le chiffre d'affaires, le bénéfice brut de l'exploitation et les charges diverses déduites du bénéfice brut pour obtenir le bénéfice net ».

voir le cas de beaucoup d'autres dépenses de même nature, par exemple, frais de lancement ou frais d'études d'un produit nouveau, dont il est normal de répartir la charge sur plusieurs exercices comme on le fait pour les dépenses de constitution ou les frais d'émission. Les relations avec les filiales, la rémunération des administrateurs, les prêts qui sont consentis aux administrateurs méritent au contraire un examen particulier. Ces questions ont préoccupé à juste titre les réformateurs de la loi de 1867 qui considèrent les opérations entre sociétés mères et sociétés filiales ou entre les sociétés et leurs administrateurs et les prélèvements exagérés des administrateurs sur les bénéfices des sociétés comme des abus intolérables qu'il faut supprimer ou tout au moins dont il faut atténuer les conséquences. A propos de l'étude des modifications apportées au droit de communication des actionnaires que nous allons maintenant entreprendre, nous en dirons quelques mots.

B. — *Droit de communication des actionnaires.*

180. — En vertu de l'ancien article 35, tout actionnaire pouvait exiger quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, communication de l'inventaire, de la liste des actionnaires, du bilan et du rapport des commissaires.

A cette énonciation, le décret-loi retranche le rapport des commissaires, mais ajoute le compte de profits et pertes et plus généralement tous les documents qui, d'après la loi, doivent être présentés à l'Assemblée générale ; en définitive, seront communiqués aux actionnaires, l'inventaire, la liste des actionnaires, le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport du Conseil d'administration et les rapports des commissaires sur l'exécution de leur mandat, sur les opéra-

tions prévues à l'article 40 de la loi de 1867¹ et s'il y a lieu sur les modifications apportées à la présentation du bilan ou aux modes d'évaluation. Il ne prévoit pas que les actionnaires puissent en obtenir une copie avant l'Assemblée générale, mais il leur donne le droit à toute époque de prendre par eux-mêmes ou par un mandataire, communication ou copie de tous les documents qui ont été soumis aux Assemblées générales durant les trois dernières années et des procès-verbaux de ces assemblées.

La liste des actionnaires n'a jamais figuré parmi les pièces à présenter à l'Assemblée générale, l'inventaire au contraire était prévue expressément par une phrase de l'article 34. Comme cette dernière a été supprimée dans la nouvelle rédaction, il semble que l'inventaire n'aura plus à être présenté à l'Assemblée générale et que les actionnaires ne pourront exiger, ni, en dehors de l'époque qui précède l'Assemblée générale, communication de la liste des actionnaires ou de l'inventaire, ni, à aucun moment, copie de ces documents.

181. — Le décret-loi n'a pas tranché expressément la controverse qui s'était élevée entre les auteurs sur la question de savoir si le droit de communication implique pour l'actionnaire le droit de prendre copie, ou de prendre des notes, où s'il se réduit à celui de consulter les documents mis à sa disposition. Cependant la nouvelle rédaction vient à l'appui de l'opinion émise par M. le professeur J. Percerou², d'après laquelle le droit de communication ne comporte ni le

1. Le rapport du conseil d'administration est rendu obligatoire par le décret du 8 août 1935 ainsi que le rapport des commissaires sur les opérations prévues à l'art. 40.

2. Du droit de communication J. S. 1908. Cette opinion fut confirmée par deux jugements du tribunal de la Seine (jugements du 26 février 1923, Banque industrielle de Chine, et du 19 juin 1923, Bouzon — Union parisienne).

droit de prendre copie ni celui de prendre des notes. En effet, l'ancien article 35 opposait le droit de communication à celui de se faire délivrer copie et l'on pouvait avec quelque raison distinguer le droit de prendre copie par soi-même et celui de se faire délivrer copie ; maintenant au contraire dans l'alinéa 3, il est dit que « tout actionnaire peut prendre connaissance ou copie par lui-même ou par un mandataire des documents qui ont été soumis aux Assemblées générales » et « prendre communication de la liste des actionnaires ». Toutefois, nous regrettons que les rédacteurs du décret aient jugé préférable d'employer trois expressions différentes pour exprimer la même idée, à l'alinéa 2 « tenir à la disposition », au début de l'alinéa 3 « prendre connaissance » et à la fin de l'alinéa 3 « prendre communication », au lieu de la seule expression « prendre communication » et nous espérons que les tribunaux n'y trouveront pas matière à de subtiles distinctions.

182. — Le contenu de la liste des actionnaires n'a pas été précisé, il suffira donc, comme par le passé, d'indiquer les noms et prénoms des actionnaires. D'autre part, elle n'est pas forcément complète, car légalement elle peut être arrêtée au plus tard le seizième jour avant l'assemblée, alors que dans la pratique courante les actionnaires peuvent déposer leurs titres au plus tard le sixième ou le onzième jour¹. Dans ces conditions, nous estimons que sa communication telle qu'elle est organisée ne présente pas un grand intérêt.

Il est indispensable cependant que la répartition des actions et les porteurs de ces actions puissent être connus au moins par les actionnaires avant la tenue de l'Assemblée générale.

1. Notons cependant que le nouveau régime fiscal, dont bénéficient les titres nominatifs, et le droit de vote double, qui peut leur être accordé sous certaines conditions, contribueront certainement à rendre plus nombreux ce genre de titres et par suite à rendre la liste des actionnaires plus complète.

Nous avons vu que toutes les sociétés anglaises ont l'obligation chaque année de déposer au Greffe des Sociétés la liste de leurs actionnaires et de mettre à la disposition du public au siège social un registre des membres. Le dépôt de la liste des membres nous paraît inutile, pour les sociétés importantes, elle encombre les dossiers du Greffe et les rend peu maniables, mais nous serions partisans d'introduire en France l'obligation pour les sociétés de tenir un registre des membres, analogue au registre anglais, ce que, pratiquement d'ailleurs, elles font déjà.

A l'occasion de chaque Assemblée générale, à la date du jour de clôture du registre, une liste des propriétaires de titres nominatifs ou de titres au porteur déposés serait dressée, elle indiquerait les noms, prénoms et adresses de ces actionnaires, et le nombre de titres qu'ils possèdent. Cette liste servirait de feuille de présence et serait annexée au registre des membres. Tout actionnaire pourrait, à toute époque, obtenir communication et copie du registre et de la feuille de présence ; dans le cas des sociétés faisant appel à l'épargne publique, ce double droit serait accordé à tout requérant.

En Angteterre, pour une raison historique et traditionnelle que nous avons eu l'occasion d'indiquer, cette distinction n'est pas faite. Nous croyons cependant qu'elle est justifiée et qu'elle devrait même s'appliquer à la feuille de présence contrairement aux dispositions de l'article 28 de la loi de 1867. Il est normal, en effet, que des personnes qui associent leurs capitaux se connaissent entre elles, mais nous ne voyons pas pourquoi elles seraient obligées de révéler aux tiers leur identité, sauf cependant lorsque leur société fait appel à l'épargne publique et que, par suite, chacun peut devenir du jour au lendemain actionnaire et désirer savoir auparavant quels seront ses coassociés.

183. — Les actionnaires doivent avoir communication de l'inventaire. D'après l'expression même de l'ancien article 35 « le bilan résumant l'inventaire », il semble que la décision du tribunal de commerce de la Seine en date du 8 juillet 1921 (*Gazette du Palais*, 1922-1-61) décidant que « si, par inventaire, la loi ne désigne pas un acte spécial d'une forme sacramentelle et déterminée, il est constant que ce document doit être le relevé exact, complet, sans lacune, ni omission, le dénombrement détaillé de toutes les dettes et créances de la société avec les noms des débiteurs et des créanciers », interprète correctement la volonté du législateur de 1867 ou tout au moins le texte dont il est l'auteur. Pratiquement cette solution se heurte à de sérieuses objections, car il peut être dangereux de confier ainsi à n'importe quel actionnaire le détail de tous les éléments de l'actif ou du passif. Ajoutons que dans beaucoup de cas l'actionnaire curieux risquerait d'être submergé sous la masse de documents que l'on serait obligé de lui présenter et qu'il aurait quelques difficultés à en tirer les renseignements qu'il peut normalement désirer connaître. C'est pourquoi d'ailleurs il a été jugé que la communication de la balance d'inventaire était suffisante (Tribunal de commerce de Rouen, *Gazette des Sociétés*, 1922, p. 120). Nous tombons alors dans l'arbitraire et les sociétés ne manqueront pas de regrouper sous une rubrique générale les postes dont le détail pourrait appeler des observations de la part des actionnaires.

Nous sommes d'avis qu'il faut supprimer la communication de l'inventaire dont l'examen doit être réservé aux commissaires des comptes, et la remplacer par l'obligation de mettre en évidence au bilan ou dans des annexes certains renseignements auxquels nous avons fait allusion à propos de la réglementation des bilans et qui se réfèrent à des opé-

rations particulièrement dangereuses pour les actionnaires.

Nous allons brièvement les passer en revue, mais nous noterons auparavant que d'après la rédaction primitive de l'exposé des motifs et conformément d'ailleurs à des propositions de lois antérieures¹ il avait été question de contraindre les administrateurs à indiquer, tout au moins en annexes au bilan, les engagements tels que cautionnements, avals, garanties, assumés par la société. Cette suggestion ne fut pas reprise dans le décret. Excellente dans son principe, elle suscite en effet des difficultés d'application parce que les mots employés, cautionnements, avals, garanties, ne correspondent pas à des notions très précises ; il semble qu'il soit préférable de laisser sur ce point une certaine latitude d'appréciation au conseil et aux commissaires des comptes.

184. Prêts aux administrateurs. — Sans aller jusqu'à interdire, comme le faisait le projet Pernot, aux administrateurs d'emprunter directement ou par personne interposée, aucune somme à la société ou de faire garantir par elle des engagements personnels², nous pensons qu'il serait bon, comme le fait la loi anglaise, de prescrire l'inscription sous une rubrique distincte du total des prêts consentis par la société à ses administrateurs ou des garanties accordées en

1. Proposition Lesaché. Projet Pernot. Projet Daladier.

2. M. A. Percerou dans son ouvrage déjà cité p. 499, fait la remarque suivante à ce sujet. « Cette interdiction de principe devrait nécessairement céder lorsque les avances et ouvertures de crédit aux particuliers rentrent dans les opératoires normales de la société. Or, une interdiction ainsi limitée ne changerait que peu de choses à l'état actuel du droit : dès à présent en effet, il est certainement illicite pour une société de consentir des avances à ses administrateurs si l'ouverture de crédits aux particuliers ne rentre pas dans son objet social ; les administrateurs ou directeurs généraux qui auraient consenti à de semblables opérations ou qui, les ayant connues, ne se seraient point opposés à leur accomplissement, seraient donc responsables envers les actionnaires et les tiers du dommage qui résulterait pour eux de semblables opérations. »

leur faveur. Nous ne mentionnons pas les prêts aux employés, car le Conseil en a la responsabilité vis-à-vis des actionnaires s'ils deviennent trop importants et, en les consentant, ils n'utilisent pas, pour leur usage personnel, les fonds dont ils ont la gérance. L'opération est par conséquent d'une toute autre nature.

185. Rémunération des Administrateurs. — Le total des rémunérations, émoluments, frais de représentation, etc., versés aux administrateurs, devrait faire l'objet d'un poste séparé au débit du compte de profits et pertes. Il nous paraît juste en effet que l'assemblée des actionnaires connaisse la portion des bénéfices bruts que le Conseil, pour une part conformément aux résolutions des actionnaires, mais aussi pour une autre part de son propre chef, décide d'affecter à sa rémunération. Nous avons vu que la restriction relative aux appointements remis à un administrateur au titre de l'emploi salarié qu'il occupe dans la société enlève tout intérêt à la déclaration prévue par le Companies Act, 1929, c'est pourquoi nous n'en avons pas fait mention. Nous n'adoptons pas non plus la prescription d'après laquelle les rémunérations versées par les sociétés filiales doivent s'ajouter à celles versées par la société, car nous proposons un peu plus loin que les bilans et le compte profits et pertes des filiales soient communiqués aux actionnaires en même temps que le bilan, le total des rémunérations apparaîtra donc facilement par un simple rapprochement des divers comptes de profits et pertes. Cette solution nous paraît meilleure car elle met en évidence pour chaque société la charge que représente la rémunération du Conseil.

186. Groupements de Sociétés. — Les opérations entre

sociétés mères et sociétés filiales ne sont qu'une des manifestations d'un phénomène beaucoup plus important : la constitution de sociétés de sociétés¹.

La possibilité pour quelques hommes de dominer plusieurs sociétés dont ils ne possèdent qu'une part infime du capital, et dont ils jouent pour leur plus grand avantage ou pour celui de l'une des sociétés, est une des causes les plus graves du désordre capitaliste actuel, probablement celle qui entraînera sa chute, ou tout au moins sa transformation profonde ; M. le Professeur J. Hamel² estime que le législateur ne peut pas prendre de mesures efficaces pour empêcher ces opérations. M. A. Percerou³ propose des interdictions extrêmement sévères qui mettent en cause directement le jeu des principes fondamentaux du droit des sociétés, mais il pense que des règles de publicité seraient d'une application extrêmement difficile et d'une efficacité douteuse. Sans nous faire beaucoup d'illusions sur les résultats que produirait une telle mesure, nous croyons cependant qu'il serait possible et utile d'exiger l'inscription détaillée en annexe au bilan de toutes les valeurs en portefeuille avec l'indication du nombre des titres, de leur valeur nominale, de leur valeur d'inventaire, et du capital social correspondant s'il s'agit d'actions⁴, mesure qui permettrait aux actionnaires d'avoir tout au moins un aperçu des constructions pyramidales dans lesquelles les conseils se lancent quelquefois⁵. Au crédit du

1. Suivant l'expression de M. Gegout dans son livre *Filiales et groupements de sociétés*, Thèse, Paris 1919.

2. Article précédemment cité, *Annales de droit commercial*, 1931-1932.

3. *Op. cit.* pages 528 et suivantes.

4. Remarquons qu'une certaine indétermination sur l'influence réelle de la société, subsistera, car il pourra exister des titres nominatifs affectés d'un droit de vote double, ce qui modifierait le rapport du nombre des voix.

5. Voir le projet Pernot qui prévoit une mesure analogue pour les participations dans les sociétés dont la société envisagée possède 10 p. 100 du capital ou dans lesquelles elle a engagé plus de 5 p. 100 de son propre

compte de profits et pertes, les revenus du portefeuille devraient obligatoirement être l'objet d'un poste spécial, ce qui, d'ailleurs, est une pratique habituelle.

187. **Sociétés filiales.** — Parmi ces groupements de sociétés, il en est qui n'offrent pas ce caractère de haute spéculation financière mais qui correspondent plutôt à un moyen pratique d'organisation d'une entreprise. C'est le cas d'une société qui constitue des sociétés annexes pour la fabrication d'un produit demi-fini qu'elle utilise en abondance, pour la vente en France ou à l'étranger, etc., ou qui, en vue de l'un de ces objets, prend le contrôle à peu près complet d'une société déjà existante. On se trouve alors en face de véritables filiales qui tombent dans la définition proposée par le Companies Act, 1929, pour les « subsidiary companies ».

L'existence de ses filiales qui est parfaitement normale et le plus souvent ne prête pas aux abus que nous signalions ci-dessus, peut entraîner des erreurs dans l'interprétation du bilan, si les comptes par lesquels elles se manifestent ne font pas l'objet d'un traitement spécial. En effet, lorsqu'une société possède la presque totalité du capital d'une autre société, ce ne sont plus des titres qu'elle possède mais des marchandises, des créances, des clients, en un mot tous les éléments d'actif d'une entreprise diminués du passif. Pour donner une idée exacte de la situation de la société mère, il faudrait répartir l'actif et le passif des filiales entre les différents postes correspondants de l'actif et du passif de la société mère, faire ce que les Anglais appellent un « Amalgamated ou un Consolidated Balance Sheet ».

capital social et de ses réserves. M. Lesaché en s'inspirant des dispositions de la loi belge, réclamait la publication du portefeuille des sociétés, il n'a pu obtenir complète satisfaction.

Cette pratique est habituelle en Angleterre et surtout aux États-Unis, où le New York Stock Exchange et le Federal Reserve Board, pour l'escompte des « Bills », exigent la présentation du bilan de la holding et d'un consolidated balance sheet de toute l'organisation. Elle est susceptible de rendre de grands services, mais elle est d'une application délicate. Elle exige tout d'abord que tous les bilans soient établis à la même date et suivant des méthodes identiques ou tout au moins comparables¹. Il faut se méfier de certaines erreurs d'interprétation. Par exemple lorsque la holding possède 60 p. 100 du capital de la filiale, il n'est pas rigoureux de dire que la holding possède 60 p. 100 du montant de l'encaisse et d'en tirer des conclusions sur la liquidité du groupe. Des compensations entre comptes de même nature, qui se révèlent débiteurs dans certaines sociétés et créditeurs dans d'autres peuvent entraîner des conclusions fausses. Un consolidated balance sheet correctement établi doit faire apparaître séparément les pertes et les profits et non leurs soldes.

Nous croyons donc que l'introduction de consolidated balance sheet devrait être faite avec beaucoup de prudence², mais nous pensons qu'il serait utile de compléter immédiatement la loi française par les dispositions suivantes :

— Introduire une définition des sociétés filiales qui serait analogue à celle du Companies Act, 1929³ ;

1. L'organisation des firmes anglaises d'accoutants qui possèdent des succursales dans le monde entier, permet à une société dont les filiales sont réparties dans divers pays, de faire établir et contrôler les bilans de ces dernières suivant une méthode uniforme.

2. Voir, dans *Holding Companies and their Published Accounts*, par sir Gilbert Garnsey, chez Gee and Co (Publishers) Limited, Londres, les avantages et les inconvénients que présentent les Consolidated Balance Sheets.

3. Signalons qu'au point de vue fiscal une définition a été donnée par le règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 37 de la loi du 28 février 1933 (taxe sur le chiffre d'affaires) ; définition moins précise que celle de la loi anglaise, mais qui s'en rapproche beaucoup.

Art. 2. — Est considérée comme placée sous la dépendance d'une autre

— Rendre obligatoire la création au bilan de postes séparés pour les dettes, les créances, les actions des filiales, et au compte de profits et pertes d'une rubrique spéciale : répartitions des filiales à la société mère ;

— Communication aux actionnaires dans les mêmes conditions que le bilan de la société des bilans, comptes de profits et pertes et rapports des commissaires des comptes de toutes les filiales, qui remplacerait avantageusement le rapport sur les filiales prévu par le Companies Act, 1929, dont les énonciations globales n'ont pas grande portée.

C. — Dépôt du bilan et de ses annexes au Greffe.

188. — Le dépôt annuel du bilan et de ses annexes en un lieu où toute personne puisse les consulter et en obtenir des copies a toujours soulevé des protestations. M. Decugis dans son projet de réorganisation de la publicité des sociétés l'avait prévu, mais ni le projet Daladier, ni la proposition Lesaché, n'en parlaient. Là encore, nous pensons que la discrimination faite entre les sociétés publiques et les sociétés privées permettrait de trouver une solution. Pour ces dernières sociétés qui souvent ont un champ d'activité moindre

société ou effectivement dirigée par elle, toute société dans laquelle la société dirigeante possède, directement ou par personnes interposées, soit la majeure partie du capital, soit la majorité absolue des suffrages susceptibles de s'exprimer dans les assemblées d'associés ou d'actionnaires, ou exerce des fonctions comportant le pouvoir de décision.

Il en est de même d'une société dans laquelle une autre société à raison du pouvoir qui lui appartient directement ou indirectement, de nommer la majorité des administrateurs de la première, et à raison de la fraction du capital de celle-ci qu'elle détient directement ou par personne interposée, possède, en fait, le pouvoir de décision tant dans la direction que dans les réunions ou assemblées d'actionnaires de ladite société.

Art. 3. — Sont réputées personnes interposées, au sens de l'article précédent : les gérants et les administrateurs de la société dirigeante, les directeurs et employés salariés, ainsi que les père et mère, les enfants et descendants. le conjoint des gérants, des administrateurs et des directeurs, et les filiales de la société.

et qui ont conservé en général un caractère personnel et humain plus marqué, la publication du bilan s'impose moins que pour les premières. Les actions changent rarement de mains, les actionnaires ont des rapports directs avec les administrateurs et lorsqu'un nouveau membre est admis il devient actionnaire en connaissance de cause. Quant aux créanciers qui étudient en détail le montant des crédits qu'ils peuvent consentir, même lorsqu'ils se sont procurés un bilan, ils tiennent compte avant tout du degré de confiance qu'ils ont dans les dirigeants.

Pour les sociétés faisant appel à l'épargne publique, la situation est toute autre et il paraît indispensable de mettre à la disposition de toutes les personnes susceptibles de devenir un jour ou l'autre acquéreurs d'actions, d'obligations ou de parts de fondateurs de la société, une série complète de bilans. Pratiquement d'ailleurs la plupart de ces sociétés, dans l'intérêt même de leur crédit, ont le soin de publier dans les journaux financiers des comptes rendus détaillés de leurs assemblées générales. Le dépôt obligatoire du bilan, du compte de profits et pertes, du rapport du conseil d'administration et des rapports des commissaires, serait donc plutôt une facilité accordée au public qu'une obligation nouvelle. Il n'en serait pas de même pour les bilans des sociétés filiales et leurs annexes et pour la liste du portefeuille mais la gravité des abus que nous avons signalés est telle qu'il conviendrait de passer outre aux objections qu'une disposition de cette nature pourrait soulever.

Matériellement la solution adoptée par le décret du 30 octobre 1935 pour le dépôt des pièces ne s'adapterait pas commodément à des dépôts répétés et réguliers comme ceux que nous envisageons en ce moment; le système anglais du dossier individuel serait bien préférable. Ce

dossier pourrait être constitué seulement à l'Office national de la propriété industrielle auquel le Greffe du tribunal de commerce transmettrait l'unique exemplaire qui lui serait remis. A défaut de dossier, il faudrait mentionner tout au moins au registre central la date du dépôt pour faciliter les recherches.

4^e DÉCRET DU 8 AOÛT 1935 MODIFIANT LA LOI DU 24 JUILLET 1867
SUR LES SOCIÉTÉS EN CE QUI CONCERNE LE CHOIX ET LES
ATTRIBUTIONS DES COMMISSAIRES.

A. — *La mission des commissaires avant le décret-loi
du 8 août 1935.*

189. — La portée des anciens articles 32 et 33 de la loi de 1867¹ qui déterminaient la mission des commissaires aux comptes a été expressément définie par M. Mathieu, rapporteur de la loi devant le Corps législatif. A la question de M. Josseau :

« Je demande si ce rapport, dans la pensée de la commission devra porter seulement sur la situation, le bilan et les comptes, ou si, au contraire, il ne devra pas contenir l'appréciation des opérations qui ont motivé ces comptes et amené cette situation. Constaté la situation matérielle, les comptes et le bilan qui sont presque toujours réguliers, sans juger les opérations elles-mêmes, c'est s'arrêter aux effets sans remonter aux causes. Le rapport limité à ces constatations serait évidemment insuffisant. »

1. ART. 32. — Les commissaires aux comptes sont chargés de faire un rapport à l'Assemblée générale sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

ART. 33. — Pendant le trimestre qui précède l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'Assemblée générale, les commissaires ont le droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société.

Le rapporteur a répondu :

« A supposer que le mot situation écrit dans l'article 32 ne soit pas suffisamment explicite, l'obscurité serait manifestement dissipée par les termes de l'article 33 qui obligent en effet, dans le délai de trois mois qui précèdent l'Assemblée générale, les commissaires à se livrer à toutes les investigations possibles sur les opérations de la société. Il serait illogique que les commissaires qui sont armés de ce droit ou plutôt qui ont ce devoir à remplir ne viennent pas faire à l'Assemblée générale, un rapport qui exprime tout ce que, pour être fidèles à leurs devoirs, ils ont dû examiner. »

La doctrine (Houpin et Bosvieux, Rodolphe Rousseau, etc...) confirme ce point de vue comme d'ailleurs un arrêt de la Cour de Paris du 3 avril 1878 qui s'exprime en ces termes :

« Le mandat des commissaires les oblige à examiner l'ensemble de la situation sociale, les résultats des opérations engagées, la valeur des affaires entreprises et leur conformité soit aux statuts sociaux, soit aux règles d'une bonne gestion. »

Plus récemment, la Cour de Nancy, par un arrêt du 3 août 1907 (*J. S.* 1908, p. 396) s'exprimait dans le même sens :

« Attendu que le rôle des commissaires de surveillance est plus étendu que le prétendent X... et Y..., qu'ils sont investis d'une mission générale de contrôle et chargés spécialement d'éclairer l'Assemblée Générale des actionnaires sur les agissements du conseil d'administration, qu'ils n'ont pas seulement à constater la situation, les comptes, le bilan, mais que, d'après les travaux préparatoires mêmes de l'article 32 de la loi du 24 juillet 1867, ils doivent « juger les opérations elles-mêmes », qu'ils sont en particulier dans

l'obligation de se prononcer sur une des questions les plus essentielles soumises aux délibérations de l'assemblée, celle de l'opportunité ou de la possibilité de distribuer un dividende déterminé, qu'au surplus, pendant le trimestre qui précède l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'Assemblée générale, ils ont le droit, toutes les fois où ils le jugent convenable, dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la Société. »

190. Commissaires aux comptes et auditors. — La mission des commissaires aux comptes, prévue par la loi de 1867, est donc différente de celle des auditors, il est important de bien le préciser.

1° Les auditors doivent examiner les comptes de la société et ils peuvent le faire pendant toute l'année, les commissaires aux comptes doivent examiner les comptes présentés par les administrateurs et ils ne disposent que d'un trimestre pour le faire.

D'une part, contrôle des comptes de la société, au cours de l'exercice, d'autre part, vérification des comptes présentés à l'Assemblée générale dans le trimestre qui précède cette dernière¹.

2° Le rapport des auditors porte sur les comptes examinés par eux et sur le bilan, son contenu est précisé par la loi, il doit constater dans quelle mesure les auditors ont pu

1. « Dans la conception de la loi de 1867, les commissaires sont beaucoup moins chargés du contrôle des comptes ou de la gestion de la société que de préparer les délibérations de l'Assemblée générale. C'est la raison pour laquelle les commissaires sont nommés pour une année seulement, c'est également pourquoi les commissaires n'ont le droit de prendre connaissance des livres que pendant un temps limité avant la tenue de l'Assemblée générale ». Avis présenté à la Chambre des Députés au nom de la commission de législation civile et criminelle par M. Evain, *Doc. Parl.*, n° 1.877 (session 1933).

Voir dans le même sens l'exposé des motifs du projet déposé à la Chambre des Députés par M. Pernot. *Doc. Parl.*, n° 4.503 (session 1935).

accomplir leur mission et dans quelle mesure le bilan est convenablement établi pour donner une vue exacte de la compagnie. Le rapport des commissaires aux comptes doit porter sur la situation de la compagnie, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs. L'appréciation des commissaires doit être basée uniquement sur les renseignements qu'ils ont pu extraire de la comptabilité ou des documents qui leur ont été présentés et ne doit pas être une appréciation sur la gestion de l'entreprise dans laquelle interviendrait par exemple une critique de l'activité commerciale ou de la compétence des services techniques¹.

D'une part, rapport d'un technicien qui déclare que le bilan a été bien établi suivant les règles de la meilleure pratique, d'autre part, appréciation d'un mandataire sur la situation de la société d'après un bilan dont il a vérifié au préalable l'exactitude.

191. — Nous avons vu qu'en Angleterre la loi est respectée et que les actionnaires ont en mains un bilan correctement établi. Pratiquement, en France, les commissaires se contentent le plus souvent de constater que les chiffres du bilan présenté concordent bien avec ceux du grand livre et

1. Même les réformateurs les plus disposés à faire contrôler étroitement les conseils d'administration adoptent ce point de vue. M. Lesaché l'exprime ainsi dans le rapport qu'il a présenté au nom de la commission de législation civile et criminelle du Sénat (*Doc. Parl.*, n° 826, 2^e session extraordinaire 1932) : « De toutes leurs constatations matérielles, ils déduisent la situation de la société, mais ils doivent le faire objectivement et sans entrer dans l'appréciation critique de l'impulsion donnée aux affaires sociales par le conseil d'administration.

En un mot, ils doivent documenter les actionnaires, mais c'est à ces derniers seuls qu'appartient le droit de discussion avec le conseil d'administration.

Nous précisons d'ailleurs notre pensée en spécifiant que les commissaires doivent s'expliquer sur la situation de la société telle qu'elle se dégage des chiffres par eux vérifiés. »

à faire un parallèle sans portée entre les chiffres de l'exercice considéré et ceux de l'exercice précédent. Alors qu'ils devraient être des mandataires indépendants choisis par les actionnaires, ils sont en réalité entre les mains du conseil d'administration qui les proposent aux suffrages de l'assemblée.

Les commissaires ne disposent que d'une période très courte de trois mois pour procéder à la vérification des comptes. Ils doivent donc se contenter, lorsqu'ils procèdent à ce contrôle, d'un pointage très sommaire d'autant plus sommaire qu'ils opèrent seuls et que souvent ils ne sont pas des professionnels de la comptabilité. Il est admis en effet qu'un comptable ne serait pas en mesure de donner une appréciation sur la situation de la société et qu'il faut lui préférer une personne ayant des connaissances générales et techniques.

Cette appréciation sur la situation de la société, même « telle qu'elle se dégage des chiffres vérifiés », objet principal du rapport des commissaires peut être la source des plus grandes difficultés. L'interprétation d'un bilan est très délicate et de bonne foi, les commissaires et les administrateurs peuvent ne pas être d'accord. Faut-il, alors, porter le débat devant les actionnaires qui n'ont aucun élément pour lui donner une solution ? Non bien entendu et sauf les cas de péril grave, les commissaires se rallient à l'opinion du Conseil mieux placé qu'eux pour avoir un avis sur la situation réelle de la société. Cette solution est la solution raisonnable et normale, toutes les protestations n'y peuvent rien. Comment concevoir en effet une Assemblée qui fait choix de mandataires et leur fait confiance pour administrer une société et en même temps, ou presque, se méfiant de ceux qu'elle vient de choisir, nomme un contrôleur chargé de les

surveiller¹. Le contrôle de la gestion appartient au Conseil d'administration. Le rôle de ce dernier n'est pas tant de gérer que de donner des directives à l'administrateur délégué ou aux directeurs généraux et d'en contrôler l'exécution. C'est lui qui a les éléments pour donner aux actionnaires la meilleure appréciation sur la situation de la société². Les actionnaires, aussi bien d'ailleurs que les administrateurs, ont simplement besoin d'avoir la garantie que le bilan, base de toute discussion, est correctement établi³. Il est fâcheux que certains Conseils d'administration n'accomplissent pas leur devoir et présentent des rapports inexacts aux actionnaires. Il faut évidemment y remédier, mais ce n'est pas

1. C'est le « *Quis custodem custodiet* » de l'Ecriture. M. Chastanet dans son rapport sur le projet de loi sur les sociétés par actions préparé par la commission extra-parlementaire de 1902 s'exprimait ainsi :

« Le conseil d'administration dans les sociétés anonymes est le mandataire des actionnaires et l'on ne voit pas pourquoi l'on mettrait au-dessus de lui un autre mandataire. On concevrait d'ailleurs difficilement que l'Assemblée générale qui vient d'investir les administrateurs de sa confiance en les nommant, puisse aussitôt après émettre un vote de défiance en leur imposant un surveillant. »

2. « Dans les sociétés importantes, le conseil d'administration ne peut pas administrer réellement. C'est une impossibilité de fait. Il se borne à désigner les administrateurs-délégués et les directeurs, ainsi qu'à contrôler la gestion. Son rôle doit donc consister à choisir judicieusement les directeurs, à contrôler très sérieusement leur travail, à l'orienter dans ses grandes lignes, à délibérer en commun sur les questions importantes et à maintenir la société dans le cadre des statuts et de la loi. »

(H. DUCUIS. *J. S.*, janvier 1935. — La responsabilité solidaire des administrateurs des sociétés anonymes). Voir aussi le projet de loi Pernot sur la responsabilité civile et pénale des administrateurs, Doc. Parl. n° 4.502, session 1935, évidemment inspiré de la législation allemande qui prévoit l'existence d'un Vorstand (comité de direction) et d'un Aufsichtsrat (conseil d'administration).

3. « Il est inutile et dangereux de donner au commissaire des attributions larges et imprécises qu'il ne pourra remplir qu'imparfaitement. Mieux vaut limiter sa mission pour lui permettre de l'accomplir convenablement. D'autre part, j'estime que l'étude consciencieuse du bilan et des comptes donne aux actionnaires une garantie sérieuse. L'examen des autres parties de la situation générale risquerait davantage de mettre en conflit l'organe administratif et celui de contrôle. Il ne me paraît pas opportun d'en charger ce dernier. »

(*La Réglementation des Bilans et des Commissaires aux comptes dans les Sociétés anonymes*, par HENRI GIRARDOT).

une raison pour faire prendre aux commissaires des responsabilités qu'ils ne sont pas en mesure d'assumer.

192. — Il est très difficile aux commissaires de respecter la loi, et ils ne cherchent pas à le faire car ils ne courent pas grand risque. Pénalement, si les commissaires se limitent à leur rôle, ils ne peuvent être poursuivis. Pour qu'ils le soient, il faut que, maladroitement, ils se fassent les complices des administrateurs¹. Civilement, pour qu'ils soient condamnés à des dommages et intérêts, il faut prouver qu'il existe une relation directe entre leur faute et le préjudice subi. Cette relation existe dans bien des cas, mais on ne peut concevoir un commissaire poursuivi seul, il est poursuivi en même temps que les administrateurs qui, au premier chef, sont les auteurs du préjudice. D'après l'article 15, si les poursuites contre les administrateurs sont dirigées en police correctionnelle, les commissaires ne peuvent pas être cités concurremment devant la juridiction répressive, même aux simples fins de dommages-intérêts²; il faut par conséquent intenter une action nouvelle devant le tribunal civil (ce qui ne simplifie pas la procédure) pour aboutir à un résultat médiocre. La part que les commissaires ont à supporter dans les dommages et intérêts est en effet très

1. Ce fut le cas par exemple du commissaire aux comptes des Affréteurs Réunis qui n'avait pas hésité dans son rapport à déclarer : « que les forces productrices considérables, ainsi accumulées, ont déjà commencé à porter leurs fruits. En effet, les résultats de l'exploitation du premier semestre de l'exercice en cours (année 1921) sont des plus satisfaisants et il y a tout lieu d'espérer que la reprise sérieuse des affaires qui se manifeste déjà fortement dans votre branche, permettra d'enregistrer, pour l'exercice 1921, un rendement conforme à leurs désirs ». Trib. Correct. Seine, 5 mai 1928. R. S. 1928, p. 385.

L'arrêt de la Cour d'Angers du 10 mars 1875 (S. 76.1.409) donne également un modèle d'effusion verbale dont les commissaires aux comptes doivent soigneusement s'écarter.

2. *Traité élémentaire de Droit Commercial* de J. Percerou, 7^e édition, p. 445 et 446.

réduite pour les raisons suivantes : ils ont seulement un mandat de contrôle ; leur rémunération est très faible vis-à-vis de celle des administrateurs ; ils ne prétendent pas en général avoir des connaissances spéciales, ni une réputation qui donnerait un poids plus grand à leurs affirmations et rendraient les juges plus sévères sur l'appréciation de leurs fautes ; enfin les moyens mis à leur disposition par la loi ne leur permettent pas un contrôle étendu.

193. — Les commissaires sont dans l'impossibilité matérielle de remplir une mission trop large, qui comporterait des responsabilités hors de proportion avec la rémunération reçue, s'ils voulaient malgré tout essayer de l'accomplir ; ils ne craignent pas les sanctions judiciaires qui au pire les atteindront peu si dans leur inaction ils font preuve du minimum de prudence ; ils sont donc naturellement conduits à ne pas respecter la loi.

L'auditor a une mission beaucoup plus limitée qui ne risque pas d'empiéter sur les attributions des administrateurs. Ces derniers considèrent son intervention comme précieuse et en général sont disposés à écouter ses avis sur les modifications à apporter à la présentation du bilan ou à l'évaluation de certains postes de l'actif avec moins d'impatience qu'une appréciation sur la situation de la société. D'autre part, lorsque l'auditor présente une remarque dans un rapport, il le fait en s'appuyant sur des règles traditionnelles de la meilleure pratique comptable qui, sans être absolument précises, sont tout de même moins vagues que les règles d'après lesquelles on déduit d'un bilan la situation d'une entreprise.

B. — *La mission des commissaires dans le décret-loi
du 8 août 1935.*

194. — En nous inspirant des réflexions précédentes, nous concluons que la mission des commissaires devrait être réduite à un contrôle comptable qui leur permettrait de dire aux actionnaires si le bilan est correctement établi ou non, et le cas échéant d'en signaler les irrégularités ou les inexactitudes. La commission extraparlamentaire de 1902 dont nous avons déjà eu l'occasion de parler avait fait une proposition en ce sens. Son rapporteur, Rodolphe Rousseau déclarait : « Confions aux commissaires un pouvoir de surveillance. Il s'exercera sur les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la Société. » Le décret-loi du 8 août 1935 a très heureusement développé cette formule, à l'avenir le mandat des commissaires sera « de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'administration. Ils établiront un rapport dans lequel ils rendront compte à l'Assemblée générale de l'exécution du mandat qu'elle leur a confié et devront signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils auraient relevées ».

Le décret prescrit en outre au commissaire de faire un rapport spécial sur les opérations prévues à l'article 40 c'est-à-dire sur les entreprises ou marchés traités par la société et dans lesquels les administrateurs ont un intérêt direct ou indirect. La nature de ce rapport n'est pas définie. Il nous semble qu'il devrait se réduire à un résumé de l'objet de chacun des marchés ou entreprises et à l'indication de la personne ou de la société avec qui il a été traité, du nom de

l'administrateur intéressé, de la nature de l'intérêt que cet administrateur a dans le marché, et enfin du montant, à l'exclusion de toute appréciation.

Rappelons enfin que les commissaires peuvent avoir à présenter des rapports particuliers à l'Assemblée générale.

En vertu du décret du 8 août 1935 créant au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital, l'Assemblée générale peut écarter l'application des dispositions prévues en faveur des actionnaires, mais le Conseil d'administration doit alors présenter aux actionnaires un rapport indiquant les motifs de l'augmentation de capital ainsi que les personnes auxquelles seront attribuées les actions nouvelles et le nombre d'actions attribuées à chacune d'elles, le taux d'émission et les bases sur lesquelles il a été déterminé. Les commissaires auront à déclarer dans un rapport spécial si ces bases leur paraissent exactes et sincères et à s'assurer que toutes les formalités auront bien été exécutées.

Nous avons vu d'autre part que les commissaires devaient fournir, le cas échéant, un rapport sur les modifications soumises par le Conseil à l'Assemblée générale dans la présentation du bilan ou dans les méthodes d'évaluation.

Pour permettre aux commissaires d'accomplir leur nouvelle mission, complètement, ils auront à l'avenir la faculté d'opérer à toute époque de l'année les vérifications ou contrôles qu'ils jugeront opportuns.

195. Sanctions. — Les principes établis par la jurisprudence pour mettre en jeu la responsabilité quasi délictuelle (art. 1382 du C. civ.) ou la responsabilité contractuelle (art. 1992 C. civ.) des commissaires ne seront pas modifiés, mais il semble que les précisions apportées à la définition de leur

rôle rendront plus facile la tâche du tribunal et plus lourds les risques des commissaires.

D'autre part, les commissaires qui auront sciemment donné ou confirmé des informations mensongères sur la situation de la société pourront être poursuivis directement devant le tribunal correctionnel et seront passibles d'une peine d'emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 20.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement¹.

Pour obtenir l'application de cette sanction, le ministère public devra prouver que le commissaire a agi sciemment mais il n'aura pas à rechercher s'il était animé de l'intention de nuire. On peut donc rapprocher cette disposition de l'article 362 du Compagnis Act, 1929². La négligence grave ne pourra pas être punie, comme l'avait proposé M. Lesaché dans son projet de loi³. C'est une lacune regrettable car la négligence grave est facile à prouver, il n'en est pas de même de la pleine connaissance pour peu que l'affaire soit un peu embrouillée.

Quoi qu'il en soit cette disposition permettra de joindre aux actions correctionnelles contre les administrateurs une

1. Le maximum du taux de l'amende est porté de 20.000 à 100.000 francs et l'emprisonnement supprimé dans le cas du rapport prescrit par le décret-loi du 8 août 1935 sur le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux augmentations de capital. De plus les commissaires et les administrateurs sont rendus solidairement responsables des conséquences de l'annulation d'une augmentation de capital pour violation des formalités prévues.

2. Voir page 136 et page 141.

3. M. Lesaché proposait de remplacer le dernier alinéa de l'article 15 par le suivant :

Les membres du Conseil de surveillance ne sont pas civilement responsables des délits commis par les gérants, mais ils sont passibles d'une amende pénale de 500 à 10.000 francs sans préjudice de tous dommages-intérêts envers les actionnaires lésés si, sciemment ou par négligence grave, ils ont dans leur rapport ou dans leurs explications à l'Assemblée générale, omis de renseigner ou inexactement renseigné les actionnaires sur la véritable situation de la société.

action contre les commissaires aux comptes et d'obtenir leur condamnation tant à une amende ou à une peine d'emprisonnement qu'à des dommages et intérêts dans la limite du préjudice causé par leurs déclarations mensongères. Par exemple en cas de distribution d'un dividende fictif, de présentation aux actionnaires ou de publication d'un bilan inexact en vue de dissimuler la véritable situation de la société par les administrateurs, il sera possible de poursuivre les commissaires en même temps que les administrateurs devant le tribunal correctionnel. L'ancienne rédaction du dernier alinéa de l'article 15 pouvait donc être maintenue sans inconvénient.

196. — Les auteurs des décrets-lois ont voulu aller plus loin et se sont engagés dans une voie extrêmement dangereuse, en prescrivant d'une part que les commissaires ne sont pas civilement responsables des délits commis par les administrateurs, sauf si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélés dans leur rapport à l'Assemblée générale, en les menaçant d'autre part d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 à 20.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement s'ils ne révèlent pas au procureur de la République les faits délictueux dont ils ont eu connaissance.

Pour reprendre le vocabulaire de l'article 378 du Code pénal, sur le secret professionnel, qui à l'avenir sera applicable aux commissaires, notons-le en passant, ces derniers sont transformés en dénonciateurs. De mandataires des actionnaires ils deviennent mandataires de justices. Jusqu'à présent nous croyons que seuls en France les magistrats avaient capacité pour déterminer si un fait était ou non délictueux. Cette capacité est maintenant accordée aux commissaires. Ceux-ci en effet devront discriminer dans les faits dont ils auront connaissance ceux qui seront délictueux

et ceux qui ne le seront pas, en cas de doute ils se trouveront dans l'alternative suivante : soit risquer une condamnation sévère et des dommages-intérêts, soit déclancher à faux une enquête du parquet qui aura les conséquences les plus néfastes sur le crédit de la société dont ils ont le contrôle.

Les commissaires ont mission de vérifier les livres, les inventaires, l'exactitude des informations données sur les comptes par les administrateurs dans leur rapport, ils doivent signaler les irrégularités et les inexactitudes qu'ils constatent au cours de leur vérification, ils n'ont aucune compétence pour déterminer si un fait constitue un délit et pour le signaler dans ce cas aux actionnaires et encore moins au procureur de la République.

De telles mesures auront pour résultats de poser aux commissaires honnêtes des cas de conscience très délicats qu'ils n'arriveront pas toujours à résoudre correctement et de faciliter les manœuvres de chantage des commissaires malhonnêtes. Elle paraissent être d'ailleurs le fruit d'une improvisation de dernière heure, car nous n'en avons relevé aucune d'analogue dans les projets ou les propositions de loi que nous avons pu consulter.

196 bis. — Toutes les dispositions que nous venons d'analyser seront applicables dès le premier exercice qui s'ouvrira trois mois après la publication du décret, c'est-à-dire à partir du 9 novembre 1935.

C. — *Choix des commissaires.*

197. Les incompatibilités. — La loi de 1867 n'avait pas prévu comme la loi anglaise, l'interdiction de choisir comme commissaire un administrateur de la société, un de ses

« officers¹ », un associé ou un employé de l'un de ces « officers » ou une personne morale.

Le décret-loi de 1935 est venu heureusement compléter sur ce point notre législation en prescrivant sous peine d'une amende de 1.000 à 20.000 francs, que ne pourront, à partir du 9 novembre 1935, être choisis comme commissaires², ni le rester :

1° Les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ou le conjoint des administrateurs ou des apporteurs ;

2° Les personnes recevant sous une forme quelconque, à raison de fonctions autres que celles de commissaires, un salaire ou une rémunération des administrateurs ou de la société ou de toute entreprise possédant le dixième du capital de la société, ou dont la société possède au moins le dixième du capital ;

3° Les personnes à qui l'exercice de la fonction de gérant ou d'administrateur est interdite ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction ;

4° Le conjoint des personnes ci-dessus visées.

Un commissaire ne pourra devenir administrateur de la société qu'il contrôle moins de cinq années après l'expiration de son mandat³.

198. — Ces mesures, jointes à l'aggravation des respon-

1. Voir page 24 le sens particulier de cette expression.

2. La plupart des récentes propositions de lois ou projets avaient prévu des incompatibilités très voisines, voir : projet Tardieu, Doc. Parl., n° 3.707 (session Ord. 1930). Rapport de la commission du commerce et de l'industrie de la Chambre des Députés sur les propositions Chastenot et Daladier et sur le projet Tardieu, Doc. parl., n° 4.809 (session ord. 1931). Projet Pernot, Doc. parl., n° 4.503 (session ord. 1935). Proposition Lesaché votée par le Sénat le 22 juin 1934.

3. Sont assimilées à la société contrôlée celles dans lesquelles ladite société possède un dixième au moins du capital ou qui possèdent un dixième au moins du capital de ladite société au moment de la cessation des fonctions du commissaire.

sabilités civiles et pénales des commissaires ne suffiraient-elles pas à éliminer les commissaires sans compétence ni indépendance? ou convient-il de les compléter par une réglementation précise du choix des commissaires? Le décret-loi, tout en laissant à l'Assemblée générale le soin de désigner elle-même les commissaires apporte dans le cas des sociétés publiques¹ une certaine restriction à la liberté de choix de l'Assemblée générale.

Un des commissaires au moins dès le premier exercice qui s'ouvrira six mois après la publication du règlement d'administration publique dont il est question ci-après, devra être choisi sur une liste établie par une commission siégeant au chef-lieu de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le siège social. Cette commission est composée de quatre membres :

1° Un président ou un conseiller à la Cour d'appel qui préside avec voix prépondérante.

2° Un magistrat d'un tribunal de première instance du ressort.

3° Un des présidents des tribunaux de commerce du ressort.

4° Le directeur de l'enregistrement exerçant ses fonctions dans le département du siège de la Cour d'appel.

199. — Le choix d'un des commissaires sur une liste n'est pas une nouveauté². Jusqu'à présent, il était prévu dans la

1. Nous rappelons que nous désignons ainsi, par abréviation, les sociétés faisant appel à l'épargne publique à qui le décret a donné pour la première fois la consécration légale.

2. Dans son rapport sur les propositions Chastenot et Daladier et sur le projet Tardieu, la commission de législation civile et criminelle de la Chambre propose qu'un commissaire au moins soit choisi par le président du tribunal de commerce sur une liste d'experts-comptables brevetés dressés par la Cour d'appel.

Dans la proposition Lesaché votée par le Sénat le 22 juin 1931, c'est encore

plupart des projets que cette liste serait dressée par la première Chambre de la Cour d'appel à laquelle on reprochait en général de ne pas avoir la compétence voulue. Nous ne croyons pas que la composition pour le moins inattendue, prévue par le décret-loi fasse échapper la commission à cette critique. Elle accentue le caractère de mandataire de justice, que donne au commissaire l'obligation de révéler au procureur de la république les délits constatés et lui ajoute celui de mandataire du fisc. Pourquoi avoir négligé les présidents des régions économiques et avoir joint à deux magistrats civils un nouveau fonctionnaire, d'une compétence certaine mais limitée par le point de vue même auquel professionnellement il est obligé de se placer ?

La procédure à suivre par la commission pour établir cette liste sera ultérieurement déterminée par un règlement d'administration publique qui fixera également les conditions disciplinaires auxquelles seront assujettis les commissaires ainsi recrutés.

Les commissaires inscrits sur la liste de la Cour d'appel ne pourront exercer les fonctions d'administrateurs de Société, sous peine d'une amende de 1.000 à 20.000 francs.

La violation des mesures relatives au choix des commissaires même en ce qui concerne les incompatibilités ne peut entraîner l'annulation des délibérations prises par l'Assemblée générale.

200. — Quelle que soit la composition de la commis-

1e Président du tribunal de commerce qui devrait choisir un des commissaires sur une liste dressée par la première chambre de la Cour d'appel, mais ce serait une liste de commissaires vérificateurs diplômés, et non d'experts comptables.

Dans le projet Flandin n° 3.503 (session ordinaire, 1935) l'assemblée générale devrait choisir sur une liste dressée par la première chambre de la Cour d'appel.

sion chargée de dresser la liste, nous serions opposés au système qui n'est au fond que le résultat d'un mauvais compromis entre les partisans de la liberté intégrale du choix et ceux de la désignation par un magistrat sur une liste d'experts comptables ou de vérificateurs brevetés.

Soit que le règlement d'administration publique détermine minutieusement les grades et les titres à présenter¹, soit qu'il prévoit un examen à subir ou mieux applique les deux systèmes à la fois, la commission pourra assez aisément éliminer les candidats incompetents. Mais comment fixera-t-elle le degré d'honorabilité à partir duquel elle refusera l'inscription sur la liste ?

Lorsqu'un tribunal a besoin d'experts, il choisit parmi toutes les demandes reçues les candidats qui lui paraissent les meilleurs. Ce ne sont malheureusement pas les meilleurs que la commission devra choisir, mais les pires qu'il faudra éliminer. Le problème est beaucoup plus difficile et on peut admettre que sur les listes se trouveront des commissaires compétents et indépendants, et des commissaires qui, peut-être compétents, n'attendent qu'une occasion favorable pour perdre leur stérile indépendance. Les sociétés sérieuses choisiront parmi les bons et les autres parmi les mauvais, comme cela se fait actuellement. La nouveauté sera d'accorder aux mauvais un brevet de bonne conduite que les administrateurs trop habiles sauront utiliser.

Tout au moins peut-on raisonnablement espérer que les mauvais éléments s'élimineront grâce à la Chambre de discipline ? Nous en doutons sérieusement. Les Chartered

1. Par exemple, exercice pendant tant d'années de la profession d'expert comptable, d'expert auprès des tribunaux, d'inspecteur des finances, de conseiller à la Cour des comptes, d'administrateur délégué de société, de chef de comptabilité, de chef de contentieux, etc., et justification dans certains cas du diplôme de docteur en droit, d'anciens élèves de grandes écoles, etc.

Accountants et les Incorporated Accountants ont intérêt à être sévères, car le bon renom de chaque Compagnie en dépend. Pour que leurs membres continuent à jouir de leur situation privilégiée, il faut que le public soit assuré que leur titre a une valeur de garantie. Une émulation existe entre l'Institut et la Société à ce point de vue, d'autant plus grande que d'autres associations aspirent, elles aussi, à atteindre le niveau des deux autres. Enfin, les Chartered ou les Incorporated Accountants sont animés d'un esprit de corps très développé et sont les dépositaires d'une tradition. Tous ces éléments manqueront à nos commissaires dont les uns se désintéresseront du fonctionnement de la Chambre de discipline et dont les autres chercheront à profiter.

Le décret-loi aurait du maintenir la liberté du choix même pour les sociétés publiques. La mission très précise et en même temps très étendue que les commissaires devront accomplir et les lourdes responsabilités qui leur ont été imposées suffiront pour éliminer les incompetents et feront réfléchir ceux qui auraient tendance à être trop accommodants. Il en restera toujours quelques-uns qu'aucune loi ne pourra guérir de leur prétentieuse naïveté, comme aucune loi ne pourra supprimer ceux qui se font sciemment les complices d'administrateurs malhonnêtes, mais ils seront l'exception.

201. — Les dispositions prises entraîneront d'elles-mêmes une modification profonde dans le mode de travail des commissaires les plus sérieux. Les commissaires en effet devront procéder à des pointages nombreux et répétés et par conséquent seront dans l'obligation d'employer des comptables et des aides-comptables s'ils veulent étendre le champ de leu

activité à plusieurs sociétés et à d'autres travaux connexes, condition indispensable de l'indépendance que chacun souhaite leur voir acquérir.

L'étude de la pratique anglaise nous a confirmés dans l'opinion que les commissaires aux comptes doivent être des comptables qualifiés et intelligents, ayant une certaine culture générale et que dans un avenir plus ou moins éloigné les commissariats aux comptes seront à peu près uniquement confiés à des cabinets d'experts-comptables analogues aux firmes anglaises d'accountants ou à des sociétés fiduciaires dont nous avons déjà quelques-unes en France. Car ces cabinets et ces fiduciaires pourront seuls réunir à la fois la compétence, l'indépendance économique, base la plus sûre de l'indépendance morale pour le commun des mortels et l'organisation matérielle indispensable.

Nous sommes également convaincus qu'il n'existe aujourd'hui en France aucun groupement pris en corps dont les membres aient la compétence et l'indépendance qui leur permettent de prétendre monopoliser les commissariats aux comptes. L'organisation de la profession comptable¹ est en

1. M. Emmanuel Archavlis dans son livre *Le Comptable dans la Cité*, a donné quelques indications sur l'organisation présente et future de la profession comptable. Il existait en 1930 une cinquantaine de groupements professionnels, réunis en 6 Unions régionales, affiliées elles-mêmes à une Union nationale. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis cette époque. Leur but est non seulement d'aide mutuelle, mais aussi de formation professionnelle et morale. Ils réunissent toutes les catégories de comptables, depuis le simple employé aux écritures jusqu'à l'expert comptable près des tribunaux, en les hiérarchisant. Les Compagnies de chefs de comptabilité, qui constituent elles-mêmes une fédération, forment, par exemple, l'un des échelons les plus élevés de cette hiérarchie.

L'Union nationale est opposée à l'attribution du monopole des commissariats aux comptes à une catégorie particulière de comptables. Elle désireait que la majorité des commissaires aux comptes d'une société soit choisie sur des listes dressées par les soins et sous la responsabilité des unions régionales et agréées par les tribunaux de commerce.

Les experts comptables brevetés par le Gouvernement sont groupés dans

France à ses débuts ; des hommes d'intelligence et de cœur ont entrepris librement cette tâche indispensable d'intérêt national, l'État doit donner son appui à tous mais n'accorder à aucun de faveurs particulières.

Les Chartered et les Incorporated Accountants n'ont acquis la situation prépondérante qu'ils occupent actuellement en Angleterre que par un travail interne, constant et intense, poursuivi pendant plus de cinquante ans. Ce n'est pas par le coup de baguette magique d'un décret que le Gouvernement pourra créer de toute pièce un organisme analogue.

202. — L'expérience étrangère permet de faire d'utiles comparaisons et grâce aux enseignements acquis par l'étude de la pratique et de la législation anglaise nous avons pu mettre en lumière certains défauts et certaines lacunes des trois décrets-lois qui viennent de modifier si profondément le régime des sociétés par actions en France. Mais nous avons constaté aussi que de telles suggestions, aussi précieuses qu'elles soient, doivent toujours être révisées pour tenir compte des conditions particulières de leur application

chaque région économique en Compagnies. Le décret de 1927 qui a institué leur brevet s'est fortement inspiré de l'exemple anglais, les candidats doivent passer deux examens assez difficiles et effectuer un stage de cinq ans chez un expert comptable breveté. Sur les 704 experts comptables qui existaient le 8 juin 1934, dont 304 à Paris, 626 ont bénéficié de la disposition transitoire et 78 seulement ont passé les examens.

Les experts comptables brevetés seraient partisans d'obliger les sociétés à choisir un des commissaires au moins parmi les membres de leurs compagnies.

Rappelons enfin que la Société de Comptabilité de France, fondée en 1884 en vue de la propagation de l'enseignement commercial, de la diffusion et du perfectionnement de la science comptable, a joué un rôle important pour la formation des comptables de tous rangs par l'organisation de cours professionnels, de conférences, d'examens et de congrès. Les brevets d'experts comptables, comptables diplômés et de teneurs de livres qu'elle décerne sont hautement appréciés. Elle compte environ 5.000 membres dont une moitié sont de simples adhérents, et l'autre moitié sont diplômés.

et qu'il est impossible de transporter de toute pièce une institution d'un pays dans un autre.

Sous réserve des remarques que nous avons faites, nous pensons que le nouveau régime de la publicité et du contrôle des comptes devrait améliorer le fonctionnement des sociétés par actions; nous regrettons seulement que la publicité des émissions financières n'aient pas été l'objet de la même sollicitude de la part du Gouvernement¹.

Il ne faut malheureusement pas se faire beaucoup d'illusion sur la portée des mesures comme celles que nous venons d'étudier. Elles sont utiles sans doute et nous espérons qu'elles pourront empêcher quelques abus, mais dans les circonstances actuelles nous sommes obligés de nous demander si le mal ne réside pas dans le principe même de l'anonymat et par suite si toutes les tentatives faites pour le réformer ne sont pas vouées à un échec certain.

1. Les indications que nous avons fournies sur le prospectus permettent de se faire une idée des renseignements dont l'inscription aurait dû être rendue obligatoire dans la notice et dont les plus importants nous paraissent être ceux relatifs :

— Aux apports et aux contrats importants avec la faculté de consulter ces contrats au siège social.

— Au montant des commissions versées à l'occasion de l'émission d'actions ou d'obligations.

— Aux avantages accordés aux fondateurs et leur contre-partie.

— A l'intérêt des administrateurs dans les biens que la société se propose d'acquérir.

— A l'usage que la société compte faire du produit de l'émission et aux précisions sur les biens dont elle envisage l'acquisition.

Vu :

Le Président de la thèse,
EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ANCEL. — La Common Law d'Angleterre. *Thèse Paris*, 1929.
- ARCHAVLIS (Emmanuel). — *Le Comptable dans la Cité. Essai de doctrine en matière d'éducation et d'évolution corporatives*, 1930.
- BAUDOIN-BUGNET (Pierre). — *Le contrôle des Sociétés et la protection de l'Epargne en Allemagne*.
- BELLOM (Maurice). — *Les techniciens de la Comptabilité* (1909).
- BOURGOING. — Le registre du Commerce. *Thèse Paris*, 1903.
- BOZERIAN. — Rapport présenté au Sénat le 24 juillet 1884 au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les Sociétés.. *Journal des Sociétés*, 1884-1885-1886.
- BUCKLEY (Lord Wrenbury). *On the Companies Act* (1930) chez Stevens and sons Ltd, London.
- CAMERLYNCK (Henry W.). — La loi anglaise de 1929 sur les Sociétés par actions (public and private companies). *Thèse Paris*, 1930, t. XLI.
- CHARPENTIER (Jacques) et HAMELIN (Jacques). — *Traité pratique des bilans et des inventaires*. 2^e édition 1933, chap. v. Publicité du bilan, p. 440, n^o 557 et suiv.
- Company Law Amendment Committee* 1925-26. Report, Londres, 1926.
- DECUGIS (H.). — De l'établissement des comptes de réserve et d'amortissement dans les Sociétés par actions. *Journal des Sociétés*, 1903.
- La responsabilité solidaire des administrateurs des Sociétés anonymes. *Journal des Sociétés*, 1935.
- Le contrôle des Sociétés anonymes par les commissaires des comptes et la publication des bilans. *Journal des Sociétés*, 1925.
- DERKENNE (Paul). — Les commissaires aux comptes et le contrôle des Sociétés anonymes. *Thèse Paris*, 1952, t. XXXI.
- DICKSEE (Lawrence R.). — *Auditing : a practical Manual for auditors*, chez Jordan and sons Ltd., London W. C. 2.
- DOLBEAU. — Rapport général sur un projet de loi. *Bulletin de la ligue pour la réforme des sociétés*, 1930, n^o 4.

- DROUETS. — La Compagnie privée et la Société à responsabilité limitée. *Thèse Paris*, 1922.
- Epargne Française (V^e Congrès de l'). — Paris, 15 décembre 1934.
- FORMOY (Ronald R.). — *The historical foundations of Modern Company Law*.
- GAILLARD. — La théorie institutionnelle et le fonctionnement de la Société anonyme. *Thèse Lyon*, 1922, t. LI.
- GARNSEY (Sir Gilbert). — *Holding Companies and their published accounts*, 1932, chez Gee and Co Ltd., London.
- GARRETT (A. A.). — *The accountant as a constructive force in Business*.
- GASTAMBIDE. — Le fondement rationnel de la réglementation légale des Sociétés par actions. *Thèse Province*, 1903, t. XLV.
- GEGOUT. — Filiales et groupements des Sociétés. *Thèse Paris*, 1929, t. XXIX.
- GIRARDOT (Henri). — La réglementation des bilans et des commissariats aux comptes dans les Sociétés anonymes. *Thèse Paris*, 1933.
- GUIGNARD. — La publicité dans les Sociétés par actions. *Thèse Province* 1926, t. XLIV.
- GUTTERIDGE (H. C.). — Chronique de législation et de jurisprudence, Angleterre. *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 73.
- HALSBURY'S. — *Laws of England*.
- HAMEL (Joseph). — Rapport présenté à la Commission du Registre du commerce et de la publicité des Sociétés commerciales. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1931.
- *La réglementation des bilans*, chez Rousseau et Co, 1932 et *Annales de Droit commercial*, 1934, p. 283 et 1932, p. 5.
- HAYDON and JORDAN (H. W.). — *Handbook on the formation, management and winding up of Joint Stock Companies* (Gore Browne), 37^e édition 1930, chez Jordan and sons Ltd., London.
- JORDAN (Herbert W.). — *The New Company Law*, chez Jordan and sons Ltd., London.
- Het International Accountants Congress*, Amsterdam, 1926. Organisé par le Nederlandsch Institut van Accountants. Rapports publiés par J. Munsses, Uitgever te Pumerend.
- International Congress on Accounting*, 1929, New-York. Rapport peut-être obtenu de M. GILES, L. COURTNEY, 400 Washington Square East, New-York City.
- JARD (A.) et BEDENNE (G.). — *La réglementation des bilans*. Rapport présenté à Strasbourg le 27 juin 1927 au Congrès de la Fédération des Compagnies d'experts comptables de France et des colonies.
- JEANNIN (Jules). — La vie financière des Sociétés d'après l'étude des statuts et des bilans. *Thèse Paris*, 1924, t. LXXIII.

- KETTLE (Russel). — The Companies Act 1929, as affecting Accounts, chez Gee and Co Ltd., London.
- KUNCZ (Ed.). — Les principes généraux des réformes législatives concernant les Sociétés anonymes et la réglementation du financement dans le projet allemand de 1930. *Annales de Droit commercial*, 1931, p. 322.
- LAURENT (Fernand). — Esquisse d'une étude comparée des législations françaises et britanniques en matière de Sociétés par actions. *Thèse Paris*, 1919.
- LEAUTEY (E.). — Inventaires et bilans.
- LESCOEUR. — Essai historique et critique sur la législation des Sociétés commerciales en France et à l'étranger.
- LÉVY-ULLMANN (Henri). — Eléments d'introduction générale à l'étude des sciences juridiques. II. — Le système juridique de l'Angleterre, Paris, 1928.
- Comment un Français d'aujourd'hui peut-il aborder utilement l'étude du Droit anglais et du Droit anglo-américain, Paris, 1919. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, t. XLVIII, 1918-1919.
- NANTAS. — De la publication des actes des Sociétés commerciales. *Thèse Paris*, t. LXVIII.
- PALMERS' COMPANY LAW. — (revu par M. A. Topham), London, 1929.
- PERCEROU (A.). — Lois actuelles et projets récents en matière de Sociétés par actions (Allemagne, Angleterre, Italie), étudiées spécialement en vue d'une réforme éventuelle du droit français, chez Rousseau et Co, Paris, 1933.
- PERCEROU (J.). — Du droit de communication dans les Sociétés par actions. *Journal des Sociétés*, 1908.
- PIXLEY (Francis W.). — Chartered and Incorporated Accountants' charges and the law thereto, chez Gee and Co Ltd, London.
- PLENDER. — Some observations on Company Balance sheets.
- POSE. — Les commissaires de surveillance dans les Sociétés anonymes. *Thèse Bordeaux*, 1924.
- QUESNOT. — Administration financière. Méthodes comptables et bilans.
- REYMONDIN et SENECHAL. — La réforme des commissaires aux comptes dans les Sociétés anonymes (Rapport sur la proposition Chastanet au Congrès de la Fédération tenue à Strasbourg en 1927), 1928.
- ROUSSEAU (Rodolphe) et divers. — Rapport présenté à la Commission d'études des réformes à apporter à la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1918, 1919, 1920.
- ROUSSEAU (Rodolphe). — Rapport présenté au nom de la Commission extra-parlementaire instituée par arrêté de M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 21 juin 1902.

SEGNITZ. — Le prospectus dans les Sociétés anglaises par actions, *Thèse Paris*, 1908, t. CXV.

SPICER (Ernest Evan) and PEGLER (Ernest C.). — Practical auditing, 1930, chez H. F. L. (publishers Ltd), London.

TCHERNOFF (J.). — Traité de Droit pénal financier. Dalloz, 1931.

THALLER (E.). — De la réforme de la loi sur les Sociétés par actions. *Journal des Sociétés*, 1884 et 1885.

— Réforme de la loi des Sociétés par actions. *Revue Politique et Parlementaire*, 1904, t. I, p. 82.

VILLARD (Henri). — De la fraude dans les bilans, étude juridique et comptable.

WAHL (Albert). — De la publicité des placements de titres suivant la loi du 30 janvier 1907. *Journal des Sociétés*, 1907, p. 194 et 308.

En outre, différents articles de *The Accountant*, *The Incorporated Accountants' Journal*, etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION GÉNÉRALE.	1

PREMIÈRE PARTIE

LE DOSSIER D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

INTRODUCTION	17
I. — Le dossier d'une « Public Company »	23
1° Constitution de la Société	23
A) L'incorporation	23
B) La souscription du capital.	35
C) Etat des souscriptions et versements. Statutory report.	49
2° Fonctionnement normal de la Société. Rapport annuel	51
3° Circonstances exceptionnelles de la vie de la Société	62
A) Augmentation de capital.	62
B) Résolutions spéciales ou extraordinaires.	64
C) Aménagements et réorganisations	67
D) Privilèges et hypothèques.	68
4° Liquidation et dissolution de la Société.	73
5° Radiation de la Société au Greffe	78
II. — Le dossier d'une « Private Company »	79
III. — Le dossier d'une Société étrangère.	82
APPENDICE. — Traduction de l'annexe IV au Companies Act 1929.	85

DEUXIÈME PARTIE

LE BILAN ET SES ANNEXES

1° Le bilan.	91
A) Passif	92
B) Actif.	99
C) Comptes spéciaux.	101

2° Le compte de profits et pertes.	103
3° Déclaration sur les filiales.	112
4° Le rapport du Conseil d'administration.	120
5° Règles édictées pour la tenue d'une comptabilité régulière . .	121

TROISIÈME PARTIE

LE CONTROLE DES COMPTES

I. — Statut juridique des commissaires aux comptes.	127
II. — Les Inspecteurs du Board of Trade.	152
III. — Les Compagnies d'accountants.	155
A) Historique.	155
B) Organisation.	160
C) La profession d'accountant.	168

CONCLUSIONS

Étude critique du régime français institué par les décrets-lois de 1935	181
1° Traits caractéristiques du régime anglais.	182
2° Décret relatif aux formalités de publicité des Sociétés du 30 octobre 1935	185
A) Organisation matérielle	186
B) Etendue des renseignements mis à la disposition du public.	197
C) Sanctions	201
D) Publicité des Sociétés étrangères.	205
3° Décret du 30 octobre 1935 modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 sur les bilans et les comptes	206
A) Etablissement du bilan et du compte de profits et pertes	207
B) Droit de communication des actionnaires	213
C) Dépôt du bilan et de ses annexes au Greffe.	223
4° Décret du 8 août 1935 modifiant la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés en ce qui concerne le choix et les attributions des commissaires.	225
A) La mission des commissaires avant le décret-loi du 8 août 1935	225
B) La mission des commissaires dans le décret-loi du 8 août 1935	233
C) Choix des commissaires	237
BIBLIOGRAPHIE	247

IMPRIMERIE
H. R. L. B. S. S. S.
:: 24 RUE DE LA ::